



I

ms. gall. Octav. 16. p. 1-255.

1

~~Historique de~~ la vie

du General Dumouriez

Libre Troisième

} imprimatur

Blutin

le 26. Juill. 1793

Table des Chapitres Du Livre III.

	Pages
Chap. I. — Tableau de la France	3
Ch... 2 — De la Résolution 1789	8
Ch... 3 — Troubles en Normandie. Révolte de Cherbourg. 1789	17
Ch... 4 — Année 1790	36
Ch... 5 — Année 1791	59
Ch... 6 — Dumouriez Ministre des Affaires Etrangères	85



Chap. I. Tableau de la France.

On avait toujours confondu en France les mœurs, Gouvernement & Constitution. Depuis 1406 ans la Monarchie existait; & comme le Gouvernement n'avait point de Base certaine, il avait éprouvé quantité de Variations & de secoues. Il n'y avait qu'une Constitution qui pût parvenir à fixer la marche, en assurant la base. Sans remonter plus haut que Louis XIII, les Rois de France avaient toujours soutenu leurs autours arbitrairement. Louis XIII, ou plutôt son Premier Ministre, le Cardinal de Richelieu, avait gouverné, par la Terreur. Louis XIV, par la Dignité. Louis XV, après avoir eu un Règne brillant jusqu'en 1748, était tombé dans le mépris. De là les deux soutiens de la Monarchie Française, la Terreur & la Dignité, avaient échappé des mains des Ministres.

Le Règne du Duc de Choiseul avait été plus brillant que solide, son crédit avait échoié devant celui d'une vile courtisanne. La Monarchie n'avait point de Dignité, le Ministre n'inspirait point la terreur, & le Gouvernement se dégradait. Le Règne court du Duc d'Anguillon n'avait été marqué que de l'empreinte sombre du desir d'imiter son grand Oncle, mais n'en ayant ni la vigueur, ni le Genie, méprisé par un Roy méprisable, il avait encore affaibli l'Autorité absolue par les efforts qu'il avait faits pour la soutenir, par le que ses efforts n'étaient que des Intrigues. Il fallait en France, que pour être le Maître, le Roy regnât lui-même, ou l'ainât regner à sa place. Louis XV ne savait ni l'un ni l'autre.

Un autre Remet, qui soutenait, ou détruisait tous les Gouvernements, c'est l'Etat des Finances. Les grandes Guerres de Louis XIV, celle de Louis XV,

mais plus que tout les Dépredations énormes avoient auant
le grand principe de la Sonne des Rois & de la tranquillité des Peuples.
Plusarques disait, il y a bien des siècles. Il n'y a pas de plus grand des
ordre dans l'Etat que de rendre les finances la Proye de la faveur, au
lieu de la faire la récompense des services. à cet égard les abus étoient
extrêmes. le Ministère des finances, étoit devenu une Banque de
Pharaon. chaque Contrôleur Général apportait sa Mise, c'est à
dire des Projets pour piller le sang des Peuples; de qui il étoit
débancqué, un autre le remplaçait. les Courtisans se joignoient des
Ministres, les faisaient, ou les défaisaient, pour s'assurer le pillage,
& méprisaient eux mêmes, un Gouvernement, dont ils remuaient
à leur gré, plaçaient, ou déplaçaient, les Marionnettes.

Aucun Corps Constitutionnel n'existait, pour mettre un frein aux
Dilapidations. les Parlements en avoient la prétention, mais, on
on les achetait, ou on vint de leurs vaines remontrances, & lorsqu'ils
généreux trop Louis XV, à l'aide de son Chancelier Maupeou, il les
cassa, & créa d'autres Corps de Juges, sous le nom de Conseils Supé-
rieurs. la Noblesse ne faisait point Corps. le Clergé formait une Rep-
-ublique séparée, dont on tiroit des Dons gratuits. Quelques Provinces
avoient des États, mais quand ils voulaient se permettre de justes
Représentations, on les traitait comme des Rebelles. le Peuple n'étoit
rien. la France composait une immense société, qui n'avoit ni
Nation, ni Patrie. les maux étoient à leur comble. depuis vingt ans
on annonçait la Banqueroute générale. l'Abbé Terray, le plus
sçavant, & le plus habile, des Contrôleurs généraux de ce Règne, avoit
eu l'impudente bonne foy d'assurer qu'elle étoit indispensable. Louis
XV n'avoit pas osé la faire plonger dans l'insouciance & la rapidité,
il se trouvoit trop heureux de gagner du tems, en attendant que les

151 3
sur Dettes, sans s'en barer de ce que deviendrait son Successeur.

Une mort digne de ses debauches, en débarra la France, & fit monter sur le Trône son petit Fils, l'Infortuné Louis XVI, prince digne d'un meilleur sort, jamais Monarque n'a débuté avec des intentions plus pures, n'a été plus mal secondé, plus trahi, plus traveré, au travers d'une Education très négligée, & même d'une Écorce très grossière, possédant toutes les vertus morales, la bonté, la justice, l'économie, la modération, & la plus précieuse de toutes, la méfiance dans son inexpérience & dans la médiocrité de ses lumières.

La première démarche qu'il fit avec une intention si louable, fut d'appeler auprès de lui un vieillard Octogenaire, jadis plein d'esprit, Ministre habile, que vingt ans d'exil auraient dû guérir des vices de la Cour. Le misérable Maurepas perdit son maître, qui l'avait pris pour son Mentor, ne se montra que léger & perfideur, comme dans la plus grande jeunesse, s'entoura d'une Cour frivole, acheva d'égarer une jeune Reine, qui avait un grand caractère, & qui pouvait tourner vers le bien, séduisit les frères du Roy par ses complaisances pour leur prodigalité, & acheva de ruiner la France & de rendre le Gouvernement méprisable.

Voilà l'homme, qui a ouvert la boîte fatale, d'où sont sortis toutes les calamités & les crimes des Français. malheureux Louis, Reine Infortunée, c'est Maurepas qui en le premier Auteur de votre mort. Si eût eu un cœur, si se fût pénétré de la grandeur des devoirs que lui imposait la confiance d'un jeune Roy, vous vivriez encore, & si la France n'avait pas eu une Constitution, au moins son Gouverneur eût repris de la dignité, & les Peuples eussent béni le Mentor d'un bon Roy!

La mort eût été un bonheur public, si dans cette Cour faible & corrompue, il se fût trouvé un seul homme de bien, que Louis XVI eût

pu oser autours de dépravation & de faiblesses, qui ébranlaient son trône, & qui devaient bien tôt le renverser. treize huit Ministres, qui en thans traversèrent l'édifice croulant de la Monarchie, achevèrent d'en saper les fondements. Neker eut le courage de se porter au premier Ministère. Il avait des vûes droites & quelques Talens, mais il était étranger, il ne connaissait pas la France; il eût fallu qu'il eût été, ou Prince du sang, ou d'une des plus nobles Castes du Royaume, pour pouvoir combattre avec succès l'Intérêt personnel, l'insolence, la fourberie, l'avarice & toutes les Pandours, qui élevoient un mur insurmontable entre lui & son maître. Il lui manquait aussi les deux grands soutiens du Gouvernement, la Terreur & la Dignité. qu'il n'eût de nous de l'Emhouarnement universel qu'il a inspiré, il était au dessus du mépris, dont on a couvert les derniers moments de son Ministère.

Louis XVI a été pendant tout son Règne le jouet de Personnes qu'il aimait le plus. ne pouvant pas lui donner de vices réels, on lui en donna de factices, comme l'amour du vin & la coterie. mais on employait une arme bien plus terrible pour l'avilir, c'est celle du Ridicule. à cela se joignaient les Etourderies, les Imprudences de la Cour, sous le Pèdre du Collège, les Anecdotes scandaleuses, & le langage noir du mépris s'annonçait sur les Têtes Royales. l'Orage à crever, alors il n'y eût pas trop en dans cette Cour un homme qui se soit exposé pour sauver le bon Prince. tous ont fui, s'en abandonné, ont allé porter cher l'étranger leurs Plaines & leur rage, & ont gromé la Tempête, à laquelle ils se laissaient expirer tout seul.

Louis ne la prévoyait pas, son âme pure lui faisait chercher des Remèdes aux Calamités de ses Sujets. après avoir aboli les Corvées & la Question, après avoir cherché à se donner une grande force Navale par la construction d'un Port, après avoir établi l'Académie, par tout qu'il se

pourrait par de grandes Réformes, dans la Maison Domestique & Militaire, d'avoir tout réparé, en appelant la Nation, non pas comme ses précédents, pour la soumettre à la prière, mais pour consulter avec elle, comme un bon père de famille, sur les Plages de l'Etat. Déjà la Nation l'avait précédé, en étudiant elle-même des matières, qui l'occupaient peu jusqu'à cette époque.

La Guerre d'Amérique n'avait pas formé de grands Généraux, mais les hommes qui l'avaient faite, avaient vu de près un Peuple nouveau soumis à une Constitution sage. Les Têtes se sont exaltées, ils avaient rapporté des idées mal digérées, & voulant les adapter au Génie National, ils avaient embrasé le Génie, mais ils n'ont allumé qu'un Volcan, qui a couru de décombrer & de ruiner cette Tône de bonheur. Il fallait le Règne d'un sage & d'un modeste législateur, au lieu de ces vils.

Tous au contraire ont commencé son Règne par rappeler le Parlement, pourvu par la loi qui menaçait pas les remontrances, mais l'Assemblée, Ministre faible, l'Assemblée, & se fide suivant la marche de la Révolution, existait par un Soud de la Seauy, au débrouillon, & plus en partie que lui, l'Assemblée, le Parlement de Paris en 1787, les lettres de cachet, qu'on ne s'enquerra qu'à moitié à déjouer la faiblesse de la loi, & à éclairer le Peuple. Or, une telle loi n'a pu être sacrifiée, mais le mal était fait.

D'ailleurs les querelles de Necker & Calonne mises à déjouer la saine marche des finances, tous le monde alors parla, écrivit, réfléchit, & le Gouvernement montra que c'était honte de lui-même, qu'il fallait chercher les ressources, contre les Maux, dont on était assailli. La disgrâce de Necker, eut pour résultat, contre les esprits, rien dans cette disposition de la Nation que Louis & les Ministres appellent à leur secours.

Calonne avait succédé à Necker, & l'engorgement du Public pour ce dernier rendait le Règne de son successeur bien plus difficile. Il avait beaucoup d'esprit, de ressources, & surtout de hardiesse, mais il avait les vertus qui inspirent la confiance. Il fit un grand Plan de finances, au point de l'économie, &

liv. III.
Ch. 1.

(41)

Si que les deux derniers, qu'on ne lui a pas donné le tems de faire son maître
 sous habilement. Neanmoins d'après l'Etat, General de la Cour, amis
 fait une multitude de nouvelles renouveaulement, elle avait engagé
 plusieurs Livres à rechercher l'Origine, les pouvoirs, les Droits de la Nation
 - Mais le Parlement par suite, avait prononcé qu'il fallait tenir sur le
 modèle de ceux de 1614, les derniers qu'on eût eu en France. Dans lesquels
 on avait joint la Nation, mais le Parlement y avait représenté au Corps,
 à l'instar de trois Etats, et cette Decision Egoutte du Parlement, les fit perdre
 la confiance de la Nation, qui depuis occupa des moyens de défendre son
 Corps, qui dans une matiere d'importance ne s'occupait que de ses
 Pretentions.

Calonne opera, que si pouvait faire passer son système des finances
 dans une Assemblée de Notables, il parviendrait à éluder le parti extrême
 de convoquer les Etats, General. Son plan eut tout son contraire, et en-
 -raîna sa disgrâce. Mais, par là même il devait tout à la faveur du Peuple,
 il voulut montrer sa reconnaissance, et annuler cette faveur. Il fit donner
 la fameuse Decision de la double Représentation du Tiers, on en voit tous
 ces auspices de favorable, que nous avons les Etats, General, de 1789, la
 Cour vit quelle était perdue. L'Histoire générale de la Révolution de saillies
 toutes les fautes, quelle fit pour retarder la Révolution, et qui ne firent que la précé-
 -der, et la rendre plus terrible. Dumouriez n'a jamais eu ni le tems, ni la
 faculté d'approfondir tous ces faits, et il n'est que sa propre Histoire.

Ch. 2

Chap. 2. De la Révolution. 1789.

Pendant le voyage de Joseph d'Artois à Chabourgh en 1786, Dumouriez
 s'était lié avec le comte de Vaudreuil, parvi de le Prince d'Artois (com-
 -te de Collogne, qui avait logé chez lui. leur résidence et leur habitude les
 avaient rapprochés jusqu'à ce, et ils se retrouveraient avec plaisir. Vau-
 -dreuil avait un cœur très-doux, beaucoup d'esprit et un grand attrait d'honneur.

pour le C^{ad} d'Orléans, prince si aimable, & auquel il n'a manqué que de bons conseils. Dumouriez était à Paris pendant l'Hyver de 1788 à 1789 voulut se servir de Vaudreuil pour influence d'opinion de se Prince. Mirabeau, au milieu de tout, que grand Genie, s'était jeté dans le parti du Peuple pour se venger de la Cour, qui, par de fréquentes, leçons, de cachets, avait eu plutôt le tort de le mettre à l'écart de la juste rigueur du loir, que de punir ses crimes.

Il prétendait que le Peuple, dans les mains d'un homme de cette trempe, rempli d'un talent d'ami dionnisme pour la parole, deviendrait un instrument terrible, non ne lui opposait une forte digue, une digue, puerile divisait la Cour. on intriguait dans cette grande Affaire comme dans les petites. Ni les Parlements, ni la Noblesse, ni le Clergé, ni le bon sens, ni l'Etat ne pensaient à faire une coalition pour abattre, ou au moins balancer, les factieux. Cependant les États Généraux, étaient divisés, & Mirabeau, qui s'était emparé du Duc d'Orléans, & par lui, de la Population de Paris, allait se montrer un Chef de Paris formidable.

Dumouriez devint les États Généraux, il ne doutait pas que la Nation fût ainsi éclairée pour ne se laisser ni tromper, ni avilir, il ne doutait pas que connaissant son Pouvoir, elle ne fit de grandes Réformes, qu'elle recréât la Régénération de la France par les loix Constitutionnelles, qui empêcheraient à l'avenir les Entours de son Roi, de se plonger, & de se perdre dans les Affaires des Provinces, qui formaient Louis XVI à la Monarchie dans les Affaires des Provinces, qui formaient Louis XVI à la Monarchie dans les Affaires des Provinces. Il espérait que les Rois des Provinces pour l'Élection des députés tomberaient sur des hommes éclairés, francs & libres, qui apporteraient des suggestions droites, qu'àinsi Mirabeau en serait exclu, ou du moins jouerait quel rôle d'un factieux.

Mais plus il comptait sur la force de la sagacité de cette Assemblée, plus il craignait qu'une Cour si vide, si inefficace, si incomplète, qui ne calculerait dans un nouvel Ordre de choses que la diminution

en ce moment peu de monde chez le Ministre. D'unouin qui se trouva, ne put pas s'empêcher de gémir tout haut sur la malheur qu'il en prévoyait, pour Madame de Morny et le Chevalier de Coigny, le Ministre lui en dit très mauvais gré, et cela le contrainc commença à le refroidir.

Une retourna plus à Versailles, regarda de loin tous ceux qui y régnaient comme des enfants impudents, qui jouaient avec des Charbons ardents, et mettaient le feu à la maison. Le Roy & ses frères, quoique jeunes, étaient dans l'âge de la maturité, mais ils n'avaient pas autour d'eux un seul homme qui leur fit faire des Réflexions solides, ni qui leur inspirât la conduite grave & prudente, nécessaire dans des circonstances au moins dangereuses. Les courtisans prolongent tant qu'ils peuvent la jeunesse, ou même l'enfance des Princes, parce que c'est du sein de la frivolité, de la vanité, & des plaisirs futiles, qu'ils tirent leur crédit. Dès qu'un Prince devient un homme, il peut avoir des amis, mais il n'a plus de favoris.

Une grande Question agitait alors Paris, & redoublait sur tout dans une société, que fréquentait beaucoup D'unouin. Elle était composée de M. de Fillion fils, du vainqueur de Mahon, l'aîné avait été son camarade de collège, le second était son ami depuis l'époque, où auant d'être de la même date, le Prince Emmanuel de Salm-Salm était de cette société, ainsi que le Duc de Liancourt, Kersaint & plusieurs autres, tous ou été membres de l'Assemblée Nationale, plusieurs ou plus tard.

Cette Question importante roulait sur la manière de voter. Les uns soutenaient le Vote par Tête, ils avaient raison, il fallait que les Intérêts Généraux fussent utiles. Les autres soutenaient le Vote par Ordres, c'était la manière de voter qui avait rendu inutile tous les États Généraux précédents, parce que la Noblesse & le

Ch. 2. Et moi, participant au ¹²⁴ bienfice des abus, & le sous ayant sur
eul l'influence des Dignités, & des Pensions, le Tiers avait toujours
été seul contre deux.

Dumoulin fit un petit livre pour éclaircir cette question, intitulé
le Liberté d'un Baillage qui ne vena point de députés aux
Etats Généraux, il y mit pour épigraphe un Argument bonali-
que, qui décidait la question en faveur du Vote par tête, en jetant
du ridicule sur la question même. Voici cet Epigraphe. Comment
votera-t-on pour décider comment il faut voter? votera-t-on
par ordre, pour prononcer qu'il faut voter par tête? votera-t-on par
tête pour décider qu'il faut voter par ordre? Le petit livre avoit 60
Pages. Il y ajouta le Discours d'un député à l'Ouverture de l'Assemblée,
à la Division de cette Assemblée en plusieurs Chaubres, pour
lui faciliter l'immense travail qu'elle avoit à faire. Sur toute, les
Parties du Gouvernement, pour les régèneres d'après une Base Consti-
tutionnelle & solide, qui devoit par la suite la Roy fondamentale
est appuy invariable de la Monarchie. Et l'on chamoie, homme
vertueux, plein d'amour pour la Patrie & son Roy, fit imprimer
1200 Exemplaires de cet écrit, & les fit distribuer aux Membres des
Etats, à leur Ouverture.

Il partit peu de temps après pour son commandement, nous en vint
une correspondance intime avec le même Crillon. Les deux d'écrits
furent du nombre des 47 membres de la Noblesse, qui se réunirent
les premiers à l'Ordre du Tiers pour avoir les Etats Généraux, & qui
entraînèrent une partie du Bas Clergé, la partie la plus dévouée à la
Cour, qui empêchoit la réunion des Ordres, & était une peste morale &
quasi-matérielle. Les Membres de la Noblesse & du Clergé n'avaient pas
pu le parti de se réunir, le Tiers-Etat, qui composait à lui seul la

moitié de la Représentation Nationale, allait prendre son Parti
 & ouvrir les Etats sans les deux autres Ordres. cette division cin-
 courrait e sur le champ le bouleversement de la Monarchie. la
 conduite de l'Assemblée d'aujourd'hui pour de cette Assemblée fut prudente,
 noble & modérée, car il en a remontré qu'il n'y a rien de si
 étroit, d'âge & de couleur, & que c'est à la Noblesse & au Clergé
 qu'on doit la suppression de tous les Droits & Privilèges, pas piquer
 réciproque de ces deux Ordres, ainsi que la Déclaration des Droits
 de l'homme.

Comme cette Déclaration, qui a amené tous les maux
 de la France, par l'abus qu'on en a fait, d'un autre côté, par la
 les objections qu'il fit inutilement contre cette Déclaration, sur-
 -pense qu'on doit à la Fayette, & aux autres imitateurs & ala-
 -droits des législateurs d'Amérique; & leur jugement, sur tout
 celle de la Fayette, était bonne. cette Déclaration en fait
 Naturelle de toute Société humaine, ils nous manquaient que de l'Esprit,
 ils ne connaissent pas leur Nation, ils aient du l'Esprit de l'im-
 agination, ils étaient égarés par des Métaphysiciens, ainsi en-
 -pendantes qu'eux. mais les erreurs de cette Nature sont d'une terrible
 conséquence. les Français jusqu'alors, ne trouvaient dans les Provinces
 ne s'étaient jamais occupés du Gouvernement, ni on s'en était
 qu'il, étaient vides, ils désiraient un changement, ils étaient occupés
 à nommer des Députés, Députés de toute leur confiance, c'était à
 ceux-ci à faire une bonne Constitution & de bonnes lois. personne
 consentait au Peuple les Droits, il les exerçait dans toute leur plénitude
 dans cette Assemblée Nationale, ainsi c'était inutile de leur donner
 préliminairement connaissance des Droits de l'Homme, mais le
 caractère impérieux de cette Nation Volcanique lui rendait celle

connaissance infiniment dangereuse.

Dumoulin, dans un de ses écrits la comparait aux Mystères d'Eleusis. sachant, comme bien les Français en abuseraient, il dirait qu'à tous tour, il fallait tourner à chaque individu de la France régénérée; depuis le Roy jusqu'au Citoyen indigent, la connaissance exacte de ses devoirs, après le sens de bonne loi, pour le remplir: qu'en suite on pourrait, si on voulait, faire connaître à la Nation, en vertu de quels Droits le législateur en a usés, & en son nom; que la Constitution devint être un Edifice d'une Architecture Régulière, dont la Déclaration des Droits n'était que l'Echaffaudage qui servait à le construire; que quand le Bâtimens étoit achevé, étoit inutile de présenter à la Nation le Plan de cet Echaffaudage, qui ne devoit même plus subsister: qu'en fin si on considérait la Déclaration des Droits comme la Préface de la Constitution, il étoit dans l'ordre, que la Livre fut fait, avant de faire paraître la Préface; que telle avoit été la marche des Américains que nous voulions prendre pour modèle; que ce n'étoit qu'après avoir posé les Devoirs de l'homme, qu'ils leur avoient présenté les Droits: que si la Déclaration des Droits, précédant la confection des lois, il en résulteroit nécessairement une séparation de Gouvernement, & une Confusion, qui influeroient dangereusement sur l'Assemblée elle-même, & rendroit tout le travail préjudiciable à l'empire.

Il est évident, c'étoit la voix criant dans le Desert. la Vanité des Métaphysiciens, des beaux Esprits, & des novices Législateurs les égara. la Déclaration parue, elle fut interprétée tout de travers par le Peuple, il confondit sa force avec ses Droits, & l'Assemblée fut universelle.

Une autre Question pour aucun fineste, divisant les Esprits, cette année.

c'est elle du Veto. Il va encore placer icy les objections qu'il envoya inutilement. C'était le Droit le plus dangereux qu'on put donner au Roy, c'était son Arme de mort, quoique alors on ne pût pas y entre voir le même danger. Il ou le Roy était revêtu purement de la Plus-saue Exécutive, alors il ne devait pas exercer un Droit prohibitif sur la confection du loix, puisqu'il devait y être soumis & que son pouvoir se bornait à les faire exécuter. ou on lui donnait une part lo-Législative, alors ce n'était pas un Droit prohibitif qu'on lui accordait, il devait partager l'Action de faire les loix avec les Etats Généraux, ou l'Assemblée constituante. un Pouvoir négatif n'était, ou qu'une Arme dans sa main, dont il pouvait abuser pour empêcher la confection des loix, ou une source de désordre entre lui & les législateurs. comme ceux qui réunissaient tous les Pouvoirs de la Nation, il devait toujours être vaincu dans cette lutte singulière. le Veto était donc un droit illusoire, un piège qu'on tendait au Monarque. &c.

La source elle-même crut avoir tout gagné en l'obtenant. elle avait acheté à ces Effet, Mirabeau & beaucoup d'autres Membres, & cette corruption acheta de tout perdre.

Il n'aurait tenu qu'à Dumouriez de se mettre sur les rangs pour être élu membre de l'Assemblée constituante. Ses amis l'en pressaient, & vraiment d'ailleurs il aurait réussi, s'il n'était pressé à l'Assemblée d'élection de Liège, comme Représentant des Droits de la Noblesse de Malloy, la Belle Meuse, qui avait deux fois régné sur la région de Canton. Il ne le voulut pas. 1.^o parce qu'il ne se sentait pas assez instruit. 2.^o parce qu'il était attaché à sa position tranquille, & à son bon mandement de Speybourg.

Il espérait alors que l'Assemblée constituante respirerait à

regenerer la France, dans le cas d'esperoir pouvoir faire reprendre les Projets de Therbourg, & les exécuter en grand. Il fut même de Mémoire sur ces Projets, qu'il envoya à son amicaux, la Touché, Capitaine de Vaincu, devenu pour son malheur Chancelier d'Orléans, membre de l'Assemblée constituante & du Comité de Marine. Dumouriez craignait qu'on ne prit le prétexte de sa Résidence à l'Assemblée, d'en devenir membre, pour lui donner un successeur. Il était, formé lui-même cet Asyle, il voulait le conserver, ne prévoyant pas alors qu'il viendrait une époque, où aucun Français n'aurait son Asyle assuré dans un malheur euse Patrie.

Il ne contenta de renver des Projets de Calice pour les députés de la Noblesse de la Province. Il s'amusait à qui il les confia, les ayant connus enquis, ils furent rejetés avec dédain. parce qu'il proposait que la Noblesse offrir elle-même l'abandon des privilèges pécuniaires, qui devaient lui être enlevés. D'autres Baillages se montrèrent plus raisonnable, n firent cette offre, entre autres celui de Beauvais, dirigé par le Comte de Dillon. on sût qu'il avait fait ce sacrifice, la Noblesse ne le lui pardonna pas. il paraît pour Populaire, ce qui était alors au crime. on le regardait comme un Officier de fortune, & même comme un Roberte, parce qu'en devenant Officier Général, il n'avait voulu prendre aucun titre, & même tous ses papiers, & que par immortelle, n'ayant point d'enfant, il n'avait jamais dit, il était noble, ou non.

Chap. 3. Troubles en Normandie.

Revolte de Therbourg. 1789.

Dans toute la France, pour les suites de la Révolution, on avait plus de 5. millions de livres de dettes. les Parlements n'avaient exprimé la lieue, ni rendre la justice. les Intendants & les Subdélégués, non seulement étaient sans pouvoir, mais la plus part en fuite, laignaient les vengeances.

Du Peuple, les Gouverneurs, les Commandans, Generaux, & Particuliers voisins envoie une bonne escorte des les garnisons, parce que l'Armée, indécise, ne pouvait encore de quel côté pencher. Elle étoit même les Officiers plus Révolutionnaires, que Royalistes. Chaque ville pour sa propre conservation, avoit formé un Comité Municipal, qui renvoyoit prisonniers les les pouvoirs. La France venoit à la Ligne des. A heu, excepté qu'il n'y avoit ni ennemi, ni alliés entre les villes, & les Armées.

La Cour & l'Assemblée constituante étaient en guerre ouverte, elles se haïssent mutuellement de se nuire. Chaque parti a son repaire dans les Provinces des Armées, qui se renouvellent en son honneur. Le grand mobile pour inquiéter le Peuple, étoit pour le pousser à des exès, et à de lui faire craindre la Diète, de nouvelles de partides, soit par des pillages, & de marches, soit en armées, & en avant les obligations des marchands de grains.

C'est en cet état qu'il retourna la Normandie. Le Duc d'Orléans restait auprès du Roy, son frère le Duc de Beaufort commandait en Normandie. Pendant la cête à la manière d'ennemi, se jettant dans de dangers & des pertes de semaines, précipités, il avoit eu l'imprudence de faire venir à sa cour trois Potences, pour lesquelles, des plaies du Peuple, qui s'ordonnaient tous, avoient mis son État de Bouillie, avec les Esclaves, Bouillie pour le Châti. Il se trouva entouré de deux ou trois vices Officiers Généraux qui se haïssent de l'empêcher de faire des satires, trop fortes. On l'admit dans le Conseil, comme on y permit qu'il étoit aimé du Peuple, on lui donna des lettres de commandement pour toute la Basse Normandie.

Il voyagea de ville en ville, de marches en marches, se servant de tous les moyens de conciliation. Il se servait de se servir quelquefois de Troupes pour enlever les ennemis, & établir la tranquillité des marchés, il gagna si bien la confiance qu'il établit la circulation des grains, même d'une Province à l'autre. Il fit acheter des Grains en Angleterre, & se servait à propos des charmes mariés appartenant au Roy, qui s'avoit à

Cherbourg, il se pénétra les intestins, et les Rivières jusqu'à Paris qui croit au point central, doit il se prêter distributeur de tout le la France Normande. partout il trouva le Peuple fainéant, contre le Duc de Breton pour les Potences d'ordonnance qu'il avait fait afficher à Caen, qui descendait toute Armée, qui ordonnait aux Soldats, sous peine de mort, d'écouter aucune personne, d'écouter aucune la Rue de la dispende, de demander des Tobacs, de faire feu sur eux. Les Soldats eux mêmes murmuraient contre cette Ordonnance de laide, et paraissent qu'ils ne l'écouteront pas.

Il trouva les esprits animés contre le Duc de Breton, qui se sent obligé d'en prévenir son frère, et de solliciter de l'exercice de son commandement. nulle part il ne fut insulté par le Peuple, quoique devenu si turbulent, au contraire, à son apparition tout s'apaisait. Cependant le travail des Politiques était trop actif, pour qu'il put pas venir à rétablir une tranquillité durable. ce qui le pousse à Paris dans le mois de Juin, et quitter à la hâte de déranger toute la mesure, qu'il avait prise à cet égard. l'affaire de grain, n'était qu'un masque.

La Cour voulait néanmoins l'Assemblée Constituante, elle ne voulait armer le Peuple, pour le soutenir. Il fut tenu à Marly un Conseil d'Etat dont le résultat fut de charger M. Necker, qui était alors l'écuyer de l'Empereur. on fit avancer des Troupes vers Paris, on avait choisi de préférence les Régiments Étrangers, on avait donné le commandement au Mar. de Broglie. les Commandants des Provinces, furent envoyés chacun à leur poste, parce qu'on s'attendait à des mouvements.

Un Despotisme aveugle avait dicté les mesures, les plus imprudentes. non seulement Dumouris ne fut pas prévenu, mais qu'il fut alors lié avec toute la famille de Breton, il était regardé comme les plus, précisément à cause de ses succès populaires. à la vérité, il n'avait jamais caché ses sentiments. tout le monde connaissait ses idées, et

III.
ch. 2.

la plus part des 47 nobles, & les vieux pour la Réforme des abus; il avait aussi toujours parlé avec l'orgueil des intentions pures de Necker.

Le 10 juillet, venant d'apaiser une rédition à Caen, après avoir expédié au Duc de Beuvron quatre compagnies de journaliers de Caen (hommes & 2 pièces de 4 livres) qui avait peu avec raison de la populace de Caen si arrivée. Sur l'orgueil d'une Assemblée de plus de 60 Dames, & le double de nobles qui avaient l'air triomphant; il s'approcha de la Duchesse, qui lui fit à haute voix très imprudemment; hé bien, Monsieur, vous ne savez pas la grande nouvelle qui vient de Paris, le digne, pour le couplet, le Roy remonte sur son Trône, (Assemblée en son nom) vous, ainsi les 47 sous-peut-être à l'aise qui sort à la Bastille, avec Mirabeau, Dange, mille centaine de ces insolents du Tier, & bien mal le Maréchal de Broglie en dans Paris avec 30000 hommes.

Tant pis, mad. la Duchesse, répondit-il, il prend le Duc sous le bras, & l'emmène dans son cabinet, il lui dit: toutes ces gens de mécontents, & de Beuvron n'arriveront pas sans répandre beaucoup de sang, & si le Roy seunit avec les projets aussi violents, il en perdra; mais en attendant vous êtes d'été, nous n'y sommes pas les plus forts, comptez peu sur les Français, elles ne s'en vont pas, mais le Peuple, & votre femme vous fera beaucoup par son imprudence. Le Duc, qui bien que brave à la guerre, n'avait pas le genre de courage qu'il faut dans les maîtres Populaires, intimidé de Dange, il appelle la Duchesse. tous deux la grande, elle s'effraye, on s'en va dans le salon, la joye se change en tristesse, & tout le monde se retire.

Le Duc d'Harcourt arrive le lendemain. on tient conseil, où est appelé le Marquis d'Hautefeuille, maréchal de camp, on convie qu'il revienne de Paris, de quelque manière qu'il tourne, & par que fait un dangereux effet à Caen, qu'il faut bien vite en retirer le Duc de Beuvron, & on le fait partir le même jour pour Cherbourg, où on

espere que ces impudences de Caën ne l'ont pas encore rendu odieux, non il y avait cinq Bataillons, d'artillerie de la Marine, il part sur le champ, non il y eut quelques Ducs, & leurs familles se retirèrent à Harcourt.

Dumouriez prit un logement chez l'Intendant pour lui servir de Sauvegarde, & pour être à portée du Duc d'Harcourt, qu'il ne voulait pas quitter. celui-ci plus sage & plus sésencé que son frère, attendait avec inquiétude les nouvelles de Paris, & affectait de n'en pas parler, cependant Dumouriez chargé de l'administration des troupes, qui consistaient en 2 Bataillons du Reg. de Bourbon Infanterie, 4 Compagnies de Grenadiers Volontaires & 150 hommes du Régiment Commissaire Général Cavalerie, pouvait joindre à cette petite garnison la Garde Bourgeoise de plus de 2000 hommes, bien habillée & bien armée, suffisante pour défendre l'intérieur de la Ville contre deux terribles faus braves, Doublé & Vauxcelles, remplis d'une immense population, de la classe la plus indigente & la plus dédite.

Le Château de Caën était tous ouvert, & pouvait s'en aller de partout. Le Duc de Brunswick avait eu l'impudence d'y faire monter quelques Pères de faison sur des Affûts paurins, ce qui avait encore plus irrité le Peuple.

Le 12 au soir de Paris le Duc de Coigny il apportait toute la Disposition Militaire du Mar de Bruggie autour de la Capitale. il avait divisé son Infanterie en 3 ou 4 petits camps, très rapprochés de la ville, sa Cavalerie courait les deux Plaines de Grenelle & de St Denis, sa grande Artillerie arrivait dans cette dernière Ville, il n'avait jetté qu'une cinquantaine de Suisses dans la Bastille.

Dumouriez lui dit sur le champ que si on gardait une Position un peu Militaire d'aussi brève, on serait battu: que la Défension

141 III.
ch. 3.

Despouder François en un Exemple, qui accout du engages à ne
pas place les troues près de l'atins de la Donna chere du Palais
Royal. ille prie de mandes sur le champ la disposition nécessaire,
et de piéme pour qu'on la pousse, si en encre tenu.

1.^e jette dans la Bastille un Marechal de camp avec quatre
Bataillons, qui occuperaient l'Orignal jusqu'à la Riviere, et
tiendraient une tranchée au devant, pour se reparer du fauxbourg
St. Antoine du May.

2.^e porte 300 hommes dans l'isle Louvier avec de l'artillerie pour
^{croiser} ~~combattre~~ le feu avec celui de la Bastille et de l'Orignal, en cas que
le Puy de la Bastille attaque par les May.

3.^e mettre 6 Bataillons derrière cette première division, avec
un Corps de Cavalerie dans la Presqu'île de St. Maurice, occupant Vin
— comme pour secourir la Bastille.

4.^e jettez tous les petits camps du champ de Mars, du bois de Bou
logne des Camps Elégés, et les repousse sur les hauteurs de St. Mand, Scell
Meudon, avec la Riviere devant soy. Mettez encore un autre Corps
de 8 à 10000 hommes à St. Denis, en continuons de l'archer et de
deux Flancs de St. Denis et de Vincennes par la Cavalerie et les Hussards
par le moyen Paris eût été bloqué et le Roy sauve. Car le premier rem
— remement de Dun ouier avais été de piéme à la personne de Louis XI.

Le Duc de Soignoy renvoya son valet de chambre à Paris, Dunou
ignorant qu'il eût écrit, ne l'ayant jamais reçu depuis. il proposa
au Duc d'Harcourt de le laisser à Hesbourg pour la garde des Français
quel Bataillon de la Marine de rassembler à Caen le Régiment de
Cavalerie, 8 Bataillons qu'on avais en bas Normandie et 10 piéme
de 4, qui étaient tous prêtés à St. Lo, pour se porter à l'Ante, en
cas de besoin. Le Duc d'Harcourt ne se donna à rien, il attendait les

précédentes, des Agitateurs envoyés de Paris, qui avaient un habit ^{9.11} même particulier, c'était une veste ou un Pantalon de couil rayé et un chapeau rond, on appelait ces hommes de Révolte, des Carabots. c'était avec une pareille troupe que le ^{le médecin} ~~le~~ Bordier avait été exécuter la Populace de Roissy, où il avait été pendu. Chaque particulier crainant du sort de Cherbourg, sollicité par de fréquentes lettres des différents Comités de la Bourgogne, il annonça au Duc d'Angoulême son départ, dont il surprenait la nécessité. L'Intendant le pria d'envoyer son Subdélégué, nommé Guyard, pour le sauver du ressentiment du Peuple, il le prit dans sa voiture, & partit le 19.

En partant à Bayeux, à St Lô & à Caen, il avait fait les May-istrats & les Commandants Militaires, de ne point opposer une résistance inutile & coupable, à la formation de la Milice Nationale, mais au contraire s'y adhérer, & par là de la rendre, non seulement tranquille, mais importante pour contenir le Peuple, par le Peuple même. Il y avait à St Lô un Arsenal contenant quinze mille fusils, il résolut au Conseil Municipal, non bien il importait à la sûreté publique, que la Milice Nationale fût composée d'hommes connus, de citoyens, & qu'elle fût bien commandée, pour garder le dépôt précieux. Cette Ville s'est distinguée par sa sagesse, son Jurisdiction a été raisonnée, son Conseil & sa Milice ont été bien composés, elle s'en bien entendue avec les Commandants May-aires, & elle a joui long-temps d'une grande tranquillité.

Tous ces soins extérieurs l'ayant occupé dans la soirée du 19, arriva le 20 à Cherbourg, il était tenu, les nouvelles de la levée de la Milice Nationale étaient arrivées, apportées par des Emisaires qui exaltaient les Ateliers; le Peuple était en fermentation, les Nobles de la Ville étaient dans la plus grande inquiétude, & ils

attendiez avec impatience le Sec. Dismouvier, qu'on se cans
d'habitude lui avaient regardé comme le Citoyen, & comme le fondateur
de la Ville. il passa la soirée avec le Duc de Breunon, ils raisonnèrent
beaucoup sur la nécessité de se résigner de bonne grâce à une Insurrec-
tion, que la moindre résistance ferait dégénérer en une Révolte
sanguinaire.

De quel fut renne cher lui, il reçut une députation des Bourgeois
qui lui annonçèrent, que pendant la journée ils avaient empêché
le Peuple de prendre les armes tumultueusement, sous prétexte de la
Loi de la Milice Nationale, qu'ils avaient représenté à leurs Concitoy-
ens, que tout mouvement extraordinaire dans la bourgeoisie,
qui pouvait au plus mettre deux ou trois mille hommes sur pied,
en attirerait un danger de la part de huit à dix mille hom-
mes répandus dans les Ateliers, dans les fabriques & dans les Prs; qui
non seulement les faisaient du Ravage, mais leurs propriétés, pour-
raient devenir la Proye de ces étrangers la plus part inconnus &
suspects, qui les connaissent d'attendre leur Général, qu'ils
regardaient comme leur Père, qui arrangeait la levée de la
Milice Nationale, & ne faisait propre à assurer la tranquillité
de la Ville: que non seulement la Multitude avait adopté ces
avis, mais qu'elle avait décidé unanimement de le nommer Com-
mandant de la Milice Nationale: qu'ils étaient chargés de venir
lui proposer cette Place, & qu'ils le suppliaient de ne pas la refuser.

Il sentit qu'il aurait un grand danger pour la chose publique
à pour lui même dans le refus d'une Place honorable, en ce qu'elle
marquait l'entière confiance du Peuple en lui, malgré son grand
non autorité Militaire sur une Garnison de plus de trois mille
hommes. son acceptation allait réunir dans sa main tous les

pouvoirs, & le mettre en état de contenir la Populace & les Étrangers.
 Malheureusement le jour en prévenant le Duc, qui d'abord en parut très
 satisfait, mais qui par la suite en a été très jaloux.

Ce 21 Juillet sur les 10 heures du matin le Peuple s'assembla dans l'Eglise,
 & pour lors priaient les Commandants. Mille & six de leurs Troupes
 pécées, en cas de besoin, sans cependant montrer d'aucune crainte, & il
 fut tiré aux Magistrats de s'assembler dans la Ville. Une heure après,
 le Peuple s'étant nommé par acclamation, Commandant Général
 des Députés, vinrent le chercher, mais à peine fut-il dans la Rue qu'une
 grande foule accourut au devant de lui, avec un drapeau National
 qui avoit été fait pendant la nuit, & sur lequel on avoit mis pour
 Devise Vive la Lib. ou mon le Peuple le porta dans l'Eglise, où il
 fut reçu par le Clergé, il fit prier les Magistrats de s'y trouver, & de
 que cette Assemblée eut acquis une espèce de dignité, il fit faire
 silence, & l'annonça au Peuple :

« que cet acte de l'Armement de toute la Nation devoit produire
 « l'assurance de l'ordre & d'une liberté sage, que n'ayant point d'en-
 « nemis extérieurs, & leurs frères de Troupes de ligne, Citoyens comme
 « eux, & tous dans les mêmes principes, ils ne devoient se regarder comme
 « que contre les Brigands & les dévot qu'ils étoient, qu'ils ne devoient rien
 « se permettre, qui ne leur fût ordonné par leurs législateurs assemblés
 « à Versailles, que les Troubles entre cette Auguste Assemblée & le Roy
 « étoient cessés, que les perfides Conscilliers étoient en fuite, ou punis
 « que la Capitale étoit calme, que les législateurs continuoient leurs
 « Travaux avec tranquillité ; qu'ils devoient jurer sur le Drapeau
 « devant le Dieu des Armées, devant leurs Magistrats & leur Clergé, de
 « maintenir la même sûreté & tranquillité à Paris & Bourg, que tous
 « mouvements irréguliers seroient une sédition & un attentat contre la

"liberté: que luy même juroit de se servir de l'autorité, pour leur
 "confiance l'avait honoré pour faire punis de mort tout perturbateur
 "du repos public.

alors le serment fut prononcé à l'unanimité, & on donna l'avis
 verbal de cette cérémonie qui fut réellement importante au sort de
 l'Eglise le commandant Général engagea tous les citoyens à venir avec
 luy, les Magistrats le Clergé le Drapeau, auprès du Duc de Beauron à
 l'abbaye, à un quart de lieue de la ville, où tous les chefs militaires
 & certains réunis auprès du commandant en second de la Province, on
 se mit en marche sans armes, le Duc sortit de l'abbaye, vint au devant
 avec son cortège. Dumouriez luy dit "Honneur le Duc, je vous salue
 "me le Peuple de Paris armé pour la défense de la Liberté & du Loix;
 "nous choisis pour son commandant, nous venons tous vous annoncer
 "que convaincus de la droiture de vos intentions pour la gloire & le
 "bonheur de la Nation Française, nous exécuterons vos ordres avec le
 "plus grand zèle & nous concourrons avec les braves troupes de ligne
 "au maintien de la tranquillité, des propriétés & de la liberté."

Le Duc répondit fort noblement, on remit tout le Drapeau avec le
 commandant Général, il se vit couronné au milieu de
 acclamations & de ~~grandes~~ l'Allegresse universelle.

Le plus grand calme régna pendant toute la journée, le Peuple
 montrait une joye pure & sage, tous les chefs, tous les corps se félici-
 taient avec cordialité, lorsqu'à six heures du soir des femmes des
 faubourgs, & quelques hommes à nombre se rendirent à l'Hôtel de
 ville, & demandèrent la Diminution du Prix du Pain. Dumouriez
 averti, s'y transporta, & parvint à les dissiper, en leur prouvant
 que le Pain, qui n'était qu'à deux sols & demi, ne pouvait pas être
 diminué, sans occasionner une trop grande perte pour les fermiers,

qui n'apportaient plus de bled au marché, que par là ils se procuraient eux mêmes la Disette. Les Agitateurs, qui virent que leur Coup etait manqué, employerent un autre ruse, qui leur réussit.

Le Maire de la Ville, nommé Garantot, ecurinait en même tems les deux charges de Lieutenant de Police & de Subdélégué de l'Intendance. C'était ce qu'on appelle communement un honnête homme, c'est à dire, de ces hommes, qui ne tiennent point la Société, parce qu'ils n'ont pas besoin. Il était très riche, encore plus avare, comme timide, & très dur pour le Peuple. Il paraissait pour avoir plus de cent mille livres d'argent comptant caché chez lui. Des réditions se rassemblaient de tous la maison. Dumouriez y courut, mais pendant qu'il était occupé à la sauter du pillage, une autre troupe alla demander la diminution du Pain au Duc de Breuvon, & les Seigns de Magarins de Bled, il eut la pitié de tout accorder.

Cela lui enhardit la canaille dont le nombre grossit. Elle arrive dans la cour de la Maison du Maire, où monté sur un Perron il haranguait le Peuple, qui l'écoutait avec complaisance. Les loquaces chargés d'injures, dirent qu'il en un Traître, un Attentateur, qu'il les trompe, que le Duc de Breuvon en un honnête homme, qui a entendu leurs justes réclamations, & pour preuve un gros Muletier Hollandais montre les Seigns de Magarin de Bled.

La position de Dumouriez d'air alors très aristique, il n'avait avec lui qu'un seigneur & les fusiliers de garde du Regiment de la Reine, qui avait fait venir pour sauter cette Maison, un exempt de Marchaumont, deux ou trois Magistrats, & le procureur Garantot n'aurait pas été représentés, & quatre Officiers qui le avaient suivi.

Il juge que s'il cede, il perdra tout son ardeur, passera pour un traître, n'en sera la première victime de ses loquins. il prend un parti téméraire, mais le seul qui conduits à la rapacité n'a ni d'auges de la circonstance. Il se retire, s'infatigant, si le Duc de Beuvron a ordonné la diminution du prix du Pain, il sera diminué, mais, vous est-il pas des sections, vous les fief de vos Magasins, entre les mains, d'un étranger.

Il se lance en même temps du Perron, fend la foule, prend Matelot à la gorge, le tue, rends moy ce fief, coquin, ou tu es mort. Le Matelot tout effrayé lâche les fief, qui court à l'officier de garde. En tirant au peuple, je suis votre Peu. je vous réponds des Magasins, je vais prendre les Ordes du Duc de Beuvron, je conjure tous les bons citoyens de garder cette Maison jusqu'à mon retour. — nous y courrons tous. — dis-moi où sont, mais à condition que vous, remettez le Maire pour qu'il donne l'Ordonnance, pour que le Pain soit à deux Sob. — he bien, jure moy que vous ne lui ferez pas de mal. — nous le jurons.

Il va trouver le Duc de Beuvron, qui lui avoue sa. En même. il n'y a rien pas de remède : on lui en a vu de sa cachette, il le prend sous un bras, l'embrasse, le gendit du Duc de Beuvron sous l'aile, son sermaine vers sa maison plus mort que vif ; quand il en sort à vingt pas, il se voyait pincé au pillage le plus affreux. il emmène Garandot à Voisgelin pour qu'il le suive, il court vers la Place de l'Arme, qui était très voisine, il y avait fait venir de tous les coins un Pique de cinquante hommes, il mène le Pique vers la Maison parmes, Pillard étaient beaucoup de Soldats en sur saux de trois aillards de différents Régiments, le Pique marmure, se fit l'obéissance à son Général & à ses Officiers. Il jura qu'il ne tirera pas sur le Peuple le Pillage s'achève, les Soldats se mirent à crier, glorieux par les Pillards avec les Meubles, les Troupes de Bandits, dans laquelle est rien beaucoup de braves & quelques Soldats, était

l'union à 500 personnes.

Alors il fait battre la Générale, comme il avait déjà vu déguiser
tous les Postes, cha que forposty rendit: mais, les Soldats, jureurs tou-
jours qu'ils n'ont ni d'armes de rien, et leur présence inactive ne fait
rien qu'un hommage à l'Anarchie. La Milice Nationale n'existait, elle
n'avait pu s'opposer au désordre, mais elle n'était point organisée,
point armée, point divisée en compagnies, ainsi tous ceux qui la
composaient se réunirent d'eux-mêmes, pour veiller à leur propre sûreté.
La ville resta pendant quatre heures dans la confusion, heureusement
les troupes n'entrèrent pas.

Enfin sur les dix heures quelques citoyens reprirent courage, et
armés; alors la honte s'empara des Soldats, qui dirent que si
les citoyens venaient marcher à leur tête, ils viendraient bientôt
à bout des bandes. Les Soldats avaient une espèce de raison, ils ne
pouvaient pas les distinguer, eux mêmes, n'en voulaient pas tirer sur
les vrais citoyens.

La bande se trouvait alors au pillage de la troisième Maison, et
au milieu de ces pillages, son chef combattait plusieurs personnes, dont le
Peuple avait réellement raison d'être mécontent. Le premier était Gas-
parol, homme dur d'avance; le second un Ecuyer, nommé Chancelier
un négociant et Armateur, qu'on accusait d'avoir jadis spéculé sur
vaineau très riche; le troisième était un Marchand de Grains nom-
mé Mauges, grand Musicien à la tête de cette bande ne vit tout d'at-
taquer les faibles, des entrepreneurs, et la maison du fournisseur du Gé-
néral où était le drapeau National, sous prétexte de le prendre pour leur
secours de ralliement. Ils avaient été repoussés, et un des Brigandiers
et même d'un coup de Bayonnette, donc il mourut dans la nuit.
Ce fut dans cette troisième maison qu'ils furent enveloppés, et

deux fut principale d'un homme âgé, & mort sur le champ. on
en eut 187 hommes & 39 femmes. il ne queda rien à les faire mettre
dans la prison publique, qui aurait pu être forcée. il fit vider la Re-
mise son four, & son bûcher, & les y enferma bien garnies, avec une
Garde de 50 hommes d'infanterie, & d'artillerie de citoyens. le lendemain
matin il fit tirer tous les hommes deux à deux, le long d'un grand bras
qui en tenait une salafade d'une Soixantaine, il avait des phalou-
ps, & tout prêts, il les fit embarquer, & les fit mettre à fond de cale de
deux vieux Vaisseaux de Guerre, qui étaient en Rade pour le Service
de Travaux, il fit enfermer les femmes dans une vieille Tour de la Ville.

Neuvoy chercha le Lieutenant de la Mairie de la Presqui-
le qui demeurait à Fontaine, & le Bourreau de Caen. il organisa
la Milice, qui n'avait pas encore le nom de Garde-Nationale, la
divisa en 21 Compagnies, dont trois de Marcelot & Chaputiers pour
la Garde particulière du Port. le Magistrat fut renouvelé, à la Honni-
tion du Peuple. & prit, comme dans les autres villes, le nom de Conseil
Provisoire, & donna son nom à toutes les autorités.

Le Lieutenant de la Mairie de Bourreau était arrivé,
il réfléchit même sur la manière dont il s'y prenait pour faire
punir le crime qui ne voulait pas laisser sans vengeance la Justice.
Préotale était trop arbitraire pour convenir au Régime de la
Liberté, & il le porta à ce tribunal, on lui aurait reproché leur
punition comme un Acte Arbitraire. Il prit le parti d'assembler sur la
Place le Peuple tous les armés, il leur presenta le Lieutenant de la
Mairie, & leur dit,

"Citoyens, un grand crime a déshonoré Cherbourg, nous avons
vous promis de ne pas le laisser impuni. c'est vous qui êtes offensés,
c'est à vous à juger les coupables. on suivra la forme Préotale pour
l'Instruction du Procès, mais le Lieutenant ne sera qu'un témoin de

de cette forme, la plus convenable ^à cette circonstance, par laquelle
on la plus expéditive. (hoisies dans l'ordre de, Avocats, Doux, Juges,
et un Membre. Instruisant, le Procès, ensuite je vous rassemblerai,
on se verra en la compte, et vous prononcerez

Il fit lire sa proposition, et demanda par cris le vœu Public par
cui il Mon. cette forme fut adoptée. huit jours après il rassemble le
Peuple, qui prononça le jugement dans la même forme. Les deux
Membres furent pendus, ils étaient du Roy, et volent de grand
chemin. Les fureurs fouettés et marqués, envoyés aux Galères à Brest.
tous les autres furent bannis, et par une recherche exacte des gens sans
aveu que l'on fit dans les prisons, et bannis même et étendu à
deux ou cinquante hommes. quatre femmes furent fouettées
et marquées, et envoyées à la maison de correction de Caën.

Si dans toutes les villes du Royaume les Commandants, av-
rions employé la même méthode, et le même raisonnement, le
Peuple serait resté partout le maître de la République, et la Révolution
au lieu de la forme hideuse qu'elle a prise, aurait été une simple
Régénération de la Monarchie. à la vérité les Jacobins n'étaient
alors qu'une Société Patriotique, peut-être trop zélée, mais les plus
honnêtes gens de la France et de l'Assemblée Constituante la comp-
-oisaient, elle n'était pas encore gâtée par l'introduction des Sec-
-teraires, qui en ont fait une Association monstrueuse, ennemie de
tout Ordre Social.

Il se passa le 12 Aoust à Paris un événement tragique, où
le Peuple donna un des premiers exemples de sa barbarie dans la Ven-
-giance. Il y avait dans le Régiment de Bourbon Infanterie un Ma-
-jor en second, nommé Belzunce, son grade l'exhaçait de tous les
-mandement. mais il l'avait usurpé sur un Lieutenant (ploncl trop
faible ce jeune homme avait de l'esprit et une figure intéressante, ma

un caractère hostile, violent & très entreprenant. il montrait, avec la plus grande affectation, la plus grande aversion pour le tremble-lançant, le plus grand amour pour le despotisme le plus grande mépris pour le Peuple. il carenait les Soldats de son Régiment, jadis les Grenadiers, ne paraissait jamais, dans les rues qu'à cheval, avec un Domestique d'une triste jecture, tous les deux armés jusqu'aux dents; la Noblesse de Louen acheva de perdre le malheureux jeune homme, en flattant ses dangereuses passions.

Dumouriez l'avait souvent vu à la cour chez l'Intendant, sup-
 avait souvent fait des réprimandes, & donné des conseils inutiles. Il
 avait vu en passant, des fois, prévenir le Duc d'Harcourt sur le Dan-
 ger, où la coupable témérité de ce jeune homme pouvait l'entraîner
 lui-même, en compromettant son autorité; il luy avait conseillé
 de prendre un prétexte pour se faire partir. le Duc d'Harcourt n'a-
 vait pas eu de voir suivre les avis quoique sur de nouvelles. Il fut
 siens reçues de bien. Dumouriez le luy eût redonné, pas sans avec
 instance, & luy eût conseillé d'envoyer en Cour au Ministre, à
 qui il manderait de le retenir à Paris.

Belzunce devenait de jour en jour plus insupportable au d'ouph-
 il avait quitté son logement pour aller couché dans la farenne des
 Grenadiers, on le soupçonna de vouloir tenter quelque coup de main.
 le faucon que le 11 Août, à dix heures du soir, la farenne où il couchait
 était fort éclairée. les Soldats lui tirèrent tous les armes, soit qu'il eût
 prévenu des mauvaises intentions du Peuple, soit que luy-même eût
 les Ploches hostiles, qu'on luy imputait depuis long-temps. le Peuplearma,
 & entouré la farenne, un Officier vint, on vint l'arrêter, il tira un
 Coup de Pistole contre la Couronnette Nationale, le manqua. Effectué
 des Coups de fusil parisiens de la farenne le Tournis donna, tout le
 monde s'arma, on arma du Canon. le Régiment capitula, & l'ava

liv. III.
ch. 3.

liv.
ch.

(Infortuné Belzunce, qui fut déchiré en pièces, les lambeaux portés en triomphe dans la Ville, on put en même temps qu'une femme, ou plutôt, une furie, mangea son cœur. Le Peuple alla trouver le Duc d'Harcourt, qui courut des risques, personnel, & l'obligea à faire partir le Régiment.

Dumouriez après le 13 cette horrible catastrophe, & attendant à avoir bientôt un mouvement, par lequel on avait remarqué que les petites villes suivaient toujours l'exemple de la capitale, effectivement le 14 le Peuple de Cherbourg donna le signal par Peloton, & les habitants lui persuadèrent qu'il fallait se méfier du troupeau d'apocalypse qui venait de se parer à Caen, & qu'il ne fallait laisser à l'ennemi, ni les Forts, ni les Magazins. Il y avait dans le Fort de Sables 500 mille cartouches & fusant en 3000, le fort n'était gardé que par un caporal & 4 fusiliers. mais il était hors de la Ville, à 1/2 lieue du Fort de la Merne de la Marine, où le Duc de Nemours, toujours imprudent par habitude, avait fait la parade de 2000 hommes de la Garde Nationale & 2 pièces de canon, ce qui lui donnait un air de méfiance dans le Peuple, qui de son côté prenait des soupçons sur ces précautions hostiles.

C'était un jour de fête, une centaine de Bourgeois sans armes allèrent entourer le Fort de Sables, pendant que les Capitaines, & officiers supérieurs de la Garde Nationale virent significativement à leur Général, qu'il s'agissait de Caen. donnant des soupçons, contre les troupes, le Peuple avait résolu de garder lui-même les Forts & les Magazins. nos troupes tout mal fondes, leur répondit d'un froidement je réponds des troupes, elles ne font rien sans mon ordre, & vous vous fidez à moi. cependant votre demande est juste, mais comme il ne faut pas que nos Magazins, & nos villes soient prises de possession d'être traitées en régle. n. sans en avoir un inventaire. ils consentent. Il charge les

ch. 3. Officier Supérieur de la Garde Nationale. Pâler aux mêmes releves les
portés de la Troupe de Ligne, & il envoya M. Deshayes, son ami & mari
l'ordonnateur de la Marine, homme sage & prudent, pour faire distribuer
sous ses yeux les provisions, il signe tous ces Ordres, ainsi qu'un Officier
Général à tous les Commandants des Troupes de Ligne dans les Forts
de la même releve par la Milice Nationale. Cela se conta avec la plus
grande tranquillité, & le Peuple fut satisfait. Il alla à l'Abbaye, prie
venir le Duc de Breuvion de ce qu'il avait vu & mis faire, pour éviter
un plus grand mal, il alla de là se promener au fort Galet, retourna
chez lui, & il établit un ordre de service pour la garde des forts & des
Magasins, qui employait par jour 150 Citoyens.

Au bout de trois jours cette Meuse, qui avait son commandement à ses
Affaires domestiques, trouva cette force trop forte, & lui pria en
qu'on le Général de la de charger d'un service d'uni l'ade, & de rendre
la garde des forts & des Magasins aux Troupes; ce qu'il lui atten
dait, mais accorda leur demande, & remis le service à l'ancien
pied, sans même leur reprocher leur méfiance déplacée.

Dans tout le Royaume les Insurrections militaires la même manière
à la même époque le Peuple de Valence grand étonnement d'histoire
en Dauphiné par le même principe de méfiance suggérée, fit la
même proposition au M. de Voisins Maréchal de camp: celui cy eut
l'imprudence de le refuser & de faire au lieu d'une démission de la ville au
débouché de la ville, pour contenir le Peuple les canonniers se firent
délivrer, & M. de Voisins fut tué avec deux autres Officiers; les deux agi
comme d'habitude les premiers conventions du Peuple une fois
calmés, il fut tenté de même au Pontion des Magasins. Ici ce
sauprelé des Royalistes, qui par tout les rendait odieux, nuisait au
Roy, & à fin par tout même.

Depuis lors l'herbourg fut très tranquille, à quelques frictions

près, qui pouvaient devenir vicieuses. C'est l'acceptation de la
Haute Commission nationale de la garde Nationale, & la prise de
de Dumouriez, qui ont servi le faïence, publiques, les Mages
de toute espèce de Duc de Beauron, & Dumouriez lui-même, m
comme toute autre Autorité que celle Populaire fut peu après
anéantie, on peignit au Duc de Beauron, cette Acceptation comme
le trait de prévoyance d'un ambassadeur qui se supplait de le
personnes qui auraient dû s'entretenir pour rétablir l'union
agitent tous les serpents de la Calomnie.

Le secret & la prudence de Dumouriez empêchèrent que
cette division ne dégénérât en une guerre civile entre la Noblesse
du peuple & le Peuple de Cherbourg. alors après avoir organisé
la Garde Nationale, il donna sa démission de ce commandement
qui l'aurait obligé à une Résidence, qui ne pouvait servir
qu'à faire élever les deux factions, & ayant obtenu du Minist
cela fut un jour, il partit au mois de Novembre.

chap. 4. Chap. 4. Année 1790.

Arrivé à Paris, il revint ses Amis, C'est tout l'air le premier
Jacobins. Il y alla très rarement, les honneurs l'opressent, & trop br
tant, honneurs d'ailleurs, qu'il y perdait son temps. Il alla non
plus qu'une fois à une séance de l'Assemblée, à laquelle il n'avait
trop peu de dignité, c'était pour tout au long qu'elle était le mieux
composée. Il retourna à Paris un vieux littéraire, nommé le
Blanc, qui avait été de son ancienne Société; il en mourut en 1793 à
87 ans, avec le titre de Doyen des gens de Lettres. au dessus de lui l'on
craint le fameux Barrère, qui alors était pour le moment, & qu'on

estimait beaucoup dans l'Assemblée Consultante, il se lia avec lui, avec Linen, de Mer, avec Montcalm, et l'assemblée fut tout le mardi à diner ces Membres, avec Brillou et deux autres, là on discutait posément toutes les questions qui devaient être agitées à l'Assemblée, et il s'y ébaucha quelques Decrets.

Après alors une Réputation d'un Discours de Militeau sur la liberté de l'Esprit, il prédit qu'on perdrait les colonies, si on n'en traitait cette Question avec la véhémence qu'on mettait à sonner le tocsin dans l'Assemblée. Il revenait du principe de Droit, mais il démontrait l'impossibilité de l'appliquer, conséquemment à nos Colonies, il disait

- « adoucir le sort des Noirs, protéger leur Population, donner leur
- « Des terres en propriété, à au bout d'un demi siècle, lorsque vous
- « aux ans de Noirs indigènes, pour vous priver de l'Importation
- « Des Affranchis, vous la prohiberez, comme contraire aux Droits
- « de l'homme, ou si vous permettez que l'on continue le Commerce,
- « d'un des Noirs mettez pied à terre dans vos Colonies, ils acqui-
- « ront des propriétés, et les colons qui les achètent, ne sont obligés
- « de leur donner la liberté au bout d'un Terme fixé, comme trois ou
- « six ans: vous ordonnerez des Affranchissements partiels dans
- « la classe des anciens Esclaves, et le mélange du sang libre restera
- « d'un aux Malades, il n'y a ni justice, ni Politique, ni bon sens à
- « leur contester les Droits de la Nature.

Il passa aussi à son tour l'Affaire des biens du Clergé: il trouvait que de Droit, les biens des Religieux, à cet égard il citait l'avis du Sénat de Venise en 1524. et celui qui avait été avancé, soutenu par le sage Sénat, qui était bien supérieur alors aux lumières de son siècle.

« La grande quantité de biens donnés à l'Eglise ne peut pas être

« exemple de charge de l'Etat, sans avoir ni la pesanteur des
 « Contribution, ni le reste des Citoyens: le Service Militaire
 « était établi pour la sûreté de tous, personne ne peut être
 « dispensé d'y contribuer: l'Intention des Fondateurs qui ont
 « donné les biens à l'Eglise n'a jamais pu être d'appauvrir l'Etat,
 « en diminuant ses Revenus, & s'ils avoient pu voir venir une
 « idée aussi injuste, il appartenait à l'Etat d'y apporter le remède
 « en prenant sur les biens les Droits inaliénables par leur Nature.

Cette seule Autorité, respectable de la part d'un Sénat renom-
 mé par son Orthodoxie, l'exemple de la Russie & de l'Angleterre, où
 le culte est salarié, suffisait pour renverser tous les Arguments du
 Clergé, qui voulait faire une cause toute Spirituelle d'une ma-
 tière, qui ne concernait que des Intérêts Temporels: mais en même
 temps, jugeant, qu'aucun de la Nation n'était en droit de se déclarer
 Propriétaire de biens qui existaient sans Héritier, aussi il était
 injuste, & impolitique d'en déposséder les Usufruitiers. voilà
 donc ce qu'il proposait.

1^o que par un loy Constitutionnel, on déclarât tous les Biens
 du Clergé, Biens Nationaux.

2^o qu'on déclarât par un second Décret, que la Possession de
 plus d'un Bénéfice, fût regardée comme Simonie, conformément
 même aux Canons de l'Eglise, & qu'en conséquence il fût ordon-
 né à tous Porteurs de plusieurs Bénéfices, de s'en garder qu'un
 à son choix, & de remettre tous les autres.

3^o que par un autre Décret, on suivit la conduite des deux
 Rois derniers de France, pour la Réunion des pouillés, qui
 n'étaient pas le nombre suffisant de Sujets, & pour l'extinction de
 Ordres inutiles, on vint d'ausse siècle de supprimer les Jésuites, les
 Carmes Déchaux, les Célestins, l'Ordre de S.^t Ruf, & quand on eût

Ch. 4. J'ai par supprime tous les Moines, le mal ne s'en pas été grand.

4^e que par un autre Décret, on défendit l'émigration des Vœux pour les femmes, avant trente ans, & des hommes, avant quarante. un Édit de Louis XV avait déjà fixé l'âge des Vœux à vingt cinq ans.

5^e que la faim de l'Économat, & de la Caisse Nationale, pour la Régie, Recette & Dépense de tous les Biens du Clergé, vacant, ou par mort, ou par la conséquence des quatre Décrets précédents, quelle rendit compte tous les ans de l'Etat de ces Biens, qu'elle eût à dire de dotter les successeurs dans les Provinces & pays de l'Éducation des Séminaires, & de fixer le nombre des Sujets, par la proportion du nombre de Prêtres, qu'on jugeait nécessaire au Service du Culte, dans chaque Province; & quand cette opération serait bien faite, la Service du Culte solidement rente, en ne donnant à un Prêtre dans une Mère, pas moins de, deux cent livres, à un Archevêque, pas plus de, trente mille livres, on aurait mis chaque Année une portion du surplus des Biens du Clergé en vente.

Mais comme la Nation avait besoin d'Argent, en attendant qu'on aurait fait un Supplément de quatre cent Millions sur la faim de l'Économat, lequel aurait été rempli avec confiance, ce qui aurait dispensé de la pénible évacuation des Amalgames, la vente des Biens superflus se faisant peu à peu, aurait produit davantage. Le Clergé n'aurait pas été dépourvu, l'Etat Monastique se serait probablement éteint, & ce que l'on nommait fort improprement le Grand Clergé aurait été lui content, & bien attaché à une Constitution, qui leur aurait donné de quoi vivre décemment.

Ces trois points trop modérés & trop lents, il avait un mal d'espérer auprès des législateurs, si ne détruisait par & leur Système était de tout détruire. on Decréta les Biens du Clergé Nationaux. on

Liv. III.
ch. II.

[40]

IV. 11

16. 24

termis en vente tous à la fois. mais quand on vint au festin du ^{la} ²⁴
des Pensions des Prêtres, comme on ne recevait annuellement que
pour le prix de la Vente, comme on mangeait à mesure
Souds, comme on n'en avait reçu aucun, pour l'hypothèque
cette annuelle, de plus de cent trente Millions, la convention
manente a puis le moyen digne d'elle d'acquiescer la Religion pour
de dispenser de payer le culte. on a abusé l'Arche pour se débarrasser
des Ecclésiastiques.

Dans l'Hyver des 1749 à 1790 le plus ancien & le meilleur des
Amis de Dumouriez. M. de la Porte, maître des Requêtes, devint
Intendant de la Maison du Roy. Il avoit été élève ensemble
au Collège de Louis le Grand. dix ans, quoique toujours séparés
par la différence de leur Profession, ils ne s'étoient jamais perdus de
vue. La Porte, qui avoit été Jureur dans de la Marine à Toulon
auprès du Ministère, avoit de grandes lumières, la probité la plus
intégrale, une grande douceur, & un attachement pour Louis XVI.
pouvoit jusqu'à l'adoration.

C'est un Ami se réunir plus que jamais, & occupant
continuellement du sort de ce malheureux Prince. Dumouriez,
qui alloit de Denis de voir la Monarchie amerc par une com-
-mission solide & libre, avec l'amour de son Roy qu'il estimait, lui
remisit en Janvier 1790 une Note pour le Monarque, où il lui
représentait la nécessité d'accepter sans balancer la Constitution
& d'aller sans préjudice à l'Assemblée faire de sa part le serment
de la maintenir.

Le Roy fit cette démarche, elle eut le plus grand succès, & il
avait tenu avec fermeté & franchise, il étoit dégoûté des Jacobins
Républicains, & il regnerait encore : mais les mauvais Conseils
de ses perfides Entours, la Suite, après avoir réitéré son serment

17.111. 4. Mais, en provoquant la suite des continuelles tergiversations, on
 fait toujours cette démarche contre lui, & l'on ne donne pas de tort qui
 ne méritât pas la mort, dont aucun Français n'est en droit de
 prononcer l'arrêt.

Dumouriez pensait, & pense encore quel état d'un Roy consti-
 tutionnel, gouvernant un Peuple libre, ne pouvant faire que le Bien
 ne pouvant que récompenser, nous mène à toutes les gloires d'un
 grand Royaume, & lui le plus solide & le plus majestueux de tous
 les Etats. La Providence n'a pas permis que le Prince pénétrât de
 ce bonheur, ni que les Français fussent justes & humains envers
 un Roy, non plus le bien, qui s'était trompé.

Il fit encore passer au Roy & à la Reine, par le canal de son ami
 la Porte, un autre conseil fort utile, mais qui fut rejeté. La Reine
 depuis sa résidence aux Thuilleries, avait un peu repus dans l'oppression
 du Peuple, on avait admiré son courage & sa fermeté ces jours
 des 5 & 6 Octobre 1789, on la plaignait; il imaginait d'augmenter
 ces intérêts en lui donnant un Degré de Popularité, qui la fit
 aimer, dans la Degrade de l'amour Maternel & le plus puissant de
 tous les mobiles, même chez les Nations les plus Sauvages, & les
 Français avaient encore des vertus douces.

Il y avait dans la Rue Neuf-martre, où logeait Dumouriez, un
 petit bataillon d'Infanterie, les fils de marchands, de bons citoyens,
 bien élevés, bien habillés, & charmants; il leur faisait souvent faire
 l'exercice aux Champs-Elysées, au-delà des Thuilleries, il imaginait
 que la Reine pouvait dans les premiers jours du Printemps, y
 mener le Dauphin, par curiosité d'abord, & enlever ces enfants
 leur faire donner des petits présents & des collations par son fils,
 mais sans affectation. Le faire se tenir avec quelques uns d'eux, &
 elle même caresser les Mères, en faisant l'éloge de l'enfant, ensuite

au bout de quelque temps ^{induire} le desir que son fils eût ra-
 dans le joli Bataillon, le qui eut comble de joye les bons Parisiens
 d'abord, luy faire faire un blason, luy donner un léger fusil,
 d'abord simple Soldat, ensuite le faire monter par grades.

Mais sur cette Proposition un petit Memoire tenuit tena ma-
 in il citait l'exemple de Sésostris qui éleva avec tous les Enfans
 de son Empire le même prix que luy, en fit ensuite ses comp-
 agnons de ses Conquêtes, du grand Cyrus, qui avec sa jeunesse
 Mède, compagne de son Education, avait conquis l'Asie de-
 Pierre le Grand, qui servit Soldat dans la Compagnie Meunier
 de son favori le d'Or, & qui n'était que Lieutenant Colonel, son
 qui vainquit Charles XII à Pullawa; en fin des Princes de
 Prusse, & de tous les Princes d'Allemagne, qui tous reçoivent
 une pareille Education.

La Reine rejette cette Proposition avec dédain, elle rép-
 ondit à la Porte, qu'elle aurait toujours eu horreur d'uniformité
 des Armes de ses Gardes du Corps. Si elle avait eu avec de
 prudence pour vaincre cette répugnance injuste par au com-
 ain les Gardes Nationales, avaient sauvé les Gardes du Corps, les
 Cousinans, peuple Singe, ^{ont} aurait suivi son exemple, tout
 le monde eût adopté l'Uniformité nationale, & il en serait résulté
 un rapprochement & une cordialité, qui auraient arrêté la
 méfiance, la haine & les crimes. hélas! elle a vu peu de temps
 après le Roy & son fils sous les uniformes, sans utilité, forcé-
 ment, & pas toujours avec honte!

Vois moi après son admission aux Jacobins, où il allait
 fort rarement, son ami Crillon luy apporta que luy & son frere
 l'Evêque de Metz, le Duc de la Roche-Aymon & le Comte de

Ch. L. Enery, & quantité d'autres Bons Membres des plus sorts d. L. Amm
 Heu voulaient se separer des Jacobins, & fonder une autre Société.
 il vint tous de suite à l'inconvenient de cette Séparation, & leur
 représenta qu'il n'y eût de la Société. leur paraisaient trop
 & violentes, elle se dévièrent de bien d'avantage, lorsque leur
 présence ne s'en balancerait plus, les Tels, trop chaudes, que
 quelque modeste qui fut l'esprit de la fondation d'un nouveau
 Club, cela dégénérait en deux factions, qui se haïssaient
 ensuite dans l'Assemblée. Elle donnait un apuy à la faction
 Contre Révolutionnaire: que les Jacobins, affaiblis par cette nom-
 breuse défection, ne recruteraient de tous les sollicitaires, & Pam-
 phlétaires de Paris, & deviendraient dangereux, parcequ'il y avait
 plus de Fein, & ayant un nouveau Parti à combattre, ils crai-
 gneraient tous leur ruine.

Ces observations, furent inutiles. Ceillon le cadet qui était riche,
 avait un superbe Hôtel, fonda un Club chez lui. les Jacobins eurent
 la sagesse d'y envoyer des Deputés pour les prier de les rejoindre, on
 les rejeta avec mépris. ce Club, et d'un devenu plus nombreux, eut
 entra celui de 1789, & de son démembrement se forma celui
 des Feuillants. alors les Jacobins, n'ont plus gardé ni plus de mesure
 & ont fini par vexer & détruire tous ces Clubs. Dumouriez eut
 de fréquents les Jacobins, mais ne voulut point s'aggraver avec
 nouveaux Clubs. les petites factions étaient de très grandes Affaires,
 telles ont précédé tous les mouvements d'une civile Révol-
 ution, dont le commencement s'annonçait par des factions
 pueriles.

Dumouriez était alors à Paris sans État, les commandans
 Militaires, et sans comme supprimés, & il ne touchait pas de
 appointement. il fut obligé pour payer Régulièrement la

Pension de sa femme, n son Quai, ou Don Patriotique, ainsi
que pour subistes, de vendre son Argentier, ne qui ne lui avai
-ait pas suffi à beaucoup près, la sista Generosité de son amie,
cher laquelle il logeait, & à laquelle il a depuis sept ans les plus
grandes Obligations, puisqu'elle s'en sacrifie pour lui.

Il voyait alors beaucoup la Fayette, à qui il retait fort agra
-de qu'il aime encore, quoique le General soit devenu bien injus
-tement par la suite son plus cruel ennemi. il luy a toujours
rendu justice. la Fayette a del Instruction, des vertus, un grand
sens froid & beaucoup de courage. il en genereux, doux, affable
son plus grand défaut en de vouloir être fin, & de manquer
de experience, & de tact pour juger les hommes. avec des intentions
si droites, il a fait de grandes fautes dans la Revolution. sa
bonne amitié avec les Jacobins était une maladresse dans sa
Place.

Cette Dumouris, qui luy reproche sa faute, est tombé
dans le même Inconvenient; mais leur conduite en cela a
différé, en ce que celle de la Fayette était préparée, au inia q
celle de Dumouris était forcée. ce n'était pas tant les Jacobins
que la Fayette haïssait, que Mirabeau & les Lameth, qui y
régnaient alors, les derniers ont dirigé depuis très mal toute sa
conduite. ainsi sa haine provenait d'un esprit de faction. on
celle de Dumouris a été inspirée par l'indignation.

Il nous fait souvent à la Fayette de sa raucmoderac
-eur, au moins en apparence, les Jacobins n'étaient pas encore
ce qu'ils sont devenus. comptant sur son crédit, il rejetait & pour
n de puis, lorsque ce crédit était diminué, & lorsque les Lameth
n'influaient plus sur cette société, il a été faiblement & y repren
pour y être tenu sur la dette par Danton, & y reconnoître & y trou

Les colonies commençoient à inquiéter les législateurs Bruns, qui craignoient qu'un tel voisinage fût dangereux & qui, pour devenir important, outrepassât tous les systèmes. Des Nouveaux, avait été un des fondateurs de la Société de, amis des noirs. De là était sorti le mulâtre Egès, qui était allé, seule de ses frères opprimés par les Blancs à St. Dominique. La mort n'avait pas eu qu'à rallumer le feu. non seulement les Amis des Noirs avaient excité les autres Mulâtres à la vengeance, mais il avaient encore excité séparément les petits Blancs & les Nègres.

Et la Martinique avait employé son moyen de 1713 - corde tout opposé. ils avaient rallumé une grande Division qui avait toujours existé entre les Blancs mêmes. Les Planteurs, ou plutôt, & trouvaient souvent à la disposition des Marchands. Les premiers payaient mal, & desiraient peu s'en soucier. Dans la Révolution le moyen de ne pas payer dictait. Les seconds exigeaient leur dette avec trop de dureté. la guerre civile fut ainsi allumée entre le Fort Royal, résidence des Planteurs, & St. Pierre, résidence des Marchands, les premiers n'étaient ni plus dans leur pays, les Mulâtres, Planteurs & Débiteurs comme eux, mais pour mieux s'en amuser, ils les firent participer à tous les Droits du Roy.

Ainsi à St. Dominique la guerre se faisait des Blancs contre les Mulâtres & Noirs, & le Gouvernement favorisait les Blancs. peu d'années qu'à la Martinique les Blancs se faisaient la guerre entre eux. Les Planteurs des Mulâtres contre les Marchands, contre lesquels se trouvait aussi cela de la Division. Le système politique était absolument opposé dans les deux colonies. Les gens de couleur élurent Aristocrate à la Martinique, & Démocrates à St. Dominique.

Dumoussier fut obligé de laisser cette matière par de d'émuler le
 cahor par lequel le saml de la Assemblée proposeroit de luy faire
 donner le commandement de six mille hommes qu'on devoit
 envoyer dans les Colonies, pour y mettre, disoit on, la Paix, mais
 c'est ce que j'aurais aimé le moins, les deux Partis. Il fut dans le
 cas de voir les Membres du Comité des Colonies, dont le Coriphe et le
 Bureau. Le jeune homme, qui a péri depuis sur l'échafaud, vi
 me de jacobins qui l'adoient en 1790, avait un grand talent
 d'attrire peu de connaissances, & une grande presumption. Il
 était l'enfant gâté de l'introuvable Constitution etc. & par lequel
 l'ennemi de Mirabeau cherchait à le mettre en avant pour le
 luy opposer.

Barnave n'aurait aucun Plan fait. Dumoussier donna par
 ciré un certain nombre de Questions, sans la Décision préliminaire
 de laquelle, il se croit bien gardé de se charger d'une Mission aussi
 délicate. Il exigeait une Instruction signée des Membres du Comité
 des Colonies, dans laquelle on insérerait les Principes du Dér. qui
 devoit régner le Régime des Colonies. Il regardait comme nécessaire, qu'il
 rétablir l'uniformité dans le sort des Nègres, & qu'on s'occupât
 de l'Amérique & à la Martinique. En les déclarant Étrangers, il rap
 -rait que le feu de la guerre civile leur eussent entièrement éteint à l'É
 -logue, parce que les Blancs des Nègres, réunis viendrait se faire
 -ment à tous le petit nombre de Nègres, qui paraissaient alors vouloir
 se rendre, surtout avec l'appuy du Gouvernement, que par le motif
 on déjouait les derniers dangers & l'insécurité des amis des Noirs, qui
 considéraient pas moins qu'à faire égarer tous les Blancs.

Qu'une fois les Droits de citoyens accordés aux Nègres, & le sort
 de la plus importante Colonie fixé, il serait très aisé de faire venir la

guerre civile de la Martinique, puis quelle n'était qu'entre les Blancs, que cela dépendrait de la prudence & de la fermeté du Gouverneur, qui devait employer les forces de la Nation non à soutenir un Parti contre l'autre, mais à leur faire sentir de part & d'autre les hostilités, & à chaquer l'Etat de guerre en un froid indifférent devant de juger que le Roy n'est ni le même pour nous ni pour eux.

On oppose à ces autres objections, que ce n'est pas à elle à donner une instruction au Général mais que cela regardait le Ministre, tant pis pour lui & le Roi, s'il est coupable, parce qu'il est responsable. — Vous le voyez, on ne veut vous pas faire de la gloire, & faire le bien de votre Patrie. — D'un autre côté l'Instruction que le Roi demande n'est pas sur la conduite Militaire ou Administrative du Général, mais sur les principes de prudence que les militaires doivent observer, pour que la conduite ne soit pas en contradiction avec les lois Constitutionnelles, quand elle paraîtra — on se refuse à cette Proposition raisonnable; alors il n'y a rien de mieux, leur résister, & leur résister, parce qu'il ne s'agit pas de pouvoir accepter cette Commission. elle fut donnée à Dehague, homme de mérite, & bon Militaire, qui y acquiesce comme à l'honneur de l'histoire, en faisant de son mieux.

Dans cette affaire, & dans toutes les autres, qu'il faut dans le cas d'ap-
procher, il se trouve avec doute, que la foule de l'Assemblée Constituante étaient deux hommes, qui ne cherchaient qu'à se tendre des pièges, qu'on avait des deux côtés le mot de Patrie à la bouche, mais que personne ne s'occupait, que les Français qui voulaient à se glorifier du nom de Citoyen, ne l'étaient pas devenus; que la foule n'avait pas changé avec les circonstances, que conservant toujours son caractère d'imprévoyance, malgré les terribles leçons de l'adversité, elle se flattait encore de reprendre son autorité, en laissant

liv. III.
ch. 2.

1781

faire des strides aux législateurs, & esperant que la Nation se laisserait
- ait de la amitié de la Marche; que les législateurs, quoiqu'ils
beaucoup, n'eussent pas de Talents, regardaient de même le des-
- ordre de la Marche comme le moyen de rendre la leur entiere-
- ent méprisable, & de gagner la confiance exclusive de la Nation.
Après s'être donné grand mal, & une circonstance lui fit
chercher des moyens extérieurs de remédier, ou de ne pas en être
le témoin.

L'union de la Belgique avait précédé celle de France, &
paraissait avoir, ou au moins, été susceptible de plus d'union. Ap-
- conséquent d'un succès plus prompt & plus entier. Les troupes, impu-
- iales, obligées de céder à une attaque générale, accompagnée de la
dénégation des troupes Wallones, avaient été forcées de se retirer. Dans
Luxembourg, la seule des dix Provinces qui restait encore sous la dom-
- nation de l'Autriche. Cette Révolution n'annonçait ni des trou-
- pères, ni destruction. Les trois Ordres de la Nation étaient
réunis dans le même esprit de liberté. Tout le peuple était armé. Le
général abondait, & un Général Brunier, ayant de la réputation
commandait dans le Luxembourg une Armée, non pas de volon-
- taires nationaux, mais de troupes en régimentées, & régulières. C'était
ainsi que se présentait de loin la Révolution Belge.

On n'était pas en guerre avec la sous-Vieille Alliance. Elle
- fait en apparence, mais cette sous-Vieille Alliance, elle, grande
aversion contre les innovations françaises, elle appuyait ou-
- trement la cause des Princes étrangers. Elle excitait le Roy de Prusse &
les autres Puissances contre l'Assemblée Nationale & le Peuple.

de son, l'aise avec le Roy. & France elle séparait les intérêts
de ce Prince d'avec ceux de son Peuple, elle affectait de le regarder
comme prisonnier. Devisager tous les Français qui acheminaient les fran-
çais à donner une Constitution monarchique, comme d'attaquer
contre la Royauté, & dans toutes les occasions, elle traitait sans mén-
agement la Nation Française comme de belle. Déjà elle avait mis
sur le tapis, à Reichenbach, les moyens de mettre obstacle aux
progrès de la Révolution française, & depuis elle a cherché à
L'offrir une forte Coalition pour l'annuler.

Au reste elle y avait un intérêt majeur. Il se sentait que la
Réunion de la Révolution française devait nécessairement entrai-
ner après elle celle des Pays Bas, parce que deux Peuples, également
en insurrection & voisins, doivent naturellement se prêter un
secours mutuel. La Cour de Vienne avait cependant pris le plus
mauvais parti; il eût été plus sage à elle, de se plier à voir le Belge,
de leur rendre tous les Droits d'une Constitution antique à laquelle ils
étaient attachés, & qui cimentait la Souveraineté de la Nation
d'Autriche sur ces belles Provinces. L'Empereur François II, qui veut
de prendre le Parti juste & paternel, en se cueille le fruit & ce Peuple
son aimant, lui assure par la reconnaissance la jouissance
inébranlable du plus bel Héritage de son trône.

Une autre mesure sage eût été de ne point détourner les
affaires intérieures de la France, & au lieu de fortifier l'importance
de ce Prince, par l'emploi d'un secours, qui ne pouvait qu'entraîner la
guerre de leur donner le conseil de retourner se joindre au Roy. Leur
obstination ne pouvait qu'augmenter les dangers, en s'opposant

Une Nation violente, qui n'a jamais voulu se soumettre à la violence; elle devenait une Nation, puisqu'ils résistaient aux ordres & aux Rôles de leur Roi, puisqu'ils armaient publiquement, puisqu'ils faisaient fabriquer de faux Assignats, qui attaquaient le Commerce & la propriété de toute l'Europe, puisqu'ils forçaient la Noblesse à abandonner ses Emplois & ses foyers pour aller grossir leurs Troupes & leur Ém-
-baras, puisqu'ils ~~imposaient~~ à force de réprimer que le Roy n'était pas libre, ils ont fait naître à la Nation l'idée de le priver de la lib-
-erté, puisqu'ils faisaient succéder continuellement dans Paris des petites conjurations à d'autres, faibles, Conjurations, toujours mal conduites, ébauchées, ils augmentaient les soupçons du Peuple contre le Monarque infortuné, luy conseillaient la Protestation & la Suite & l'entraînaient vers la ruine.

La Cour de Vienne ne pouvait que gagner à ce que la Monarchie Française fut fondée sur une constitution solide. alors son Alliance avec la France eût été à l'abri de la versatilité d'un
-Cour changeante, dont la conduite variait à chaque muta-
-tion de ministres, de factions, de maîtres, ou de favori. mais
personne alors ne voyait les Affaires de France avec le sens froid & la prévoyance qu'on eût dû ~~luy~~ apporter dans leur Examen.
Français, Étrangers, Cours, Ministres, Princes, Ambassadeurs, Con-
-tinue, Peuples, tous étaient aveuglés par des Partisans & par des
-Préjugés, tous ont fait des fautes, tous ont conspiré contre la mal-
-heureuse France, tous l'ont déchirée, tous ont aidé à la plonger
dans l'Anarchie, cette Anarchie menace à présent toute l'Eu-
-rope, donne peut être même le tueran que dans des flots de sang.

La cour de Vienne prenait une part trop active, et prouvait la vanité
le mot, trop hostile dans la Révolution de la France, pour que
celle-ci ne fût pas justifiée, en exécrant la Représaille de soulèvement
de la Révolution Belge. Le Club des Jacobins n'avait pas
encore acquis la funeste activité qu'il a déployée depuis, il n'était
pas encore question de Propagande, il n'influençait en rien sur
la Politique extérieure. Mouton-Rouge, qui gouvernait faiblement
les Affaires Étrangères, était très attaché au Roy, mais cet amour
sans discernement a été funeste au Monarque & au Ministre.
Il voulait rétablir l'autorité Royale arbitraire, & égarer le Parti
Constitutionnel. Il regardait le Duc d'Orléans comme un obstacle
à l'éloigner de France il l'avait fait insinuer le
desir de devenir Duc de Brabant. Des Émissaires avaient été en-
voyés dans la Belgique, le vil Philippe avait été lui-même envoyé
à Londres avec une instruction très contradictoire à l'attachement
même que Mouton-Rouge professait en même temps pour la Mai-
son d'Autriche, le petit Machiavélisme, ce jeu double avait men-
qué, toute intrigue était déjà oubliée, lorsque pour la première
fois la Fayette & Dumouriez s'entretenirent sérieusement de la
Révolution de la Belgique.

Ces deux hommes s'offrirent d'aller sur les lieux examiner l'état de la Belgique
cette Révolution, non pas pour donner à ce Peuple un Souverain
méprisable, il n'en était déjà plus question, & la Fayette le haïssait
trop pour travailler pour lui, mais pour voir quel degré de
confiance on pouvait prendre en cette Insurrection & en l'Empereur,
qui sollicitaient ouvertement l'appui de la France.

Le Jonghi, qui représentait le Souverain, avait envoyé deux Députés à Paris. Du moulin, fut abouché avec eux par la Gâchette. Il fut convenu qu'il irait à Bruxelles; il ne vult pas faire acte d'émancipation sans en prévenir Montmorin, qui montra beaucoup de répugnance, mais enfin qui y acquiesça, en lui faisant promettre que dans quelque état qu'il trouvât les affaires de la Belgique, il viendrait à Paris rendre compte; avant de prendre aucun parti personnel avec le Jonghi, et si bien au moins son intention. Il ne voulait prendre aucun engagement avec les Belges, sans savoir s'il se traitait toutoujours par la Nation française. Ne prétendant, ni tromper le Peuple, ni le compromettre, il se souvenait de la Pologne, mais on deni était, il la chose devenait possible, d'opérer dans le Pays une grande diversion, ou pour forcer la Cour de Vienne à ne plus s'occuper de la Révolution française, ou pour lui donner à son tour de grands embarras, en cas qu'elle continuât dans son activité. Contre-Révolutionnaire.

Il partit au mois de Juin avec les deux Députés du Jonghi, Belgique auquel il fut présenté comme ambassadeur, et devant être consulté sur la Politique et sur la Guerre. Il ne lui fallut pas une grande pénétration pour juger combien le Jonghi était au dessus de la confiance du Peuple. Van der Noot lui parut un chef comme Maximilien, Van Eupen un faubourg Hypocrite: ces deux hommes, instrument, & jouets des Cours de la Haye et de Berlin, trompaient les Belges par les mots, et les plus grogniers, ils avaient charge de l'Administration

toute la haute noblesse, de toutes les bonnes têtes, de grandes villes.
la déprédation la plus grande ruina à ce, personnel, pecuniaire,
un fanatisme aveugle étouffait toutes les idées d'une saine politi-
que, & une canaille insolente appuyait un Despotisme cruel.
Me rendi à l'Armée, un Général Puerrien la commandait; mais
aucun bon Soube, qui ne lui eût servi même pas, que le sort de la
Belgique dépendait du sort de Reichenbach: cette Armée, qui étoit
remplie de courage, manquait d'armes, d'habits, de vivres, de munitions,
d'argent, d'officiers & de discipline.

Il n'ingea qu'il n'y avait pour la France aucun avantage à
tirer d'un pareil cahos, il plaignit l'égarement de ce bon Peuple,
& dit lors il méritait que la Révolution Belgique tirât à sa fin, & que
les Belges se fussent plus heureux, s'ils rentraient sous la domination
de leurs Souverains légitimes, que s'ils abuseraient plus long-temps d'une
fausse liberté. Il ne me voyais pas alors qu'un jour il serait forcé
de faire des vœux à peu près pareils, pour sa Patrie: cependant,
pour remplir sa tâche, il remit en partant au Congrès deux Mem-
oires, l'un Politique, où il cherchoit à leur démontrer combien ils
étoient trompés par toutes les Puissances, dans plusieurs, après les
avoir jetés, dans le Précipice, alloient prendre parti contre eux;
l'autre Militaire, pour les avertir du genre de guerre qu'ils av-
aient à faire contre une Puissance, aussi formidable que l'Autri-
che.

Il repartit au même instant, n'ayant mis à son voyage que dix-sept
jours. Il mit par écrit toutes ses Observations, concluant qu'il ne
fallait plus s'en occuper, ce qui fit grand plaisir à Moutmorin.

fur recueilli indifféremment de la Fayette, qui était trop occupé des intrigues, qui se tramaient continuellement pour, ou contre lui dans le même Hyver la Révolution Belge fut terminée, les Pays Bas furent reconquis avec la plus grande facilité par les Autrichiens. Le Gen. Schönfeld n'y mit pas le moindre obstacle, mais alla bientôt recevoir du Roy de Prusse la récompense de sa conduite. Montmorin & la Cour furent enchantés de voir l'union de Pays Bas terminée, ils regardaient le Pays comme le Pont, par où la Contre Révolution pénétrerait en France, & se voyait déçue les jette dans de nouvelles Imprudences, qui ont comblé les malheurs de la France.

C'est à l'époque du voyage du Brabant que Dumouriez repri à son service son fidèle Baptiste, qui avait été séparé de lui pendant deux ans, qu'il regardait alors plus comme son enfant que comme son Domestique, & qui depuis s'en éleva par une belle action au rang de son compagnon d'armes, & de son ami.

De retour à Paris sans fortune & sans emploi, il spéculait la marche de la Révolution, & en était mécontent il voyait continuellement son ami la Porte, qui désirait ardemment la Contre Révolution; la différence de leurs opinions ne parvint jamais à rompre leur tendre amitié. Il l'avertissait de tout ce qu'il trouvait de dangereux pour le Roy, soit dans ses démarches, soit dans celles de ses Entours, & la Porte avait la fidélité de remettre à son maître toutes les Observations & toute les Notes de son Ami.

C'est lors du Pin Paulin, Ministre de la Guerre (avait prison

1551 22
 ch. 4. aversion. Il avait vu tout cela, les Calomnies, que les Partisans de la
 maison d'Harcourt avaient répandue sur sa conduite en Normandie,
 on l'avait accusé d'y avoir protégé ouvertement l'insurrection,
 son avoué caché au Roy la fermeté & la justice qu'il avait déployé
 dans l'insurrection de Cherbourg. Ce ne fut que l'année sui-
 vante que Louis XVI en fut désabusé par la Porte, & ce Prince avoua
 depuis à Dumouriez, qu'il avait eu longtems de terribles Préven-
 tions contre luy. Il ne douta pas, que ce ne soit à l'instig. du Duc
 d'Harcourt que ces Calomnies ont été répandues par le faux zèle
 de ses flatteurs. Il aime & respecte ce Souverain, nil gémit de le servir
 malheureux.

La Tour du Pin venait d'être renvoyé, & Du Portail qui avait
 fait la guerre d'Amérique avec la Fayette, fut nommé par son
 cousin Ministre de la Guerre, & luy prouva bientôt, en se laissant
 gouverner par la Fayette, qu'il serait trompé dans son choix.

A son retour du Brabant, Dumouriez avait trouvé la Fayette
 occupé d'un Projet de formation pour la Garde Nationale de tout
 le Royaume. Il s'agissait d'en faire le Dénée. Il avait composé en
 1789 à Cherbourg un Règlement pour celle de cette Ville. La Fayette
 en avait composé un pour celle de Paris mais ce n'avait point de
 travail. Il fallait trouver un mode général, il convint avec la Fayette de s'en occuper. On
 nomma six Députés pour l'examiner, trois du Comité de Constitu-
 tion, trois du Comité Militaire. Les six Commisaires étaient Talley-
 rand Evêque de Autun, l'Abbé Sieyès, Rabaud de St. Etienne, qui
 fut rapporteur, Mathieu de Montmorency, Emery de Metz & un

autre. on s'en embla pour l'examen de son travail qui fut fort applaudi, mais point adopté, il fut trouvé trop Militaire, c'en à dire, trop méthodique.

Il déclarait tous les citoyens soldat de la Patrie, depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 60. la première Classe était composée d'un Bataillon par District, ce qui donnait 547 Bataillons. chaque Bataillon composé d'une demi compagnie d'Artillerie de 53 hommes avec deux Pièces de Campagne, une compagnie de Grenadiers de 100 hommes, une de Chasseurs, 100m, quatre de Fusiliers, idem, ce qui donnait 27000 Canonniers, 1096 pièces de Campagne, 540 Grenadiers, 54000 Chasseurs, 220000 Fusiliers, Total 350000 hommes, Infanterie, sans compter Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen, Nantes, &c. dont la Population excédait celle d'un District, qui devaient fournir un contingent au Lévée. un Escadron de Cavalerie ou un de Dragons de 120 hommes chacun par Département, ce qui faisait 20000 hommes de Cavalerie.

Cette première Classe devait avoir tous les ans un mois de rassemblement par quart, sans pouvoir être suppléée. elle était composée de célibataires, de 18 à 45 ans.

La seconde Classe, composée de hommes mariés, divisée par Compagnies de 100 hommes, sans grenadiers ni chasseurs, ne pouvait être employée que dans son District.

Tous les hommes mariés, depuis 45 ans, jusqu'à 60, ainsi que tous les hommes sans Etat, formaient la troisième Classe, & ne pouvaient pas être employés hors de leur Canton.

Cette Force Militaire ne pouvait être aux ordres du Pouvoir

44
Exécutif, que sur des Décrets formels du Corps législatif, qui de valeur
toujours être motivés, & temporaires. tous les Hommes sans Etat,
étaient rejetés dans la troisième Classe, ne pouvaient pas être nuisi-
bles, parcequ'ils ne pouvaient, par leurs arrivées, qu'ils fussent requis.
Le Plan comprenait beaucoup de Détails, les Troupes de ligne dev-
raient y trouver leurs Reçutements, & peut-être leur lieu de service,
en cas que l'Armée devint un jour dangereuse.

Vers la fin de l'année, le Comité de Sécurité publique de l'Assemblée
Constituante découvrit une Conspiration trâmée à Lyon pour
livrer aux Princes, qui étaient à Turin, cette Ville importante, on
soupçonna un Maréchal de Camp, nommé la Chapelle, qui
commandait dans le Pays, l'état du complot ou au moins de
l'avoir su, il devint suspect, on résolut de le faire arrêter, & de le
remplacer par un autre Officier Général. Dont on fut assuré. La
Fayette proposa Dumouriez, il fut agréé, on le prévint, on lui
dit de se tenir prêt à partir sous 24 heures, il refusa la proposition
de faire arrêter, sur une accusation vague, son Prédecesseur, qui
était son ancien ami, mais voyant qu'on était décidé à le déplacer,
il consentit à aller prendre le commandement. Il se rendit le
même soir avec la Fayette & deux Membres du Comité chez le
Ministre de la Guerre, qui fut chargé de prendre le lendemain
les Ordres du Roy.

Le lendemain matin il se rendit au Comité, avec lequel il tra-
vailla, pour bien instruire des détails de la conspiration, qui était
réelle. Maladine, chez Montmorin, qui lui dit qu'il lui donne-
rait un passeport pour Turin, un autre pour la Suisse, pour pouvoir
plus loin les découvrir, & depuis les comploter, en le priant d'assister

cette Affaire de ménages les Princes, & surtout le Comte d'Artois. il le
luy promit de bon cœur: non seulement son intention n'était
pas de le compromettre, mais au contraire il était enchanté
d'avoir cette occasion de pouvoir toujours une correspondance
avec l'Audreuil, pour rendre service à le Prince, & tâcher de l'en-
ager à rentrer.

En 1790 cela était possible, le Roy paraissait le desirer, & le
démir, peut-être de bonne foy. les choses n'étaient pas encore
allées poussees à l'extrémité. Montmorin luy dit qu'il rendrait
compte au Roy de cette conversation & de ses bonnes Intenti-
ons. au soir de chez le Ministre, il fut chez son ami la Porte,
et luy répéta ce qui s'était dit entre eux, en lui répétant la prom-
esse d'être aussi favorable aux Princes qu'il le pourrait, sans
nuire à la Patrie. Il entra chez luy pour les apprêts de son départ,
n'ayant aucune nouvelle du Ministre Du Portail, il luy écri-
vit un billet, pour savoir s'il avait pris les ordres du Roy, la
réponse fut qu'il était en chemin, & gardait la chambre, que le
surlendemain et au jour de Conseil, il le proposerait.

Le Comité de Société Publique de l'Assemblée avait connu
niqué l'Affaire à celui de la Municipalité de Paris. Prieur en
était membre, il composait une Feuille Jacobine, intitulée le
Patriote. Il y inséra la Conjuration de Lyon, & la Nomination
de Dumouriez, avant que le Roy en eût rien. Le Prince, en lisant
cette Feuille, fut très piqué avec raison, & quand Du Portail alla
luy en faire la proposition, il luy dit, qu'il choisisse qui il voudrait,
excepté Dumouriez, qu'il ne permettrait pas que les Jacobins
se mêlèrent de la Nomination de ses Généraux.

On prierait que les Lameth traissirent aussi contre lui, parce
qu'il avait été proposé par la Fayette leur ennemi avec qui il
était lié, & qu'ils voulaient faire exécuter le commandement par
Theodore Lameth leur frère, qui commandait un Régiment de
Cavalerie près de Lyon. quoiqu'il en soit un autre sur ce com-
-andement.

Il ne fut sensible qu'au bruit qui se tenait répandu d'armes
à l' exclusion sèche du Roy. il en parla à son ami la Porte, celui
cy à Louis XVI. rien en cette Occasion que le bon Prince ne lui cachât
par la précaution qu'on lui avait donnée contre cet Officier Gen-
-eral. Il s'en consola. on devait nommer au commencement de
l'Armée suivante le General pour le commandement des vingt
deux Divisions de l'Armée, & il en restait si peu, que bon gré, mal
gré, il fallait qu'on l'employât. d'ailleurs le Roy avait eû la
bonne idée de dire à la Porte, que cela ne ferait point tort à son ami,
& qu'il serait placé.

Chap. 5. Année 1791.

Il continua à vivre dans la retraite, considérant les progrès
de la Révolution, & voyant de tous costés Montmorin & la
Fayette, mais la proposition qu'on avait fait de lui pour ces deux
Commandements importants engagea les diverses factions à
le rechercher. le vicomte de Noailles, ^{l'entraîna} à aller dîner avec
lui chez le Richelieu Boile, chez lequel il trouva rassemblés les

Lameth, Daiguillon, Menou, Duport. il leur parut pécant, ils
luy parurent légers & présumptueux, nil ny retourna par.

Mirabeau chercha aussi à se lier avec luy. il était égale-
ment brouillé avec les factions de la Jayette & de Lameth. sup-
-exieux à toute l'Assemblée en suite de son non talent, il
cherchait pour sa propre utilité à s'attacher les hommes instruits, ou qui paraissent pour l'être. alors il avait abandonné le
Duc d'Orléans, qu'il méprisait, il s'était lié avec la Cour &
Mauvillon, qui le payaient : son but était de se faire pre-
-mier Ministre, & par conséquent de commencer par faire
la Contre Révolution.

Dumoulin détestait son immoralité, nil avait tou-
-jours soigneusement évité les fréquentes ovations, qu'il
avait eu de faire sa connaissance. cependant, sollicité par
un de ses anciens amis, nommé St. Foix, il y laissa conduire.
De cette première Conférence, Mirabeau luy découvrit tous
ses Projets, luy dit qu'il voulait, sous peu de jours, faire faire une
grande Réforme, & " l'arrangement total dans le Corps
Diplomatique, & lui montra sa liste. Dumoulin y fit quel-
-ques changements, qu'il agréa, en luy offrant le Ambassade-
-ur Prém. Il répondit qu'il l'accepterait, pourvu que ce ne fût
que dans trois Mois; qu'il connaîtrait une Place bien plus
subalterne, mais bien plus importante : celle de Mayeur.

Il luy expliqua que là il pourrait, ou traiter, avec les Princes
en faisant agir le Roy par M. de la Porte, ou de joindre leurs com-
-plots, si ne pouvait pas les regagner : que pendant ce temps là

on enverrait en Prusse le gen. Heymann sans caractère public :
quelques trois mois bien employés donneraient le temps de pacifier l'Est
- enier, d'achever la Constitution, de rendre au Pouvoir exécutif
son activité, & que ce serait qu'alors que le Roy de Prusse ne
- vrait sans répugnance un Ambassadeur, & qu'on pourrai
traiter utilement avec la Cour de Berlin, pour contenir celle de
Vienne, si on n'y mettait pas content. Il conviendrait de tous ces
Articles, Mirabeau alla chez Montmorin, qui remit la liste
à son premier commis Gerard de Renneval.

Dumouriez se rappelait le refus du Roy pour le Commande-
- ment de Lyon, il luy écrivit une lettre, qui a été trouvée dans
la fatale Boîte de Fer, & imprimée. Il le priait de luy faire sa-
- voir par son ami la Porte, s'il avait de la répugnance à l'em-
- ployer; que dans le cas il ne permettrait pas que son nom
parût dans une liste, qui devait luy être présentée par son Min-
- istre des Affaires étrangères, & qu'il attendrait que quelque oc-
- casion favorable fût revenue. Sa Majesté de ses préventions, le Roy
fut content de la lettre, & dit à la Porte, qu'il n'avait plus de
prévention contre luy, & qu'il le nommerait volontiers, si on le
luy proposait pour une Place.

Quatre jours après il revint Mirabeau une seconde fois. Luy
- y l'engagea à faire un Ouvrage sur les principes de Négociation,
convenable au Roy Constitutionnel d'un Peuple libre, il se char-
- gea de ce travail. Dans cette conférence qui fut très confidentielle,
la conversation tomba sur le fameux Ministre de Prusse,

Comme ~~Herbert~~ Hertzberg. Mirabeau le détestait. il dit: ce vieux
 Reître en ceinture d'un chapelet d'obstructions, & attaqué de
 cinq ou six maladies mortelles, au moins, se relâche continu-
 ellement à de nouveaux Projets, comme si devait vivre cent
 ans; tandis que la Parque tire ses ciseaux tout prêts, pour
 couper le fil, qui tient le Glaive de Damocles suspendu sur sa
 tête. quatre jours après cette conversation, Mirabeau était
 mort. Dumouriez dit à St. Foy. hé bien, Mirabeau s'est trompé
 sur la tête qui menaçait le Glaive de Damocles.

La Parque en tranchant la vie de cet Éros extraordinaire,
 avait coupé le fil de tous ses Projets. Dumouriez, qui n'entendit
 point parler de Montmorin, alla le voir, ils eurent une Expli-
 -cation ensemble, il n'en avoit rien arrangé avec Mirabeau,
 il n'en même la liste. alors il dit à ce Ministre, qu'il l'abandon-
 -nait, qu'il plaindrait sa fausseté, qui était une preuve de la fal-
 -situde, il lui prédit qu'il perdrait le Roy, & qu'il le perdrait lui
 même, en ne mettant ni dignité, ni vérité dans sa conduite.
 il ne l'a jamais revu, & sa prédiction ne s'est que trop accomplie.
 Il regrette sa mort tragique. M. de Montmorin était attaché
 au Roy, & avoit beaucoup de bonnes qualités; mais il était
 fort au dessous de la Place, surtout dans un tems aussi orageux.

Cependant la Promotion venoit de se faire, & il venoit
 d'être employé Marechal de camp de la Douzième Division.
 cette circonstance l'obligea à retourner aux Jacobins. sa longue
 absence l'avoit fait rayer de cette Société. son motif pour y rentrer
 fut, que la Société des Jacobins de Paris avoit affilié plus de deux
 mille Sociétés dans les Provinces, que dans le cinq Départemens, où

il allait commander, il y en avait même, ou quarante, ou cinquante, ou plus, et il y était arrivé sans paraître, Jacobin, sur tout l'avant été, dans le principe, il eût été regardé comme Aristocrate, & par conséquent bien loin d'être utile à la Patrie & au Roy : il eût la précaution de faire prévenir Louis XVIII de sa démission et de ses motifs.

Comme Mirabeau était mort, comme Montmorin avait, non seulement négligé tous les Principes Diplomatiques, mais ils étaient convenus, mais qu'ils continuaient à mener les Affaires, Etangers sur les Principes de l'ancien Régime, Dumouriez qui avait fait l'Etouage convenu avec Mirabeau, intitulé Mémoires Diplomatiques, se communiqua aux amis de Montmorin, qu'il ne voyait plus, pour s'engager à changer de conduite Ministériel, insister avec la constitution, & dangereuse pour le Roy. Montmorin fit alors paraître une Déclaration au nom du Roy pour être envoyée à tous les Ministres de France en son Etouage. Cette Piece était si exagérée en principes de Jacobinisme, que ni Mirabeau, ni Dumouriez, n'auraient conseillé au Roy de le leur imposer un pareil langage, qui bien loin de leur ramener les esprits, ne pouvait qu'augmenter la méfiance, par le Paragraphe approprié d'une extrémité à l'autre. Dumouriez indigné de ce nouvel Acte de mauvaise foi, ajouta un Paragraphe sur cette Déclaration à son Mémoire, qu'il lut aux Jacobins, il fit une grande sensation, & fut imprimé.

Quelque temps après, il apprit, que dans les Jacobins, qui commencent à devenir detestables, on avait ouvert l'avis de leur

tous les Officiers de l'Armée & de faire faire une nouvelle Election d'Officiers par les Soldats. Si ces votes, qui avait beaucoup de Partisans, même dans l'Assemblée constituante, avait prévalu, l'Armée était absolument avertie. Non raisonnable avec la Fayette & avec Du Portail, il n'aurait pas projeté à la Porte, & quelque danger qu'il y eût à heurter hautement une opinion aussi Populaire, il fit un Mémoire, le fit donner au Roy, qui l'approuva, le transmit à la leçon de Du Portail, & le lut aux Jacobins.

Ce Mémoire, intitulé le Mémoire Militaire, établissait les Principes, sur lesquels doit être constituée l'Armée d'un Peuple libre, traçait les devoirs de Généraux, Officiers & Soldats, prescrivait le genre & les bornes de la subordination du Soldat (citoyen, ses relations & ses devoirs à l'égard de l'autre, (citoyen, & traitait enfin par une formule de Serment très raisonnable.

Il ne reçut pas les mêmes suffrages que le Mémoire Diplomatique. Il fut même désapprouvé par la pluralité: cependant il fut imprimé, & il fit le seul effet qu'il en avait désiré, c'est de faire tomber l'avis de l'Election par les Soldats. Le Comité Militaire de l'Assemblée en adopta les Principes, mais pour faire du nouveau, il composa une formule de Serment ridicule, qui fit une scission parmi les Officiers, en fit quitter plusieurs & rendit ceux qui restèrent de très mauvais serviteurs de la Constitution.

Après avoir retenu quelque temps à Paris par une Corée, dont le chargea Du Portail, en le nommant Président d'un Conseil de

de guerre pour juger une Réclamation de Moreton, à qui le
comte de Brienne, Ministre de la Guerre, avait précédé ment
ôté arbitrairement le Régiment de la Sere. Moreton avait bien
mérite de sa cause, et était un Colonel très violent & très dépotique;
mais le Ministre lui avait refusé son Conseil de Guerre & de
Juges, & au bout de plusieurs Années, il réclamait contre ces
Actes Arbitraires.

Dumoulinier avait ordre d'aller le juger à Toul, le quel lui
éloigné beaucoup de Nantes & sa destination. Heureusement
on ne put pas remplir le nombre des Juges, il profita de cette circons-
tance pour refuser d'aller à Toul, & après avoir attendu un mois
à Paris, il renvoya au Ministre cette sommation & partit. Il
est ensuite fait Maréchal de Camp pour saire avec les Habitués de
Nantes, & il se retourna malheureux & ennemé l'année suivante
sous ses ordres.

La Douzième Division, à laquelle il était attaché, n'était que
de 12 bataillons & 6 Escadrons. elle était commandée par le
vieux Vesteau, jadis un des meilleurs Officiers de l'Armée fran-
çaise, mais dont toutes les facultés étaient affaiblies. le second
M^{re} de Camp était d'Harambure, qui n'a jamais joint. ac-
tuellement tout le jour au lieu de commandement, qui s'étendait sur
cinq Départements, Mayenne & Loire, ou Angers, Loir & Inférieure
ou Nantes, la Vendée, les deux Sèvres, & la Charente Inférieure;
depuis la Villaine jusqu'à la Gironne. ce Pays était agité
avec les ravages du fanatisme & de la persécution. il n'y
avait au bon homme Vesteau, qui demeurait à la Rochelle, & le

la Charente Inférieure, & se chargea de quatre autres, allant
même quelquefois le trouver à la Rochelle, quand il n'aurait
qu'il ne fût embarrassé.

Il arriva le 19 juin 1791 à Nantes, où il établit sa première
Résidence, il y trouva un Département fort bien composé, un
Maire excellent, une superbe Milice Nationale, mais un sub
insinuat, plus nombreux, qu'il reçut parfaitement, & lui
poussa même une Couronne, avant de l'avoir méritée. Il y
trouva le second bataillon du 25^e Régiment, Poitou. Les Offi
ciers étaient dans des principes Anti-constitutionnels, excepté leur
chef, homme d'esprit, grand Philosophe, nommé Drouart de
Lecy.

On avait permis par un Décret aux Soldats, de s'armer d'un
fusil, & pour que cette fréquentation n'entraînât pas la
division entre les Officiers & les Soldats, & par conséquent l'insub
ordination, il avait dit dans son Mémoire Militaire, que les
Général, devaient engager les Officiers à fréquenter les Clubs.
En effet le 22 juin il avait entraîné tout le Corps d'Officiers à
l'accompagner au Club, & ce fut un grand bonheur.

Le même soir, d'après à se coucher, ainsi que les deux
officiers de Camp, le Vicomte & Philippe de Vaux, après avoir reçu
coup, au vu de pour le mettre au courant, il reçut une lettre
du Député Président du Département, qu'il pria d'aller rendre
sans différer à l'Hôtel de la Monnoye, où tous les Corps étaient
assemblés, & s'occupaient pour délibérer sur une affaire très
importante, dans laquelle il s'agissait du salut de la Patrie.
Il y eut, son intrigue de ce mariage, il trouva sur la Place

Il y avoit 5000 personnes en chéminées, qui avoient l'air on ne s'en en-
quies: il étoit minuit. Il a bien de la peine à pénétrer cette
foule avec ses Aides de camp, il entre dans une grande Salle,
où tous les corps étoient assembles, environnés de plus de 1500
personnes, qui parloient toutes, à la fois. On finit même, & le Presi-
dent s'y prit avec l'air morne. — Monsieur le General, le Roy
de France en parti, il est en suite. — Si ce parti, la Nation rest.
Delibérons sur ce qu'il y a à faire.

Malgré l'air calme, qu'il affecta pour faire celle réponse,
qui devoit le courager de tous le monde, jamais, nouvelle ne l'a plus
consolé. Il n'y avoit que six jours qu'il étoit parti de Paris, il
avertit tous les jours son ami la Porte, & il n'avoit rien de ven-
reux d'un pareil de sein. Il prévoyait toutes les horreurs d'une
guerre civile inévitable. Il étoit forcé de cacher toutes ses craintes,
le seroit d'aujourd'hui venait de montrer, lui donna la confiance
générale.

Il proposa d'abord de faire une Proclamation, pour ramener
le Peuple, & l'empêcher de se livrer aux Exces de la rage, qui ont
été ordinaires même la contestation. Il eut le projet de cette
proclamation, qui fut agréé. Des bourgeois proposèrent
de rectifier tous les officiers. Comme, Citoyens, leur dis-je, vous
voulez, d'après une confiance en que, l'honneur, & maltraiter
des hommes, que vous avez tant de fois dans votre sein. Je
me charge de vous, & dans deux heures vous serez sûrs de leur
fidélité à la Patrie, on je vous en débarrasserai sans violence,
laissez-moy ce soin.

Ne voyez ce que le Roy commande au Roy, de qui il est arrivé, il
luy fait part de l'iniquité. Du Peuple, il luy ordonne d'amen-
ter les Officiers dans sa province, de leur prendre la conscience,
ou la Nation se trouve, de leur laisser la liberté du choix, ou de
renvoyer luy, pour se remettre à la Nation ou à la loy, ou de
parler à la pointe du jour, avec des Paquets, qu'il leur donna
seulement après le ray arrivé, à la tête de toutes les Officiers, qui
prouvent serment sans difficulté, ainsi qu'il fit à l'illustre & les
Ingénieurs, entre les mains du Président du Département.
Il donne, ou fait donner, encore d'autres Ordres, pour le objet les
plus pressants, & il se retire à 5 heures du matin, plus fatigué
qu'il ne l'est de sa vie.

Il sentit du lui, remplit de la tristesse la plus profonde, il
mit de la main qu'il a à faire. Il ne connaissait aucune à nous
la cause de la fuite du Roy, il ignorait de quel côté il était retenu,
mais il calculait qu'il fallait qu'il n'eût à mener d'une Partie de
l'armée, pour avoir pris un parti au plus audacieux. Il suppo-
sait que le Prince, vainqueur qui l'entraînait, une conduite si in-
convenable, que celle qu'il a vaient tenue, & d'après cette suppo-
sition, son imagination luy peignait déjà Paris assiégé, & na-
ant dans le sang.

Il avait sur le cheu superstitieux deux Billets, l'un à Vieillard d'après
de S. Lo, l'autre à de la mare, il leur mandait que sans attendre
d'autres Ordres, il allait rassembler toutes les troupes de
l'Empire, & marcher au secours de l'Assemblée constituée, &
car, c'est la quitte pour la Patrie, que Louis avait abandonné.

la violente sensation qu'il avait éprouvée, en apprenant la première nouvelle, avait occupé toute sa faculté pendant quelques le tems, d'observer avec beaucoup d'attention l'impression qu'elle avait pu faire sur le Peuple; il avait remarqué, en general, qu'après un premier moment de consternation, il s'était élevé à une rage violente, & qu'il était resté dans une soutenance froide & fiere, qui annonçait une détermination fixe de défendre sa liberté, sans aucun raisonnement sur le choix du Gouvernement.

Insensiblement calmé par la seconde nouvelle, il devint observateur attentif; il vit avec chagrin qu'elle faisait une sensation, plutôt désagréable, que consolante. Les Historiens, qui étaient très nombreux à Nantes, parussent consternés, & les dévotionnaires, dont les idées s'étaient déjà montées sur des hauteurs, parussent, non seulement très froids, mais même très mécontents, de voir reparaître un Roy, auquel pendant deux jours ils n'avaient pensé, que pour le traiter de perfide & pour s'élancer à la vengeance. C'en de cette époque que l'Infortune Louis a perdu entièrement le reste d'amour, ou d'estime, qu'on conservait encore en France.

La conduite de l'Assemblée constituante fut noble & grande & généreuse. non seulement elle sauva la famille Royale du danger imminent de la fureur du Peuple, mais ayant pu le tems nécessaire pour se calmer, elle rétablit le Roy dans tous ses droits, & lui rendit sa Dignité.

Dumouriez crut que le Prince & la Cour n'étoient sensibles
à ce procédé, qu'il feroient des Reflexions sages sur leur position,
sur l'impossibilité des opores d'avantage à la Constitution,
sur la sûreté que le Roy trouvoit à la suivre avec exactitude
pour regagner la confiance de la Nation, sur les motifs immen-
ses qu'elle lui offrirait pour le bonheur, & même la gloire, en
s'y attachant de bonne foy, & sur la certitude de la perte & de
celle de son auguste Maison, de la Province de la France
entière, si l'on prenait son ancienne conduite, persuadé que la
faute terrible, que Louis a vait faite en fuyant, après s'être par-
juré de n'en faire, seroit pour lui une grande leçon, que son cœur
même se seroit touché de la générosité des Français qui lui
reudraient une Couronne, qu'il avoit perdue, par les décrets de
la Constitution même qu'il avoit jurée, il regarda cet événe-
ment comme une espèce de bonheur, qui alloit ramener tout
le monde à un bon sens raisonnable, & faire succéder la confiance &
la bonne foy ensuite l'amour & l'ordre, aux intrigues, aux
conspirations, aux haines, à la débauche, qui avoient regné jus-
qu'à l'on.

Plein de ces espoirs présumables, qui n'étoient pas en fait, &
chaque Instruction, parvint même à Paris le Patriote même en
consultant son véritable intérêt, il reprit sa Correspondance
avec l'Infortuné la Dole, il avoit tremblé pour les jours de
ce vertueux ami, que son Maître avoit sacrifié à son départ,
Ente chargeant de porter à l'Assemblée Constituante sa protestation.

ce serviteur fidèle son état acquitté avec une réignation
héroïque, tout en calculant son danger, car il a vu
depuis à son aise, que dès lors son Testament était fait, he las.
il était destiné à être une des premières victimes du Peuple,
qui a suivi la funeste journée du 12 Août 1792, & a précé
der de quelques mois un malheureux Maître, qui ne la
para ni pleurer!

La Porte lui manda que tout se calmait, & d'annoncer
eût de voir employer les premiers moments qu'il eut de libre
pour composer son Mémoire, qu'il lui envoya le Rion sur
la conduite que le Roy devait tenir à l'avenir. 1.^o avec la
famille, 2.^o avec les Ministres, & tous les membres de la nouvelle
Assemblée. 3.^o avec l'Assemblée Nationale. 4.^o avec
le Clergé. 5.^o avec les Puissances étrangères. 6.^o avec la
Nation Française. 7.^o avec l'Armée de Terre & de Mer. 8.^o
sur les Nominations. 9.^o sur l'Emploi de la liste civile. Ce
Mémoire au si long, annonçait huit autres Mémoires de
détail sur chacune de ces Divisions, il demandait qu'en
cas que le Roy agréât le Paveil, il lui fit expédier un congé,
pour venir l'achever à Paris.

Cette demande eut une épreuve qu'il fallait pour
saper son éritable intention du Roy; Non la pretaut, alors
il fut éte ses que son Mémoire eut fait une profonde impres
sion, & que Louis était véritablement déterminé à se priver
de la constitution. Si au contraire, on le lui demandait

De donner de la suite à ses Contre-Lois, alors il devoit perdre toute
l'espérance, & ne plus entrevoir que des malheurs, & ce
qui arriva. La Peste semit si étouffée le Némouë, le Roy
le lût, l'apostilla, & l'enferma avec beaucoup d'autre
Papier dans la boîte de Fer, & c. le tout dans cette
boîte fatale & imprimée avec les autres Papiers du Proci.

La Cour avoit repris ses habitudes, ses correspondances
secrètes en Pays Étranger, ses corruptions qui ne s'en allaient
qu'à la mettre à la merci des Traîtres, qui se y volaient
son argent; elle avoit recommencé ses intrigues, ses petites
Conjurations à Paris & dans les Provinces, ses plaintes insultes,
ses emigrements, contre l'Assemblée & les Parlements, la Para-
lytie Ministérielle, ses feuilles mordantes, qui envenimaient
l'Union d'ici & de là par les Jacobins. Tout le Ministère
avoit été changé après la fuite du Roy, mais excepté
l'Archevêque Ministre de la Guerre, qui avoit un grand parti
dans l'Assemblée, le reste seroit à peu près les mêmes
Éléments, que les Prédécesseurs n'avoient pas Ministre
des Affaires Étrangères.

L'Assemblée, qui avoit été si grande, si prudente, à
l'événement de la fuite du Roy, qui alors avoit sauvé la
France par sa conduite, & par sa mesure, étoit
retombée dans les factions & pueriles. Dans ses corruptions, elle
ne faisoit plus rien. Elle saignoit si fort la France par son
arbitraire, que tout le monde supputoit après le moment

à la voir remplacer par une autre. honteuse d'elle-même
elle n'aspirait qu'à s'en aller. Le dernier travail se ressen-
tait de son Abattement, d'elle fut fort aise, au mois
d'Octobre, de faire place à la première législature, qui prit
le nom d'Assemblée Nationale. Elle cy fut horriblement
compromise. Louis, mal conseillé, n'avait point épargné, par
une conduite franche, la fureur & l'impression de sa fuite au
contraire de démarches, & celle de sa cour augmentaient
les méfiances.

Ce fut vraiment à cette époque que les Jacobins commen-
cèrent à se saisir de la funeste influence, qui a ensuite
conduit à l'Anarchie. Cette Société, étendant par tous ses
nombreuses affiliations, se tenait des Clubs de Provinces, pour
se rendre maître des élections. toutes les mauvaises têtes,
tous les émissaires de l'étranger, tous les agitateurs furent
nommés pour aller représenter la Nation, pour défendre.
Disait on, les intérêts, contre un Cour perfide, puis peu d'hom-
mes éclairés, ou sages, ou moins de nobles, furent choisis
à l'Assemblée Nationale, ainsi compromise, se recouvrit
armée de préventions & de vaines hostilités contre le malheur
de Louis & contre la Cour. Elle commença par adorer la
Constitution pour bien s'établir, mais les Républicains
la vallaient déjà sous main, & répandaient leurs Opinions
destructives, dans des feuilles incendiaires, qui se multipli-
eraient à l'infini.

C'est cette même Assemblée, qui profitant en 1792 de la
Catonnaphe du 12 Nouv, quelle avoit préparée, s'en brigue
en Convention Nationale, après avoir encore chargé de
son sein quelques Membres, espions, & même se forcée de
révéler & de tuer, folles. c'est elle qui a fait perir sur l'Échaffaud
le Roy & la Reine, qui a immolé les plus ardents promoteurs,
tels que les Brissot, Vergniaud &c c'est elle qui égale en France
environnée de cadavres & de débris. la Guillotine en son
Trois, l'Indigence & l'Anarchie sous les motifs, de l'Épée
Français languit dans le plus horrible & le plus criminel
Esclavage. Oh ma Patrie!...

Cypris, avoit esquissé rapidement le Tableau funeste des
Evénements Français, il se tenoit de revenir à ce qui se passoit
à Nantes. Dumouriez s'étoit réservé toutes les dispositions
Militaires, & ne laissait point entrevoir son autorité. Il
travaillait cependant incessamment avec les bons Administr-
ratifs, qui étoient les plus sages, & ne leur cachait
rien de ses mesures. ce n'étoit pas la le compte du Club de Nantes.
cette Société affectoit de se mêler de toutes les Branches du
Gouvernement, sous prétexte de vigilance & d'inspection
sur les agents.

Elle étoit dirigée par un homme très-dangereux, nom-
mé Coustan, gentilhomme Breton, chevalier de l'Épée,
Garde-maire Lieutenant des Mousquetaires de France, & alors

Commandant de la Garde Nationale. Il a depuis été nommé
membre de la Convention, & s'étant attaché au parti de
la Gironde, il a péri sous la Guillotine. Coustard était timide
et craintif, séducteur & fruste. il avait acquis un grand Empire
sur la Populaire, qui en très nombreuse dans cette grande Ville
il était vain de tous les honnêtes gens, il s'était fait une garde
Prétorienne d'une compagnie de Maitre, en fait d'Armes & des
Aouchers. L'Année précédente il avait chassé de Nantes le Duc
de la Rivière, Commandant en Chef de la Province, & ensuite le Roy
imé de Rohan Prince, dont il avait pensé faire un Prince le
Comte de Brax d'Herouilly.

Ce chef de Révolte n'est avec peine son crédit réparé par un
Officier ^{General} ~~General~~, auquel on ne pouvait reprocher, qui la plus légitime
Aristocratie, ni une Démocratie outrée; il était le même, jure de
la Noblesse & du Clergé. le General protégeait l'un & l'autre, & avait
en plusieurs occasions arrêté les vices du même peuple, en employant
une à propos, & ainsi le bataillon de Nation, dont il était sûr, tantôt
la partie saine de la Garde Nationale, qui en general était fort
bien composée. Coustard s'adressait à tous au General, qui s'observait
barnais des démarches, criminelles, & n'avait pas laide s'en méfier.

Dumouriez allait rarement au Club, qui lui envoyait une
Députation pour le prier d'accepter un Envoy de Commisaires
de cette Société pour aller inspecter les fonderies de Canon établies
à l'Isle d'Heindres à une lieue de Nantes, dirigées par le Lieutenant
Colonel Thourvenot. Homme de mérite, dont il venait fort question de par
la suite de ces Mémoires, & pour inspecter par cette même le canon
d'artillerie, des forges. Mais dit que, comme Citoyen, il ne pouvait se
promettre, surtout, qu'il ne s'ouvrait pas de son lignage, qui s'efface.

de laimer entre eux, qui par état n'avaient pas charge d'inspection
qu'ils n'avaient aucun titre qui pût leur autoriser à leur permettre
de remplir des fonctions, qui étaient déjà occupées par les
indignes extérieurs, ni apparence de guerre. Mais ils se
travaillaient à leur inspirer des soupçons, à leur donner des
chances à leur inspirer des soupçons, à leur donner des chances
à l'anarchie.

Cette réponse eut le plus grand mécontentement; mais le
qui n'était pas dans la Vendée, suspendit pour quelque temps cette
querelle. La Révolution était agitée par les fureurs de la persécution
à l'égard du fanatisme. La Noblesse y était las, à nuire de la Révolution
trinitaire, et les démocrates, les intolérants. La cause de la Religion
y avait excité une passion, en montrant l'arrivée du général
la Garde Nationale avait marché contre les Indigènes, on s'était
battu près d'un village nommé St. Clement. Les troupes de ligne et les
Gardes Nationales, avaient eu l'avantage, les premiers efforts avaient été
d'empêcher une partie de la Noblesse du Poulx servait dans la Nation,
la plupart s'étaient retirés à l'étranger, et s'étaient tenu tranquille.

La nouvelle de la fuite du Roy avait fait reprendre courage
à ce parti. Un vicomte, d'Antillan, homme d'un très respectable, av
ait ramassé d'abord à Luçon, ensuite dans son château, près de
l'aimons beaucoup de gentilshommes; ils avaient fait le projet de
se rendre maîtres du Port de l'abbaye d'Olonne, où ils devaient être
 joints par les émigrés de Jersey, qui devaient leur apporter des armes
 et des munitions.

La nouvelle du retour du Roy rendait tout leur mécontentement
mais leurs assemblées, avaient alarmé le Département de la Vendée;
où le parti démocratique était très-puissant. Les Administrateurs avaient
ent

à ceux de Nantes, pour leur demander instamment de prompts secours. Le Général partit avec 900 hommes, 2^e bataillon de la garde Nationale, 100 Dragons Montain, 100 Dragons du Colonel Général, la Compagnie de Grenadiers du régiment de Poitou, & d'après la campagne, ne se rendit à Natchou pour empêcher le Rassemblement & empêcher les deux Parties d'en venir aux mains.

Il y a eu que le District des Sables, avait fait marcher 250 hommes du Reg^t de Rohan Soubise, avec 8000 gardes Nationales, ou Payans armés, que cette troupe se trouvait devant le château de M. de la Roche, que le Rassemblement d'à peu près 5000 hommes, ou 1200 Payans Royalistes, était dirigé à l'approche de la petite Armée des Sables, qui avait pillé & brûlé le château, & commis toutes les cruautés d'une troupe indisciplinée, & mal conduite. au premier avis de la marche de la petite Armée des Sables, il avait envoyé à tout bride le chev. de Lorenzin Capitaine au Régiment de Dragons, ^{à la tête de} 50 Dragons, avec ordre de prendre tous les moyens de conciliation, & d'empêcher le pillage & l'incendie. Lorenzin était arrivé trop tard. le Général, fort averti de cette aventure, avait ramené son détachement à Nantes, bien se souvenant d'aller bientôt visiter la Vendée, pour y contenir les deux Parties, & empêcher la Guerre Civile.

A son retour, le Club éleva de plus grandes prétentions, & devint plus intraitable. on répandit exprès une fausse Allarme. des Jacobins du Club des Sables, & de celui de Paimbœuf, mandèrent, qu'on voyait croquer le long de cette côte des Bâtimens armés, & qu'une Chaloupe avait mis à terre plusieurs hommes près de l'île de Bouin. le Club répandit l'allarme dans Nantes, & ajouta que c'était une Escadre Anglaise. les Administrateurs, quoiqu'ils croyaient par leurs sens & en parler au Général qui sur le premier bruit avait envoyé des patrouilles, avec ordre de prendre par écrit le rapport des Municipités.

ils revinrent avec des preuves des solides de la faimée de la Nouvelle le. armée de les preuves, il se rendit à la Société, on luy repeta sa phrase ordinaire, de se méfier des fabricateurs d'armes, qui voulaient souffler la discorde & l'anarchie. on luy répondit que tout cela était égal, que le Peuple voulait qu'il fit armer les Bâtes nées de Côté, qu'alors on serait sans inquiétude.

Il leur objecta, qu'il ne pouvait pas adopter cette mesure sans ordres & sans argent, qu'il n'avait ni Canoniers ni Troupes pour garder les Batteries, que les Corps de Garde & les Magasins à poudre de la Côte étaient inhabitables: il leur dit de mettre leur demande par écrit, & qu'il l'envoierait au Ministre de la Guerre, à qui il manda que pour éviter un plus grand malon venient, il était convenable d'armer des Batteries au Port du Croisic, à St Nazaire à une lieue au dessous de Nantes, à Paimbœuf, & au Port des Sables. effective ment Duportail, qui était alors Ministre, eut la sagesse d'ordonner ces Armes: ces quatre Batteries, restèrent sans les sans être gardées, le premier Polignac aurait pu les enclouer, jusqu'au moment de la levée de cinq Bataillons de Gardes Nationales, qu'il eut ordre de faire en Automne, ~~un~~ par Département.

Le Mer & le terminé du General ne satisfait pas beaucoup le Club. sa conduite douce & conciliante avec les Prêtres & les Nobles, qui l'attaquaient tous les jours aux puerurs des Clubistes, pecheva d'injure contre luy. il fut averti qu'on tramait un Soulèvement, & comme il avait réellement des Affaires bien plus importantes dans la Vendée, comme il fallait qu'il allât à concaster avec le Gen. Vertueil, qu'il n'avait pas encore vu, comme il avait à faire l'Inspection des Troupes de la Division, & à se faire reconnaître dans les autres Départements, il partit de Nantes dans le mois de

1793
ch. 3.

1801

Juillet. Coustard surnommé L'epule, le Club devint plus tranquille, et quand, dans l'automne le General revint à Nantes, pour lever le Bataillon de la Loire Inferieure, il y fut très-carené, non fit toutes les instances possibles, pour l'engager à y finir; mais il n'eut plus tems, il avait pris d'autres arrangements pour son Ryer, dans un point plus central de ce Commandement très-étendu, & plus rapproché de son Lieutenant General, qui avait souvent besoin de luy.

En partant de Nantes, il y laissait sur son compte deux opinions bien contradictoires. les Jacobins le regardaient comme un Aristocrate déguisé, les Nobles, comme un démocrate inébranlable. Egalement éloigné de ces deux factions, ne méritant aucune de ces deux Denominations factieuses, et étouffé par un Patriotisme sincere, il desirait une Monarchie & une Constitution, & il se résolvait à risquer volontiers pour la Loy & pour le Roy, pourvu que l'un & l'autre ne fussent pas séparés. Quant à la République, il trouvait la France trop étendue, trop riche, trop relâchée dans ses mœurs, pour croire que le Regime pût luy convenir, & il le regardait comme un malheur, & comme la source d'une Anarchie sanguinaire. son opinion ne paraissant, il avait encore que, même en supposant les plus grands succès, à la République Française, même la Paix la plus triomphante, elle ne se soutiendrait pas.

Il se rendit d'abord à la Rochelle où il y passa quelques jours avec son respectable General, qui devint bientôt son ami. ensuite il établit sa Residence à Fontenay le Comte, ou le Pape, Capitale

de la Vendée, il n'y avait pour toute troupe qu'un Escadron, environ 130 hommes, du 16^{ème} Régiment de Cavalerie, commandé par un chef d'Escadron fort sage, nommé Dille, il étudia les mœurs de cette partie du Poitou, & les causes de l'affreux désordre qui y régnait :

L'Assemblée Constituante, auxis d'abord entraînée à elle-tout le bas Clergé, qui gagnait à la Révolution de la considération & un sort plus heureux. mais bientôt, par l'imprudence la plus folle, elle avait amené le Clergé à un serment, par lequel il s'engageait à se soumettre à tous les Décrets de la Constitution faits, ou à faire. le serment était absurde & injuste. il revoltait tous les hommes, de cet Etat, qui avaient, ou de la pudeur, ou de la conscience. les Curés, les plus attachés à la cause de la Liberté, renoncèrent à leurs Places. les Aristocrates, & le haut Clergé profitèrent de cette desertion pour recourir la torche du fanatisme. les législateurs, au lieu de revenir sur leurs Erreurs, crurent devoir soutenir la loi, les Jacobins, l'enchantez de tout ce qui pouvait autoriser les exès, commencèrent une persécution cruelle. le bas Clergé du Poitou était parfaitement composé. des mœurs inéprochables, plus de vertus que de lumières, une simplicité patricienne leur donnaient sur leurs Paroissiens une autorité Paternelle. ils furent remplacés par des Moines, Apôtats, par des Prêtres stérilisés & sans mœurs.

le Paysan Poitevin en bon, simple, très peu éclairé, & très religieux, & même superstitieux. la plupart des Villages refuseront les nouveaux Pasteurs, cachèrent leurs vénérables Curés, & on les voyait s'assembler dans le desert, pour en recevoir les secours

spirituels, tandis que dans les Eglises Paroissiales, le service divin se faisait, la Rayonnette au bout du fusil, on avait point d'autre tant. ces Rassemblements, quoique le prétendu, même le vrai motif de la plus part, ne fût que Religieux, donnait des inquiétudes, quelquefois fondées, aux Corps Administratifs, parce que les Aristocrates, pouvaient les faire servir à des desseins dangereux. On venait solliciter le General d'envoyer des detachemens, pour les diriger. Il prit des Notes sur tous les Prêtres, cachés dans le Département, sur toutes les Nobles qui l'habitaient, ce qui semit à portée de leur dire que deux ou trois de ces Rassemblements, et de protéger sous main les autres, en faisant donner des avis prudents aux Curés de bonne foy, tels étoient en grand nombre. Quand les Administrateurs lui communiquaient leurs craintes sur un Rassemblement, qu'il n'avait été innocent, il ne sortait à cheval avec ses aides de camp, s'y rendait sans escorte, se venait comble de benedictions de ces bonnes gens. pendant tout le temps de sa Residence dans la Vendée, il ne s'y en pas tiré un coup de fusil, son nom mis en prison qu'un Prêtre, Séditieux, dans un cloître un Cœur serré, qu'il s'attachait par l'Evêque de Luçon, qui étoit un homme de bien ainsi que celui de Nantes, tous deux le selon de vers dans ses vœux pacifiques.

Cependant on avait exagéré à l'Assemblée les dangers de cette Inaction Religieuse. de partous les Jacobins grondaient les Rapports, et sollicitaient avec chaleur pour qu'on redoublât la Persecution, et qu'on portât une loy pour la Transportation, ou au moins l'emprisonnement de tous les Prêtres non sermentés. Le Club de Nantes prévit même cette loy, et porta le Département

à en emprisonner une grande quantité qu'on eut bien de la peine à leur faire relâcher.

Les législateurs avant de se rendre à un parti aussi violent, pour se procurer des informations précises, envoyèrent des commissaires dans plusieurs Départements. les deux qui furent choisis pour la Vendée furent Gensonne, Avocat de Bordeaux, & Gallois homme de lettres de Paris. ils étaient pleins d'esprit, de sagacité & de douceur. le Général visita pendant un mois avec eux tout le Département, & leur remit un Mémoire de ses observations. Gensonne fut élu membre de l'Assemblée Nationale, & qui a tant sa part; il fut chargé de rendre compte de cette Mission. Il fondit dans son Rapport tout le Mémoire de Dumoulier, mais il n'osa pas y insérer le Projet de Décret de le Général, qui modifiait le Serment. son Rapport fut sans conclusion. Il y inséra l'Eloge du Général, qui acheva de pacifier le Pays.

C'est cette même Vendée, qui depuis en devenue le foyer d'une Guerre civile barbare, qui n'est plus qu'un monceau de cendres & de ruines, & dont les bons Habitans méritaient un plus heureux sort. un seul homme sage eût pu contenir ce Pays, que le Général quitta avec regret. il fit pendant l'Hiver son séjour à Niort, Capitale du Département de Deux Sèvres. ce Peuple était bon, il y était aimé, il occupait dans le Château un Appartement agréable.

Il y avait un Club, moins ardent que celui de Nantes, il en fut pendant pendant un Mois, & il répéta sur le Club l'expérience qu'il avait faite autrefois avec succès sur l'Académie de Cherboug.

Il occupa de Travaux réunis, les des Objets utiles comme Projets de chemins & de Canaux, amélioration des Poudres, recherche du Salpêtre, Etablissements de Charité. Ces Occupations utiles, l'empêchaient de s'abandonner à la jougnerie, qui rendait les autres Clubs dangereux. Il pana ainsi la fin de l'année 1791, 18e mois de l'année de l'année suivante, dans les douceurs del étude & de l'amitié. c'en le seul temps de tranquillité dont il ait joui depuis la fatale Epoque de la Révolution.

La Ville de Niort le pria de s'inscrire lui-même sur le Régistre des Citoyens. Oh, bons Niortais! quelque soit a present votre Opinion sur le Gen. Dumouriez, il vous chérit comme ses Concitoyens d'adoption! tous ses vœux sont pour vous! puissem vos Erreurs & les maux qui en resultent cesser bien vite! puissem vos Vertus, qui ne sont qu'obscuries, reparaitre avec éclat! vous êtes dignes d'abandonner & de la liberté, c'est l'abus de l'une qui a détruit l'autre! vous êtes moins coupables, que toute autre Contée de la France, & la Guerre civile vous attendus les plus malheureux des Français. Oh! qu'il se soit content, si, avant de mourir il apprenait que le bonheur & la sagesse sont restés dans Niort!



Chap. 6. Dumouriez Ministre
des Affaires Etrangères.

Il n'est d'indépendance que le Gen. Dumouriez passerait de ce calme, sinon heureux, au moins tranquille, à la vie la plus Orageuse & la plus travaillée. au mois de Janvier 1792 l'émigration des Officiers en Général avait été si considérable qu'il fut fait Lieutenant Général par anticipation, ce qui nécessairement le tirait de la Douce Division. On parlait déjà de Guerre, on s'y préparait. Narbonne avait été pour la Journée des Frontières, pour donner ordre de se mettre en état de défense, on avait formé trois Armées, celle du Nord commandée par le Maréchal de Rochambeau, celle du Nord par le Mar. de Kner, on venait de les décorer toutes deux de cette Dignité, celle du Centre par la Fayette. qu'on avait rappelé de ses Terres, où il s'était retiré, après avoir perdu sa brave Populaire à Paris, par le crédit des Jacobins.

Dumouriez reçut ordre du Ministre de la Guerre de se rendre à Paris. quelques uns de ses amis sollicitèrent aussi le Ministre des Affaires Etrangères, à demander qu'il y vint, ^{on} par lequel voulait qu'il lui donnât des Conseils, dont il avait grand besoin, parce qu'il avait des Talens très médiocres, & que la faiblesse de ses négociations, avait embrouillé les Affaires extérieures, au point de le jeter dans des Embarras inextricables.

Il vint avec grand plaisir son malheureux ami la Bute, qu'il conjura de donner sa démission, sa retraite lui avait peut-être valu la nouvelle Assemblée, excepté les Membres des Départemens, où il venait de commander, & quelques anciens

législateurs, lui était entièrement inconnue. elle fut deux mois à faire très peu de besogne, et la donner les Affaires, ce qui malheureusement donna de la sécurité à la Cour. les Ministres, étaient brouillés entre eux, comme dans les temps, plus tranquilles. Narbonne, Ministre de la Guerre, avait pour ennemi déclaré Bertrand, Ministre de la Marine, qui affichait hautement l'Aristocratie. la Cour penchait pour ce dernier, et Narbonne avait pour lui Brissot, Condorcet et la Gironde, qui à peine arrivés, avaient acquis déjà de la prépondérance, par la supériorité de ses Orateurs.

Genoumé priait à tour de Parti le Gen. Dumouriez depuis son retour de la Vendée, et voulait le voir, ou General d'Armée, ou Ministre. Genoumé eut l'air de lui de mandes des Conseils, mais il était livré aux Lamette, Duport, Beaume et plusieurs autres. Des anciens législateurs, qui ne semblaient se tenir à Paris que pour tourner en Ridicule la nouvelle Assemblée. Il était chef du Club des Feuillants, qui dans l'Assemblée était le parti de l'opposition, hors de l'Assemblée était le parti du Roy contre les Jacobins. Dumouriez, à cette occasion et de l'Armée Présidente avait souvent dit à son ami la Porte : si j'étais le Roy, je me ferais Jacobin pour déjoindre tous les Partis. il y a bien souvent réfléchi depuis, et il pense que s'il n'était le Roy eût pu faire de mieux, car dès lors la base de cette Société eût changé entièrement.

Narbonne accueillit très bien Dumouriez, et lui annonça qu'il était employé à l'Armée d'Alsace sous Luckner, et qu'il irait commander la Division de Besançon. Il accepta, mais il lui

dit, que puisque selon les apparences la Guerre était prochaine, il croyait de voir luy représenter qu'il était à présumer qu'elle deviendrait générale, qu'il ne voyait pas qu'on s'occupât du Midi, qu'on pourrait y être attaqué au dépourvu, qu'il croyait utile de faire un Plan de Défensive pour le Midi, d'y destiner un Général en Chef une Armée.

Narbonne approuva son idée. il se chargea de faire le Plan, il s'enferma trois jours au Dépôt de la Guerre avec un commis, et alla porter le Plan au Ministre. Son but était de se faire donner cette Armée, qu'il regardait comme une ressource extrême, car il craignait que cette législature ne lui parût le mépris qu'on versait sur elle, & que la Nation, trahie & joignée, prît recours à la Guerre Civile; il ne leocha pas à Gensonné & à plusieurs Membres de la Gironde, avec lesquels Gensonné luy avait fait faire connaissance. Il luy montra ses mêmes craintes, & appuyer ses prétentions. à peine avait il donné son Plan à Narbonne, que le Ministre fut renvoyé avec son Antagoniste Bertrand.

De Gravel remplaça Narbonne, il était bon Constitutionnel, jeune sans expérience, & inférieur à la Place par sa santé & sa timidité en affaires. Dumouriez luy remit une copie de son Plan de Défensive du Midi, il fut décidé qu'il serait nommé Commandant en Chef d'une quatrième Armée. Il voyait souvent Lessart, à qui la Porte surtout, conseillait souvent de prendre ses amis. Il avait étudié tous les trois ensemble, mais jamais Lessart n'avait été lié avec les deux Amis.

Dumouriez apprenait tous les jours par le parti de la Gironde, que
quelques Membres, étaient du Comité Diplomatique, que
le Comité surtout Brissot, qui en était le Composé, étaient très
mieux informés des Négociations de l'extérieur, surtout avec la Cour de
Vienne, n'que cette Cour en abusait, pour faire les réponses les plus
insultantes pour la Nation.

Mais il força la Confiance de l'extérieur, et luy fit connaître tout
son danger, celui cy plein de sécurité, luy répondit que la Négocia-
tion allait très bien, & pour le luy prouver, il luy montra la copie
de ses Dépêches à M. de Noailles, Ambassadeur de France à Vienne.
Les réponses de M. de Noailles, une Note qu'il avait fait parvenir
à M. le P.^e de Kaunitz, & la réponse de ce Ministre. Elle était d'une
hauteur insupportable. C'était une Diatribe contre les Jacobins, un
refus formel de regarder le Roy comme libre.

L'étonnement de Dumouriez ne peut se comparer qu'à la
parfaite tranquillité de l'extérieur. le Comité Diplomatique a très
connaissance de ces Pièces, luy dit il. — oui, il les a toutes. — En ce cas
vous êtes perdu, si vous n'allez sur le champ les retirer, luy porter
une Réplique d'un style très ferme & très noble, à l'usage de M. de Kaun-
nitz, & luy promettre de négocier sur ce pied là à l'avenir. — l'extérieur
ne fut point convaincu. Dupe des Feuillants, il se croyait sûr
d'un grand Parti dans l'Assemblée. la chute de Narbonne était
un labeur que le Parti de Brissot avait reçu, il ne doutait pas d'en
triompher en cas d'attaque. au sortir de chez luy, Dumouriez alla
dire à la Porte qu'il regardait l'extérieur comme perdu.

Le lendemain Brissot donna l'extérieur, & porta plusieurs griefs
contre luy. en même tems il demanda que le Ministre fût mandé pour

821 4
 venistien al Anomte de la Negociation de Vienne, qu'il trouvoit,
 dit-il, très coupable, d'après l'examen qu'il en avait fait. C'était un
 Jeudi jour du diner des Ambassadeurs chez le Ministre; Dumourier
 y était invité. le Ministre alla à l'Assemblée le matin, fut les
 Pices, des Hues d'indignation par tirent de tous côtés, même
 du côté Droit, qui l'abandonna. on ordonna l'impression des
 Pices, et la Raport du Comité.

Le sarr regarda en ou l'impression des Pices, comme un bon
 Augure, il parut très satisfait. les Ministres Étrangers, toujours
 Sourdes, lui firent de grands Compliments, Dumourier lui dit
 en particulier: au nom de Dieu, dépêchez vous de faire la démar
 che que je vous ai dite, il en peut être encore tems. Le sarr conti
 nua dans sa sécurité. deux jours après, sur le Raport du tem
 ble Brivot qui n'était jamais plus content que quand il pou
 vait faire du mal, l'Assemblée rendit un Decret d'Arresta
 tion, et le malheureux Le sarr fut conduit à Orléans, d'où il
 n'a été tiré que pour être égorgé à Versailles, avec les autres
 prisoniers, au mois de Septembre de la même année. alors Du
 mourier gardait la chambre pour un gros Rhume.

Le lendemain, 9, ou 10, Mars, à Minuit, le Ministre de la
 Guerre arriva chez lui. Il lui dit que le Roy l'avait choisi pour Ministre
 des Affaires Étrangères, mais à condition qu'il n'acceptera que
 par Interim, parce que Le sarr de vint incessamment avoir des
 Juges, et n'était point criminel, reviendra bientôt d'Orléans
 reprendra ses fonctions. il répond qu'il ne veut du Ministère ni
 par Interim, ni sans Interim, qu'il préfère le commandement

qu'il lui a promis. De Graves insiste, & Dumouriez persiste dans son refus. Louis XVI. de puis la Révolution, s'était fait l'habitude de changer l'ancien du Conseil de lui proposer les Remplacements. De Graves, ministre depuis dix jours, était l'ancien du Conseil. Il était lié avec Pétion & le Parti de la Gironde, & Gensonné avait engagé le Comité Diplomatique à diriger son choix. Les anciens relations de Dumouriez avec le Comte de Broglie & Savary le Mémoire Diplomatique qu'il avait lu aux Jacobins, & dont on fit alors une nouvelle Edition, la conduite prudente dans le Département de la Vendée, engageait la pluralité des Membres de l'Assemblée à désirer qu'on lui donnât cette Place. De Graves en avait parlé au Roy, le Roy à la Porte, qu'il lui avait causé de se nommer.

Le jour suivant Cahier de Genville, Ministre de l'Intérieur, honora d'un livre pur & sage, en qui le Roy avait une juste confiance, vint cherchier de la Part du Roy, pour l'engager à prendre la Place; il le pria de l'exuser auprès de Sa Majesté, & de lui dire, qu'indépendamment de ce qu'il tenoit plus propre au Genre Militaire, il ne prendra jamais le Ministère par Intérim,

« que nos Affaires ont déjà trop de de faiseurs en Pays Étranger,
 « pour que les Cours puissent traiter avec un Ministre Intérimaire.
 « que ce Intérim est une maladresse, contre laquelle l'Assemblée
 « Nationale se levera fortement, qu'on ne pourra en vouloir d'autre
 « acceptée sous cette Condition, cet Intérim compromettra le Roy,
 « qui semblera vouloir prouver qu'il juge que le Désar porte contre

« Son Ministre a été fabriqué injustement, ou au moins très
 « légèrement que bien loin d'ouvrir par là à Lenart le moyen
 « de rentrer dans sa Place, c'est le conduire & infailliblement
 « à sa perte: qu'il en davis luy même que le Desein en précipite
 « parce qu'on auroit dû pour suivre les formes Judiciaires d'un
 « Peuple libre, commencer par le Devoir d'accusation, & entendre
 « Lenart avant de le faire arrêter, ce qui en préjuge le crime:
 « que c'est un motif de plus pour luy de desirer que le Roy choisiss
 « se une autre personne, pour remplir une Place aussi dange
 « reuse.

Cahier de Jerville retourne chez le Roy, & vient luy donner
 Orde d'accepter la Place sans Interim. Il se fit alors par pure
 obéissance, esperant devenir plus utile à sa Patrie & à son
 Roy, mais avec bien du Regret d'abandonner le commandement
 de l'Armée du Nord, qui fut donnée à Montequion, qui en étoit
 très digne, & qui auroit parfaitement rempli telle Place qu'on luy
 auroit donnée, & auroit été véritable homme d'Etat.

Monta au Ministre le 15 Mars au matin, & fut présentée
 au Roy. Il en vint au Conseil du Soir, sans Porte feuille n'ayant
 encore aucune Affaire prête, & il se mit au Courant des formes.
 Le Conseil étoit composé que de trois Ministres, de Graver, Cahier
 de Jerville & Du Moulin. Du Port de Terne avoit donné sa
 Demission, & n'y parut plus. Le Ministre de la Marine & celui des
 Contributions étoient vacants.

Le lendemain le Roy luy accorda une Audiance particulière,

LIII.
ch. 6. ¹⁴² qu'il luy avoit fait demander. on l'avoit fort trompé sur le
caractere de ce Prince qu'on luy avoit peins comme un homme
violent & colere, qui jurait beaucoup, & maltraitait ses flus-
tres. Il doit au contraire luy rendre justice en avouant que pen-
dant trois mois qu'il l'a vu particulièrement, & d'au des cir-
constances très délicates, il l'a toujours trouvé poli, doux, affable
& même très patient.

Ce Prince avoit une grande timidité, qui venait de son
Éducation, & de sa méfiance en luy même. de la difficulté à
parler, un Esprit mediocre, mais juste, le sens pur, le sens droit,
beaucoup de connoissance sur les Arts, l'Histoire & surtout la
Géographie, & une Mémoire étonnante. Il avoit le caractere
un faible, & cependant une grande fermeté, qu'on pourrais
plustot appeler une grande Résignation. Dès lors il a parlé plus
ieurs fois à l'ouvrier de la mort, comme d'un événement qu'il
prévoyait, & il en parlait avec le plus grand sang froid.

On scapelle le trait du jour où il fut en route par sa mort
& par la Canaille de Paris, où on luy mit le bonnet rouge sur la
Tête. Il prit la main d'un Grenadier de la Garde Nationale, &
luy porta sur son cœur, il luy dit: tenez mon cœur bat plus
fort qu'à l'ordinaire. il était bon, & cependant peu susceptible
de regrets, & encore moins d'attachement, excepté pour la Reine.
En tout c'était un bon Prince, & s'il eût eu mieux élevé, aurait
été un des nos meilleurs Rois.

Dumouriez en labourant, luy dit: « Sire l'ordre que vous
m'avez donné d'accepter la Place, que j'avois refusée, me persuade

126. Que Votre Majesté en revienne des Préventions qu'on lui a fait
" donner contre moi. — oui entièrement. — he bien, Sire, je me
" devoie à Votre service, mais le Place du Ministre non plus la
" même qu'autrefois; sans cesse d'un zèle de V. M.,
" je suis homme de la Nation, je vous parlerai toujours le
" langage de la liberté & de la Constitution. Renfermé dans mes
" fonctions, je ne vous ferai point ma Cour, & à cet égard je rom
" prai toutes les étiquettes pour mieux vous servir. Je ne travail
" lerai qu'avec vous, ou au Conseil, presque tout votre Corps
" Diplomatique en Contre-Revolutionnaire ouvertement, on
" me pressera de vous engager à le changer, je contrarierai vos
" vœux, dans les choix, je vous proposerai des Sujets que vous ne con
" naitrez pas, d'autres d'autres qui vous mépriseront. quand votre Rep
" ublicanisme sera trop fort, & motivé comme vous êtes le Maître.
" j'écarterai; mais si un jour vous suggérez par vos Entours, visible
" ment, nous le cas de vous compromettre, alors je vous supplierai
" ou de me laisser le maître, ou de me donner un Successeur, penser
" aux d'auy terribles qui assiègent votre Trône: il faut le soutenir
" par la confiance publique, c'est une Conquête à faire, Sire, celle
" dépend de vous, j'y fais ce matin le Plan de quatre Dépêches imp
" ortantes, j'les apporte au premier Conseil, elles ne ressemblent
" en rien, ni pour les Principes, ni pour le Style, à celles de mes Prédé
" cesseurs, parce qu'elles doivent convenir aux circonstances: sinon
" j'avais vous agréé, j'en continuais, sinon, j'en aurais toujours mes
" Equipages tout prêts, pour aller servir ma Patrie, & vous dans les

leur sens de plus grande tranquillité, parlaient souvent avec une liberté injurieuse des Courois des Nations, non seulement dans leurs nombreux Papiers, mais souvent dans leur Parlement, et même dans leurs chambre des Pairs. Il disait que jamais on ne s'était avisé de déclarer la guerre à l'Angleterre, ou ce qui revenait au même, la sequestre du grand Corps Politique pour les législateurs, qui n'étaient point la faute du Gouvernement, ni de la Nation, qui ne pourraient jamais en être responsables. En fin il demandait la Paix sans faiblesse au nom d'une Nation libre dont le Roy était le Représentant Héritaire.

Ces dépêches plurent beaucoup au Roy, qui dit en riant, jamais montré rien de pareil. Cahier de Serville lui dit: Sire, voilà comment les Ministres doivent toujours parler, mais au nom de V. M. les papiers étaient tous précédés des Dépêches particulières de la même sorte.

Ce fut à ce Conseil que de Graves lui proposa quatre nouveaux Ministres, puisque malgré les instances du Roy, celles de son Collègue, Cahier de Serville, voulut absolument quitter, ayant la santé une très faible santé. Le Roy agréa le choix, mais comme il avait été fait, de Graves était chargé comme le premier du Conseil de présenter au Roy des sujets pour les Ministres. Il les connaissait très peu, d'ailleurs il n'en avait pas encore moins, il était rare la plupart d'eux, que l'un ou l'autre aurait pu être choisi, étaient ennemis ou faibles Révolutionnaires, de ce qu'il y avait de hommes nouveaux, que la Révolution aurait pu produire, ils avaient opposé l'habitude de ce nouveau Monde, pour s'en tenir à l'ancien. L'ordonnance

Redevenus à la tête d'un de la Municipalité, d'un de
Départemens de Paris, ces deux hommes, Dumas, Dondore
à quelques autres membres parisiens, leurs parureurs les plus
propres à les éclairer sur leur choix. Ils se consultèrent, & qui
diminuaient leurs moyens, ce que d'après son Dénouement de l'Assemblée
Constituante, aucun de ses Membres ne pouvait posséder
aucun Emploi public, que deux eussent à la signature : sa-
voir il, n'aurait pu passer en barrière.

Dumouriez ne presenta qu'un seul point pour le Ministère
de la Marine, qui paraissait le plus difficile à donner. C'était
la Côte Commisnaire Ordonnateur de la Marine. Il se sou-
vint qu'étant jadis prisonnier, comme il avait donné sa démission
au Ministère de la Guerre, plutôt que de participer à une inces-
sante affaire, bien loin de nuire à la Côte, quoiqu'il en
eût été la Corde, lui avait valu la Place de Député de
la Côte. Il était grand travailleur, avec une expérience
propre, un grand courage. Il ne pouvait à toute époque, un
travailleur éloquent. Le Roy l'a pris en main en amitié, la
même en place malade lui. Il a paru quitter à regret. Il
se sent qu'il Dumouriez proposa de lui choisir de graves & consen-
tir les. On delai, rendre en justice à la Côte, qui se soumit à
Paris, n'est pas le premier de la Côte.

Quant aux autres la Côte, après avoir vu que les
Dumouriez n'avaient pu passer à la Capitale, qu'il
avait été le Ministère de la Justice proposa un Dumas.
Dondoreux qui avait de la Réputation d'apôtre d'Oranien.

Il était un homme assez étourdi, mais droit & bon citoyen, mais faible & lent. Il fut précédemment auprès de Nariva au bout de quinze jours.

Pour Ministre des contributions, on proposa Clavier, homme de beaucoup d'esprit pareux, ou Mlle. & Prinos, qui avait été lié intimement avec Mirakau, le Savant & l'Evêque d'Autun, qui avait fait un Mémoire très connu & très bon sur la Finance. Il fut agréé.

Pour Ministre des finances on choisit Rolland, qui sous l'ancien Régime avait été long-temps Inspecteur du Commerce & des Manufactures & qui était homme pas de son bon Cœur sage sur ces Partis.

Le Conseil se liait à donc compléter & il était fort bien composé. Chacun de ces hommes avait de l'esprit & de l'expérience dans sa partie, & était vaillant, & n'était pas sans de très bons moeurs & d'efforts, ou plutôt moins sujets aux Passions, & leur foi & leur conscience leur faisait du Royaume. La Cour & les Papes & les Ministres placés ensemble beaucoup sur le Ministre. Rolland ressemblait à Plutarque, ou à un Quaker d'indianisme. Des cheveux plats & blancs, avec peu de poil, un habit noir, des souliers avec de nombreux au lieu de boucles, le front regardant comme le Rhinocéros. Il avait cependant une figure d'écaille & d'agréable.

On les appelait les Ministres Sans-Jalousie. On leur donnait un nom, & à Democrite, que c'était le surnom qu'on leur avait donné. On les appelait aussi les hommes, sans d'efforts. On les appelait aussi les hommes, sans d'efforts.

1781
VIII.
ch. 6. Des hommes. les Papiers de la jour ne le designait ni jamais que
sous le nom du Ministre Bonnet rouge, par lequel, par un
malentendu, il avait été obligé de se coiffer de ce bonnet à une
séance des Jacobins le lendemain de son entrée au Ministère
le fait est que depuis cette séance du Bonnet rouge, il n'y en
jamais tant ^{qu'une fois} ~~au retour de la page~~
destruimus. ~~les papiers de la jour ne le designait ni jamais que~~

Quant à l'appellation de Sans Culottes, il est qu'elle
n'a que les Parisiens l'ont inventée. elle a été d'abord
bien plus terrible que celle des Jurex des Paysans. J'en ai
remarqué que presque toutes les Sobriquets & factions sont vils,
isque cependant ces presque toujours la faction supérieure en
dignité qui les invente, pour exprimer son mépris. il en a
remarqué aussi qu'elle en presque toujours dans les
s'inspirent.

Ce Ministère fut qualifié, en apparence, avec plus de raison
mais cependant avec aussi peu de suite, d'être Jacobin. La Roche,
de Glave, ni Durantou, n'ont jamais été de cette Société. Dum
ourier, Rolland & Clavière, étaient trois hommes studieux
et sages, vivants dans leur ménage, amis de la vérité & de la raison
aux séances de cette Société pour leurs entrées au Ministère,
jamais l'un, la regardant comme un Amas de danger.
reux, qu'il fallait ou étouffer, ou endormir pour la rendre
moins nuisible. Les Girondins pensaient comme eux & des
plus sincères amants d'un Ministère. Donc tous les Membres
avaient par leur scrutin, ils attaquaient & repoussaient,
trop imprudemment, les mêmes Jacobins, qui par là ils ont

Ch. 6. rendus plus furieux & plus puissants, & qui ont fini par
 les égorger, avec le poignard du Republicanisme, que les
 Girondistes avaient acquis & remis dans leurs mains
 barbares.

Damouvié doit expliquer cette contradiction qui
 sautera aux yeux de ses lecteurs, surtout de ceux qui le
 lisant avec des préjugés défavorables, chercheront à lui trou-
 ver des torts. Hannonie dans tout le cours de ses Mémoires
 qui n'a jamais été d'aucune faction, & cependant le voir
 porte au Ministère par les Girondistes, faire passer le spirit
 de ses Collègues par le scrutin des Girondistes, prenant de
 leur main un des nœuds pour un Département, les consul-
 tants sur le choix de ses collègues, des Ministres en pourtran-
 gées. Il ne faut pour détruire cette contradiction que rapel-
 ler les Époques.

C'est le 26 Février 1792 qu'il en arrive à Paris,
 il en entre au Ministère le 15 Mars. L'Assemblée n'existe que
 depuis le mois d'Octobre précédent, & n'avait pas encore fixé
 sa Politique, ses Intrigues, & ses Factions. Elle était courue de
 séduites par les anciens Constitutionnels, chefs du Club des Brui-
 laux, qui croyaient en la perdant se faire rapeller & établir le
 Système des deux Chambres, à l'instar de l'Angleterre. Ce
 Parti formait le côté droit de l'Assemblée. tout le reste, Jacobins,
 Girondistes, Impartiaux, ne formaient alors qu'un Corps, pour
 résister à cette grande attaque. Il n'y avait pas encore de Giron-
 diste, proprement dite.

Dumouriez en arrivant au Ministère convaincant les
Chefs des Feuillants, pour des Intrigues, temeraires & légers
N'était ni opposé au Système des deux Chambres, ni parti du
de ce Système, pourvu que la Monarchie fût appuyée d'une
Constitution Solide, peu lui importait laquelle. mais se
méfiait ~~de~~ des mesures de cette faction; il craignait que
si elle venait à détruire l'Assemblée, elle ne parvint
par à en recomposer une autre. & que le Despotisme ne
s'en devoit tous les Partis, dont il ne voyait la fin. il indi-
cavit d'ordonner la Gironde, pour pas commettre une faction
mais, comme la pitié de l'Assemblée Nationale.

De graves & la Gironde se pensaient comme lui. le premier se
retira, le second luita piteux. luy porta la Gironde devenue fac-
tion Tyrannique, pour soutenir l'Indépendance du Pouvoir
exécutif, & de lors des fureurs en butte à toute sa rage. surtout
Dumouriez qui d'abord l'avait avérée, ensuite domastique.
Il n'y a jamais eu dans le Ministère que deux Membres, d'a-
bord qui furent vraiment Girondins, Clavière & Lamoignon
suite de Lamoignon qui remplaça de graves le fut aussi mais Lamo-
ignon, La Fayette & même le bon Danton furent toujours
indiscrets. ce dernier même ~~l'Assemblée~~ depuis à tel point qu'il
le le força de retourner à Bordeaux d'où il l'avait appelé
parce que sans nuire à son Patriotisme, il avait montré sa
l'Assemblée à Louis XVI, qui l'aimait aussi.

Dumouriez, à son entrée dans le Ministère, fit haïr l'As-
-semblée la faction de la Gironde au Roy, il en parla à la Poutte,

+ à la faction,

ch. 6. qui voyait moins d'obstacles & avec précaution. le Prince
aurait bien fait de se les attacher, au lieu de se lesiger, com-
me, par les feuilles, qui l'ont perdu.

C'est cette démarche qui produisit la lettre au Roy de
Gensonne, Leignaud & Guadet, qui est un des delits, qu'on
leur reproche. à cette époque le Roy se serait consulté par
une Assemblée entière, même les Jacobins, le Gouverne-
ment aurait tenu un peu de force, & les circonstances
auraient amené le reste. le mauvais Genie de la France a
rompu toutes ces mesures, pour perdre la Famille Royale & les
Sévillans & les Girondins, & pour faire triompher des scélérats.

Voilà le point venant. la Serie des faits, qu'on va lire. en
donnera une preuve complète. Dumouriez n'a jamais eu
envisagé qu'un objet, c'était d'unir deux manières indissolubles
le Roy & la Nation par la Constitution. hors d'ici il n'y avait
aucune autre senourie de salut pour la Patrie. donc il a per-
vu au danger.

Tous les membres de son Ministère, & surtout le Président
de l'Assemblée pour demander un secours de six Millions,
pour les dépenses de sa lettre de son département. ont écrit
leurs adresses Prédecesseurs, par lequel la Nature de ces dépenses
ne pouvant pas admettre une reddition de Comptes de détail
à public, son emploi pouvait être dangereux. les feuilles
de côté droit se sont levés contre cette demande. disant
que les argens serviraient à soudoyer les Jacobins, & serait
passage entre eux qui leur ont fait le Ministère leur achar-
nement la jeter ni en compte. N'avait annoncé que si on ne

LW.
Ch. 6

LW. III.
Ch. 6.

l'aluy auroit pas, il ne prendrait pas la place. Je fus de cet avis que le Ministre des Affaires Etrangères aurait à sa disposition une Somme de Six Millions pour les dépenses secrètes de son Département, pour il ne serait tenu à rendre aucun compte. Il reçut le Décret sans le lire, & la Somme ou verra reparaitre cette Affaire.

Pétion était alors Maire de Paris, il cachait sous un habit d'homme sage, mais avec froidement méchant. D'un amour le reconnaissait peu, luy voyait un grand crédit, & voulait se concilier avec le Roy, pour diminuer les dangers & les Désagrémens de ce Prince. Pétion n'avait aucun fond, pour conduire la Police de Paris, il fit demander par les Girondins, par les Ministres, & par tout demander luy même, qu'on luy attribuat trente mille livres par mois pour solder la Police.

Avant d'accorder cette demande, qu'il n'aurait justifié au Suprême, comme on le luy promit, que ces argens seraient employés à dépester les Agitateurs du Peuple, à découvrir les complots des Agents étrangers, & à assurer la tranquillité de Paris, & alla le proposer au Roy, qui courrait nous mieux que luy le Maire de Paris, luy dit: Pétion en mon ennemi vous verrez qu'il emploiera cet argent à faire faire des écrits contre moy mais si vous le voyez utile, accordez le. Le Ministre crut que ce Prince évitait des Préventions, il lui dit qu'il regarderait le refus de cette Somme comme une Déclaration de soupçons & d'animosité, qui en ferait un ennemi sans ménagement, qu'il voyait prudence d'accorder un secours demandé sur des motifs sages, que le Maire même le tenoit de rapprochement;

qu'en tout car la somme était trop modique, pour que l'abus en
fut bien nuisible. Louis consentit. le Ministre fit porter la
somme à Pétion, ayant reconnu que le Roy avait eu raison,
il n'a payé qu'une fois.

Le Bureau des Affaires Etrangères, & les Ministres en Pays
Etrangers étaient très comme Revolutionnaires. les Ministres
des Pédicuteurs, plus Courtisans qu'hommes d'Etat, qu'au-
cun plus occupés d'intiniques que des Affaires de la France.
qui depuis la disgrâce de Du de Choiseul, avait perdu son
Influence en Pays Etranger, qu'elle avait paru reprendre
un moment sous M. de Vergennes, pour retomber dans
l'avilissement sous l'Archevêque Brienne.

La France malgré sa grande Existence, était devenue
dans l'Etat Politique de l'Europe une Puissance, tout au plus,
du second Ordre. la Revolution, & les mouvements des Emigrés
avaient achevé de l'anéantir, elle était alors comme
effacée du Tableau Politique. Il fallait pour lui rendre sa
considération, changer tous ses Agents, & en adapter d'autres,
qui fussent propres à soutenir avec dignité le système consti-
tutionnel.

Il nomma par le Réponse de ses Bureaux, deux anciens
Premiers hommes, Gerard de Resmes & de Henin, conduisaient
ce Département, & faisaient signer aux Ministres des Dép-
êches, toutes faites. Ils demandèrent leur Retraite, & eurent pour
prévenir les Intentions du nouveau Ministre. Il partagea
leur Département en six Bureaux. il nomma un Direc-
teur General. il se créa un Secretariat particulier, se rés-
ervant

toutes les grandes Dépêches. pour le choix des Sujets nouveaux, consulta les Membres les plus éclairés de l'Assemblée, mais deux ou trois Jacobins, pieux qui s'y glorifiaient, le choix fut bon. les bons d'instinct se crurent sur celui qu'il avait fait de Bonnel (arrivé pour Directeur Général).

Celui-ci n'était d'aucune faction. sa jeunesse avait été pétulante, il avait été joueur & homme de plaisir, ce qui avait jeté un mauvais vernis sur son moral. Intimement lié avec Mirabeau, il avait obtenu par lui la Place de Ministre de France à Liège. S'adressant à un des Jacobins, qui aut été sage de cette Société. il en connaissait tous les Mystères. Il était très fidèle en attachement, très actif, connaissait tout Paris, toutes les factions, tous les Députés de l'Assemblée & la Cour. Il était avec cela singulièrement laborieux, il avait fait un travail facile & une grande carte, & pendant trois mois qu'il a été avec Dumouriez, il a été de la plus grande utilité. Il a été très net sur sa comptabilité, dans laquelle les ennemis les nombreux, & les déchaînés, n'ont pas pu trouver la moindre attaque fondée à lui faire. Il était d'ailleurs infatigable & une Société aussi agitée que sienne enfin il convenait. On lui a la place qu'il a remplie avec une grande docilité & très utilement.

Ordonne la sûreté Politique dans ses Bureaux, le ministre y établit par cette Réforme une grande Économie. il commença par lui-même. les Appointements étaient de cent six quante Mille livres, il les réduisit à cent vingt, en ~~don~~ attribuant

— buant

aux Commis Subalternes des Appointements, plus fort, & plus
nomme, pour pouvoir en exiger plus dans l'avenir. Ad travail,
il établit une Economie de cent trente mille livres sur ses seuls
Bureaux. Il porta les deux Tableaux comparatifs au Roy, qui
en fut très content, parceque cela étoit dans ses principes. Il
remisit les deux mêmes Tableaux au Comte Diplomatique
pour fixer irrévocablement le sort de ses Bureaux, & l'usage en
approuvé.

Hexamino les Pensions les fonds des Affaires Etrangères
ne montaient qu'à cinq cent mille livres par mois, dont la
moitié, savoir de la moitié de compte, étoit destinée aux
Appointements des Ministres, en Cour Etrangère, des Commis
à l'étranger, les employés à l'étranger, & aux Pensions à l'étranger.
Les autres étoient destinées à l'entretien des Bureaux, & à
l'entretien des autres. L'autre moitié des Comptables qu'il
avoit, & qui étoit nommée les Pensions.

On avoit chargé d'entretenir, moitié pour la Cour, & moitié
pour la Pénitence pour les grands Seigneurs, pour les Etrangers, &
pour les services secrets, comme l'espionnage, & pour le service
des Postes, on avoit pour l'abus de l'ouverture des lettres, il
en étoit peine de prouver une liste exacte de ces Pensions
anciennes, qui ne se montaient pas, mais qui tout cela en-
touroient leurs Bureaux sur des anciens Bords des Ministres
présentés. Il étoit cette Ruse, & les censes & les paiements
jusqu'à ce qu'on eut présenté à la vérification les Titres des
Pensions. Alors il fit voir l'état de toutes les Pensions.

Puis les anciens Seigneurs étoient les plus mal-
payés, il fit solder les Arriérés, si même donné de nouvel
— les

Neft donner une Liste de des Noies de tous les Sujets que le Comité Diplomatique luy proposa, il luy ajouta que quatre Sujets, anciens Negociateurs, qu'il connaissait par un autre em, ou a cinquiesme, qui sans avoir couru cette Carriere etait un homme très instruit. c'est a dire le cher. de Taulei, Chateauneuf Boulouin Emmanuel de Maulde neveu du Maréchal d'Armentières, Naillue de Mousgues. Il porta la Liste au Roy, il luy dit que quoiqu'il prenne par le Comité Diplomatique de renouvelles tous les Ministres, il ne luy proposait pas de faire le changement tous à coup, mais peu à peu, & selon que la necesité de l'Negociations l'indiquerait, & qui luy donnerait le tems de prendre des Instructions sur les principes & les Talens de Sujets contenus dans cette Liste, qui a l'exception de cinq, il en connaissait aucun.

Qu'en outre, parmi les Ministres actuellement employez il fallait distinguer trois Classes. 1^o de ceux, qui ayant affiché hautement des Sentimens Contre Revolutionnaires, devaient être sur le champ rapelles; 2^o de ceux, qui se sont conduit modérément, pourvu qu'ils n'ont pas avec la précaution de les changer de Residence, ce qui seroit pour eux un Avantage, parce qu'en vertu de leur ancienne eté ils passeraient à des Residences plus importantes; 3^o en fin de ceux, auxquels le Ministre prenait un Intérêt particulier, qu'il luy promettoit de conserver, pourvu qu'ils ne fussent pas dans des Residences trop importantes, en cas qu'ils fussent de la première Classe. Le Roy trouva toutes ces Propositions

raisonnable, & luy suit que de son attention, il excepta de la
Reforme generale, dinger avec prudence & sagement, que
M^r. De Dunfort Ambassadeur à Venise, & de Châlons Amb
-assadeur en Portugal.

Le Ministre crut devoir un peu s'écarter de la grande
latitude que le Roy luy avoit laissée pour cette Nomination.
Il tenait dans le systême qu'il avoit établi dans son Mem
oire Diplomatique de prodigier très peu de M^{rs} Ambas
sadeurs, & de les remplacer autant qu'il pourroit par des
Ministres Plénipotentiaires. la circonstance favorisait ce
Systême.

Il vouloit aussi diminuer le nombre des P^{tes}. Rési
-dentes. sans objet utile, comme Liège, les Princes particuliers
d'Allemagne, l'Autriche etc. Il vouloit se tenir des Ambassa
-deurs qu'à Vienne, Londres, dans les cours de Sardaigne, de Venise
en Sicile & à la Porte. partout ailleurs il vouloit établir des
Ministres Plénipotentiaires. Quant aux petites Cours il les
renvoyoit aux grandes Ambassades, & ne vouloit y pla
quer d'attachés d'Affaires, sous le nom de Secrétaires de Légation;
le Ministre de la France n'ayant de Suppléants confirmés
encore dans ce Plan. ses Places inférieures & pour ainsi dire, am
bulantes, étoient des Ecoles par où l'on venoit passer les jeunes
Diplomatiques, pour en former un plus grand nombre
à l'usage de la France.

D'après le Plan, il fit porter au Roy la Promotion d'un Ministre
De Maulde fut nommé Ministre Plénipotentiaire à la Haye,

à la Place de Gouverneur, fils de la Tour du Pin, & y devant. Ministre
de la Guerre. Barthélémy ancien négociateur, qui résidoit comme
chargé d'affaires à Londres, Ambassadeur en Suède à la Place de
M^{re} de Verac. Verinaud. Ministre en Suède. Vétray. Ministre
Plénipotentiaire à Dresde, passa dans la même qualité en
Danemarck, à la Place du Baron de la Houze devenu hebreu.
par Appétit. Le fils du Gen. Montequion remplaça Vibron
à Dresde. Naconit, fils de la Dame de ce nom, qui avoit été
Sous-Gouvernante du Roy & de ses frères, passa à Stuttgart. Am-
bassadeur à Naples, & fut remplacé à Stuttgart par. Naconnaud
beau-père de M^{re} de la Tour-Maubourg. Caillard, ancien négocia-
teur. Ministre Plénipotentiaire à Ratisbonne. Danigny à
Munich, il avoit été nommé par leant. Chateaufort remplacé
à Genève. Castelnu, qui étoit l'agent public des Princes. Villan à
Mayence. De Pons à Cologne, à la place de. Maubour. Comme on
a mis à l'usage depuis longtemps, que Talleyrand, ancien Evêque
de Autun, n'ait négocié en Angleterre, comme il avoit beaucoup
de talent, mais qu'on en a gâté, pour lui donner un caractère
public, par le Dénouement des Membres de l'Assemblée Constitu-
tionnelle, le Ministre lui donna pour Pécuniaire le jeune, haut &
fils de son ancien Général d'armée, auquel il vouloit amener son
Fils, après l'expiration des deux ans de Dénouement au bout duquel
Tenue, Talleyrand devoit de plus, le caractère d'Ambassadeur.

Cette Promotion étoit sage. la plupart des Sujets, étoient pris
dans les anciens Diplomatiques. & étoient tous connus du Roy.
Il n'y avoit qu'un seul Jacobin, qui étoit un homme d'esprit, & qui

il choisit dans la liste une grande quantité de
Sujets, pour Secrétaire, d' Ambassade. leurs Places, étaient armo-
nables & sans conséquence. Il fit luy même une instruction pour
chacun des Ministres, afin que le Système de Negotiation
fût uniforme, & pour le dégager de toutes les intrigues, & les
Peculiarités Diplomatiques. Il laissa en place les autres Ministres
près les juges, avant de prendre un parti sur leur compte.

La vie fut, pendant les trois mois de son Ministère, la plus
penible & la plus malheureuse possible. Il commençait à cinq
heures du matin dans son Cabinet. à six heures, Bonnet (en cri-
nant) travaillait avec luy. à onze heures, commençait les
Rendez-vous, ou les Audiences, qui lui faisaient perdre de
temps. à quatre heures, il se mettait à table. à cinq & demi il
rentrait dans son Cabinet, il en sortait à minuit pour souper,
se couchait à une heure du matin. le Soir de Conseil ou de
séance venait à l'Assemblée ou au Comité Diplomatique,
il paraissait qu'une variété en ou plus embarrassante. joignes
à cela les Intrigues, les Rixes, les Pamphlets, les Calomnies, les
Circulaires, même aux quels il fut en butte pendant les espars
de ses notes, hommes ambitieux, desir d'être Ministres, le
Peuple en Révolution, & de plus par des Cabales, se brisant une
contre l'autre, comme les vagues d'une mer agitée par une violente
Tempête!

Le Roy commençait à paraître prendre confiance en luy, &
lui disait que de la France, avec laquelle il voyait redoubter une

lequel se passait dans son ^{intérieur}, pour il n'était que trop bien
instruit de la plupart des Domestiques de ce malheureux Roy
étaient ses Ennemis & ses Espions. ce n'est qu'il fit un jour au Gen.
Montesquieu son mauvais dit que d'aujourd'hui et ait une mau-
vaise Jée, il n'en eut que de bons Conseils. Plus à l'écouillet
les cœurs tous suivis. Un jour le Prince lui dit, que la Reine voulait
avoir une Conférence particulière avec lui. Il en fut très fâché
par ce que c'était une démarche inutile, qui pourrait être mal
interprétée par tous les Partis. Il fallut obéir, il vint s'asseoir de
Descendre chez la Reine, une heure avant le conseil. il prit la
précaution d'y apporter une demi-neuve sur le Rindor, dans
crainte, afin qu'il vint moins longuement. Il avait été présentée à
cette Princesse le jour de sa Nomination et elle lui avait fait un dis-
cours très vague & très court pour l'engager à bien servir le Roy
il y avait répondu respectueusement & vaguement & ne l'avait
pas revue depuis.

Introduit dans le Harem de la Reine, il la trouva seule
tristement se promenant à grands pas, avec une agitation, qui
présageait une explosion terrible. Elle se porta vers lui
à la fin, douloureusement affecté du sort malheureux
de cette Princesse & de ses vaines terreurs, quelle éprouvait. Elle
vint à lui d'un air haïssable ^{irrité} & lui dit: Monsieur
vous êtes tout puissant en ce moment, mais en parlez-vous
du Peuple, qui brise bien vite ses fers. votre existence dépend de
votre conduite. on dit que vous avez beaucoup de Talens, vous

Podez juger, que ni le Roy, ni le Roy ne pouvons souffrir toutes ces
nouveauces, ni la Constitution, i vous ied edare presche-
ment prenez votre Parti.

Muy repondit: Madame, je suis de cote de la penible sonfi-
-dence que vous, & me faire V. M. ne la trahiray pas: mais je
suis entre le Roy & la Nation, j'ay partieu à ma Patrie, permet-
tez moy de vous representer, que le salut du Roy le vole celuy de
vostre honneur & sans, on attache à la Constitution, ainsi que le
Retablissement de son Autorité Legitime: je vous servirais mal
d'un autre, si je ne parlais differement. vous êtes tous deux
entourez d'ennemis, qui vous sacrifient à leur propre Intere: la
Constitution, ni une, brieve en enuigues, bien loin de faire le
malheur du Roy, sera sa felicité & sa gloire, il faut qu'il conuierne
à sa quelle s'établisse solidement & profondement. ... Je fortuné
Reine & noquée de ce qu'il lieu, laissez, & ces, les dit en haussant
la voix avec colere. cela ne durera pas, prenez garde à vous.

Monsieur repondit avec une prompte modesté. Madame
j'ay plus de cinquante ans, ma vie a été traversée de bien des
perils & en prenant le Ministère, j'ay bien reflechi que la Repu-
-blicité n'est pas le plus grand de mes dangers. ... Je ne manquai
plus, s'en irait elle avec douleur, que de me saluer. vous se m
blez croire que je suis capable de vous faire à ma misere. & de larmes
coulerent de ses yeux.

agiti aussin qu'elle même. Dieu me preserve, dit il de
vous faire une aussi cruelle injure. le caractère de V. M. en grand

112.
noble, elle en a donné des preuves héroïques, qui jay admirées, & qui
m'ont attirée à elle. Dans le moment elle s'écroula, & se précipita
de lui & s'appuya sur son bras. Je continua: voyez moy, Madame,
je n'ai aucun Intérêt à vous tromper, j'abhorre tout ce que vous,
l'humanité & les cœurs voyez moi j'ay de l'espérance, je suis ~~ma~~
père que V. M. pour juger le événement, ce n'est pas un mouve-
ment populaire momentané, comme vous semble le croire.
C'est l'insurrection, presque universelle, d'une grande Nation contre
des abus invétérés. & de grandes factions attisent ces incendies, il y
a dans toutes, des dévoués & des frons. Je ne vois que dans la Révolution
que le Roy & la Nation entière; tout ce qui tend à les séparer, con-
duit à leur ruine mutuelle; je travaille autant qu'il se peut
à les réunir, c'est à vous à m'aider. Si je suis un obstacle à vos
desseins, si vous y persistez, Dieux mon, je porte sur le champ ma
Démission au Roy, & je vais gémir dans un coin des bois de
ma Patrie & sur le votre.

La fin de cette conversation établit entièrement la confiance
de la Reine. Ils parcoururent ensemble les divers Factions, il luy
citta des fautes & des crimes de toutes; il luy prouva quelle était
trahie dans son Intérieur; il luy cita des Propos tenus dans la
Confiance la plus intime. Cette finance luy parut à la fin
entièrement convaincue. Il fut obligé de luy montrer à la
pendule que l'heure du Conseil était sonnée. Elle se leva, &
avec un air si vain & si fielle. Elle était de bonne joy, mais les
entours & les horribles cris de ses filles de. Hérat & de la. obins la
replongèrent bientôt dans ses funestes Réflexions.

Un autre jour, elle lui dit devant le Roy, vous me voyez
 désolée, je n'ose pas me mettre à la fenêtre du côté du jardin.
 hier au soir pour prendre l'air, j'en suis montée à la fenêtre
 de la Cour, un canonier de garde m'a apostrophée d'une inju-
 re grossière, en ajoutant que j'aurais le plaisir d'voir
 la tête au bout de ma Bayonette. Dans les affreux jardins
 d'enclos on voit un homme monter sur une chaise haute
 à haute voix des horreurs contre nous; d'un autre côté un
 militaire, ou un Abbé, qu'on traîne dans un bûcher, en la-
 cablant d'injures & de coups, pendant ce temps là d'autres jouent
 au ballon, ou se promènent tranquillement quel séjour, quel
 temple! Elle n'avait que l'oppression. Demouriez était constam-
 ment soupçonné d'être tout à sa réponse, mais il s'en venait toujours
 à conseiller la Reunion la mieux cimentée avec la tremblée
 Nationale, puis que toute autre Revue était perdue, car il
 se voyait regardé la Contre-Revolution comme impossible. Elle
 aurait pu le faire, si les Princes n'étaient pas sortis ou si alors ils
 étaient rentrés, si la Noblesse eût repris partout ses portes, & si
 on eût joint à cela un Plan sage, mais encore que de Dange!

Il ne cessait d'être plongé dans les réflexions les plus sérieuses, de-
 puis à ce noble confidence que la Reine lui avait faite, ne la-
 cessant que très rarement dans la Chambre du Roy, quand un
 travail particulier l'y appelait le matin, il était plus inspiré que
 d'habitude par ses démarches de la Cour. Tous les anciens gardes du corps
 étaient avec, j'ai vu des Princes il a vu que la Reine avait fait un ser-
 vice à quelquelqu'un, il avait la porte de la Roy de mettre
 puis il s'en va dans les démarches, & surtout de ne pas laisser

decoirom par leur indifférence, ou celle de leurs Agents qui les
favorisaient cette Emigration. on lui répondit que c'était
des payemens d'ancien gages, & que ceux qui les avaient
touchés n'avaient pas fait confiance de leurs Projets d'émigrer.

On avait composé au Roy une nouvelle Garde Constitu-
tionnelle. la plus part des Officiers avaient quitté leurs Régiments
par le fus du Serment. elle était composée d'un Tiers de soldats
de ligne de deux Tiers de Gardes Nationales, que le Départem^{ts}
avaient choisis eux mêmes, parmi les citoyens le mieux faits, les
plus riches, & les mieux élevés. les Officiers avaient seulement
gagné les anciens Soldats de ligne, qu'ils avaient choisis eux
mêmes; mais comme ils ne pouvaient pas parvenir à les
recruter, ils se jetaient sur les jeunes gens, & l'Etat des Départemens, ils les maltraitaient
leur se qui les obligeait à donner leurs Domaines.

Sous prétexte de les remplacer, on recrutait dans Paris tous
les coupe-jarrets les chevaliers de l'industrie. dans cette ville on
remplait. Il y avait des Bureaux connus pour ce enrôlement,
& par le moyen, cette Garde, au lieu d'être composée constitu-
tionnellement de dix huit cent hommes, était de près de six
mille. & dans ce nombre, il y avait de très faibles gens, qui
par la ruse de quelques Amis, espionnaient leurs chefs, &
rendaient compte de toutes leurs démarches, au Comité de Survei-
llance Publique.

Dumouriez, bien informé, en avait trouvé avec le Roy
quelqu'un qui lui répondit: ah par là, s'ils soupçonnent le Duc de Brissac
d'être un chef de conjures dangereux ils ont bien tort. cependant
les gardes du corps. si ce n'est les Officiers, avaient toujours l'air

Ch. 6.

menaçant, quand ils voyaient au château par les Ministres, les Commissaires de l'Assemblée, quand ils venaient présenter au Roy des Décrets à signer. Ils se tenaient liés avec trois ou quatre Bataillons de Gardes Nationales, qui faisaient le service avec eux, mais ils traitaient les autres avec mépris, par des vilaines des Etiquettes de la vieille Cour, pour leurs charités qui relèvent l'Ordre du Service & les mortifiés, enfin les choses firent pailler au point, que les Soupçons éclatèrent de toute part.

Les Clubs & la Municipalité s'en mêlèrent. L'Assemblée Nationale s'allarma. on dit que dans la Caserne des Gardes du Corps, à l'ancienne Ecole Militaire, il y avait un Drapeau blanc on ajouta qu'il avait été donné par le Roy. Le Peuple des faubourgs voisins de celle Caserne s'assembla, des Officiers. Muni par le mineurs à la tête, demandèrent à entrer, on commen-
-ça par se fuser, les Officiers voulaient se défendre, les Gardes, le qui arrivait toujours, les abandonner eux, on fouilla partout, on ne trouva qu'un petit Drapeau blanc, qu'on dit avoir été sur un gâteau donné à, ou par, le Dauphin, mais on trouva des Chansons & des Hymnes pour le Roy & on le fit
Assemblée Nationale, & quantité de Feuilles injurieuses. alors l'Assemblée cassa mince & pie, non seulement la conduite, mais la composition de ce Corps Elle fit faire un Rapport en l'égale, qui prouva que sa formation était inconstitutionnelle, & elle lança un Décret pour enjoindre au Roy de le casser; en même temps elle ordonna l'Arrestation du Duc de Bourbon.

Le Roy voulut résister au Décret, son Conseil l'engagea à ne pas s'exposer pour le Corps, qui courrait de puis au vilain

De tous on luy appella la catastrophe horrible des cinq & six
Octobre 1789, Dumouriez ne put pas empêcher de luy témoigner
son contentement, de ce qu'il mettait plus de chaleur & d'incertitude
à ce Corps nouveau, qu'à ses anciens Gardes du Corps bien mieux
composés. Enfin le Roy céda, le Corps fut reformé on insinua
pour qu'il en créât un nouveau, en choisissant des Officiers
plus prudents, il ne voucha jamais y consentir. Il en partit
tout, tant pour luy même, quelques fins de ses Projets que par
ce que cela donna matière à de nouveaux soupçons, par le
Caractère infini, que la Cour fit ensuite aux Bataillons de la
Garde Nationale qu'elle avait eue de s'attacher surtout à
celuy de la Fille de St. Thomas, composé de Bauguis de la Rue
Vivienne & autres gens riches, qui avec sacrifice de pitié à la
journée du 10 Août.

C'était à la même Époque que le Ministre insistait
vivement auprès du Roy, pour qu'il engageât ses Frères à
revenir en France. Louis fit cette Demande sans balancer, il
leur envoya le Cher de Cigny, il leur écrivit avec instance
à sa main. Tous fut inutile, ils permirent à rester dans le
Pays de Trévise, & à armer, disaient ils, pour la délivrance. Cette
Obstination en une des principales causes de la Déclaration de
Guerre, qu'on eût pu éviter, s'ils fussent revenus auprès du Roy.
Leur Présence eût peut-être changé la face des Affaires, il pou-
rait y avoir du danger, leur devoir était de s'y exposer, & de
de par augmenter, par leur refus, celui du Roy qu'on soupçon-
nait de connivence avec eux. & qui donnait prise à ces soupçons

ch. 6. par la fuite précédente, & par la conduite douteuse après son retour.

Une autre cause de méfiance contre Louis XVI était la multiplication inextinguible des Chevaliers de St. Louis. Il semblerait depuis son séjour à Paris, que cette Distinction d'Honneur que fut devenue un signe de conjuration. L'abus a avili cet Ordre Militaire jadis respectable & si par impossible l'ancien Régime se rétablissait complètement, ou si un Roy Constitutionnel était autorisé par la Nation à relever cette Décoration des Guerriers, on avait forcé de la recréer par l'impossibilité de la rétablir au même de lui substituer une autre Distinction, car le Croix de St. Louis a perdu toute considération dans l'opinion publique. Certainement il en a été donné plus de six mille dans les deux dernières Années, & sur ce nombre énorme, il n'y en avait pas un dixième de mérités.

On donna dans le Téméraire des motifs propres aux auteurs Suivies de se plaindre. le Régiment de Châteauneuf s'était révolté à Nancy. quarante deux Soldats avaient été tués selon les Loix de leur Nation, condamnés aux galères. & condamnés à celles de Brest par haine pour le Gen. Bouille, qui avait été l'auteur du Projet de la fuite du Roy, & qui précédemment avait châtié les Rebelles de Nancy, par haine contre la Fayette, qui injustement avait soutenu Bouille dans cette affaire les Jacobins regardèrent alors les Rebelles de Nancy comme des victimes du Despotisme, & ils résolurent de délivrer les galériens

Ch. 6. Suisses. En effet, ils ont bien le droit tout au plus de les rendre à leur canton, respectifs, pour en faire ce qu'ils jugeront à propos. Délivrer les Condamnés, c'était insulter les Cantons, attaquer leurs droits Capitulaires de juger leurs Coupables. nous avions déjà assez d'ennemis sans nous attirer sur les bras un Peuple Allié qui se conduisait si gentiment avec nous, & surtout un Peuple Libre & Républicain.

Le Ministre représenta tous les Dangers d'une fautive démarche aussi inexcusable au point de Diplomatique, qui ne vaudrait pas en mêler, non plus que l'Assemblée Nationale, J. G. Dena à Colloredo Habsbourg Comte de Habsbourg juriste, il chercha à le gagner par des espérances de Places. cette fiction avait imaginé qu'on songerait à lui pour elle de Ministre de l'Intérieur, & il avait conservé de la Rancune contre le Ministre des Affaires Etrangères: au lieu de se rendre à ses justes sollicitations, il redoubla d'entêtement. les Jacobins de Paris, fiers venant de Brissot, les Galiciens de Chateaubriand, les promenerent dans un Char de Triomphe, les menèrent à l'Assemblée Nationale, & la ^{Assemblée} ~~Assemblée~~ à sanctionner l'insulte scandaleuse, qu'on fit, nationalement, à une Nation Alliée.

Une seconde affaire vint aggraver les Tors de la France avec le Canton de Berne la fusille du Régiment d'Ernst, qui fut désarmé, & renvoyé d'Alsace un peu par sa faute mais surtout par la mauvaise conduite du Gen. Barbantanne. ces deux affaires donnèrent beaucoup d'embarras à de Gravel & Dumouriez, qui engagèrent le Roy à laisser faire

en son nom toutes les demandes personnelles, pour reparesser les
forts, reeds de la Nation, ce qui réunis les Ministres des Affaires
Etrangères, fit donner le Cordon Rouge à M. de Vadeville
Major de ce Regiment, et en fit nommer Colonel, sur la
Retraite de M. Ernst, qui eût au même Cordon Rouge.

A cette occasion De Graves dit à Dumouriez, que s'il
voulait le Cordon Rouge pour luy même, il le proposerait en
même tems, il pria son Colleague de ne en rien faire, mais il en
parla luy même au Roy, qui luy dit qu'il le luy donnerait
à volontiers, il luy répondit: Sire, V. M. se connoît mal, et
je passerai pour vous être vendu. Je sero depuis trente six
ans, je suis Chev. de St. Louis depuis trente ans, je suis en
ret de Blémures, j'ai été à la campagne de Guerre, et en
lors que la Constitution sera bien établie, V. M. heureux
que j'accepterai volontiers toutes les graces, quelle voudra
me faire sans jamais en solliciter aucune. Il fit donc
le Cordon rouge à un vieux, et est. Gen. nommé Verdier.

Alors les six Ministres vivaient en bonne Intelligence.
Ils étoient convenus de dîner entre eux seuls, et trois jours de
Conseil de chaque semaine, tous à tour, chacun d'eux.
La chaudière apportait son Portefeuille, on convenait des
Affaires qu'on présenterait au Roy, on les discutait à l'ord.
pour en être par d'autre de disputer devant luy, et pour se
former une Opinion Commune. Cela dura à peu près un
mois, au bout duquel Tems Rolland voulut que Charles son
frère & ses amis fussent admis.

La Cour de Demourant s'en était en effet plus portée
leur Portefeuille, à les Diner après cette opération vainement à cette
idée d'innovation. c'était un moyen que les Girondins
venaient d'inventer, pour s'insinuer dans les Affaires, & pour
conduire le Gouvernement. Ils savaient bien mauvais que à en
deux Ministres. ce fut alors que Demourant dit à Genouin, que
ses Confidens commençaient à devenir une faction trop ambi-
tieuse, & que la petulance de Guadet, la légèreté de Brissot, la
vanité de Condorcet les perdait. cette faction n'a jamais été
parfaitement unie. Genouin y tenait, pour briser de la
bien conduire. Vergniaud avait beaucoup de querelles avec elle.
Guadet & Brissot étaient rivaux de Tribune. l'orgueil avait plus
de part dans leur conduite que le Patriotisme.

Une Affaire tenait fort à cœur au Roy. pendant qu'il
n'avait jamais pu prendre sur luy de s'en ouvrir à Demourant.
Déjà depuis huit ou dix jours il s'apercevait que le Prince luy
cachait quelque chose. pendant qu'il semblait être prêt à luy
confier, quand il était en particulier. c'était la Nomination
du Gouverneur de Dauphiné. Il voulait donner cette Place à
Henri de la Motte, de l'Académie des Sciences, Capitaine
de vaisseau, qui avait été un mauvais Ministre de la Marine.
Le Roy s'en était adressé à ses Confidens, qui tous avaient en-
vain fait une Affaire. n'ayant pu lui promettre de faire réussir
le Choix, il voulait sacrifier deux Millions le Roy ne sachant
que lavidence de son Dénier & de celui de la Reine y avait mis
renversement contraire.

Le Ministre l'apprit, & alla le trouver. il lui dit que ses Confidens, le trompaient, & n'étaient que des fripons: que ce n'était pas le moment de faire cette Proposition: parce que dans le même temps Condorcet travaillait à un projet de Décret sur l'Education du Prince Royal, quel Assemblée s'assemblerait, que sa demande était faite pour éluder & prévenir le Décret, qu'elle s'opiniâterait, & lui donnerait le désagrément de se voir refuser. voulez vous seoir? ne précipitez rien. Donnez moy le temps de préparer la Gironde, & par elle les Jacobins à nous, vous du côté droit, sans le payer, ce qui est une supercherie, puis ne vous seoir jamais. on va avoir la guerre tous les citoyens officiers des Dons gratuits, officiers de deux Millions, & si que vous voulez, bien les Sacrifices, & peut être nous seoirons. le Roy ne répondit rien.

Malheureusement il se serait engagé, & on lui avait promis un succès complet. on lui fit même entendre que son Ministre le trompait. le lendemain matin, chaque Ami se rendit au Vestibule du Roy pour se rendre chez lui à dix heures du matin, ce qui était l'usage ordinaire. Ils arrivèrent à la Salle du Conseil, on les fit passer dans la chambre du Roy, où ils le trouvèrent avec la Reine. elle prit la Parole, & dit:

Le Roy vous a assemblée, pour une Affaire qui m'intéresse. Je suis Mère, l'Education de mon fils est l'objet de tous mes vœux, on ne peut pas nous refuser le Droit qu'on a les plus simples citoyens,

« Devois les justificateurs de leur Enfant. nous vous nomme
 « M. de Fleureau, il s'agit d'en aller rendre compte. Sur le champ
 « à l'Assemblée.

Quors le Roy lire la pource une lettre pource M. de Me, qui luy annonçait cette Nomination, & la remît à Duranton Ministre de la Justice. Demouriez le lair. un autre vous faire une Observation. En luy jettant la bouche. en disant aller y tous ensemble, je vous l'ordonne. Il se rendus en Corps à l'Assemblée, on attendait alors une Réponse (à l'égard de la Cour de Vienne. tout le monde croit que le Ministre des Affaires étrangères qu'il va parler. Duranton se se, & lit la lettre du Roy, il en interrompu par de violentes huées.

Le Président prend la lettre du Roy, la examine, & la luy read, & luy faisant remarques qu'elle n'en pas contresignée. un lui pressuait que toute Lettre du Roy à l'Assemblée de voir être contresignée par un Ministre, pour que quelqu'un en fût responsable. aucun des six Ministres n'y avait pour. la Demarche fut manquée, & si le Roy n'y perdit pas tout à fait les deux Millions, il luy en couta au moins une bonne partie. cette Affaire prouve combien inférieure misait trop, même par les personnes qui luy montraient en apparence le plus d'attachement personnel, & qui devaient sa liste civile.

Toutes les Affaires Intérieures se sont passées à différentes
Époques, ainsi que beaucoup d'autres que Dumouriez
parle sous silence, pour arriver à la plus grande Affaire
De son Ministère, la plus importante pour toute l'Europe
la Déclaration de la Guerre.

Fin du Livre III



Memoires de la Vie
du General Dumouriez
 Livre IV.

Signe
1791

Tables des Chapitres du Livre IV.

Pages

Chap. 1 —	Negociations	127
Ch. 2 —	Déclaration de Guerre	155
Ch. 3 —	Plan de campagne	164
Ch. 4 —	Conduite des Généraux	174
Ch. 5 —	Démision de Graves, Servan et Ministre de la Guerre. Affaire du Roy de l'Étranger	181
Ch. 6 —	Scission dans le Ministère. Affaire des Six Millions	193
Ch. 7 —	Renvoy de Rolland, Servan et Clavières	203
Ch. 8 —	Dumouriez Ministre de la Guerre	216
Ch. 9 —	Démision de Dumouriez	223
Ch. 10 —	Reflexions	246

(Chap). Négociations

Toutes les Puissances de l'Europe voyaient la France comme un Etat à brulament nul par les suites de sa Révolution, qui au lieu d'avancer vers un but utile, une Réformation nécessaire, tendait à la plus affreuse Anarchie, par lequel les ^{divers} pouvoirs, au lieu de se réunir, se divisaient de jour en jour de plus en plus. tous les Peuples de l'Europe avaient un intérêt, plus ou moins direct, à la plus prompte cessation de ces Troubles, mais une fausse manière de voir, une Politique erronée les égaraient tous. Les plaintes des Français frappaient d'ailleurs encore des idées fausses, des Cours qui les avaient accueillis.

On peignait l'Assemblée Nationale comme une Faction plus audacieuse que puissante. On annonçait que leur Parti était encore le plus fort, que l'Armée de ligne était encore à eux, que d'ailleurs l'émigration l'avait affaibli. On les entendant tous les Officiers, que la Garde Nationale n'était qu'un Amas de Bourgeois timides, incapables de résister au feu, que les Provinces n'attendaient que leur rentrée pour déchirer la Constitution, & reprendre à leur aise le Gouvernement, auquel elles étaient soumises depuis quatorze siècles: que cette Constitution était impraticable, & ne convenait pas au génie de la Nation, accoutumée à adorer les Rois. On se donnait pour exemple de ces déraisonnements. Mais l'Assemblée avait donné aux Français, donc ils parlaient avec mépris.

Tous les Gouvernements de l'Europe ajoutaient soy plus, ou moins à ces Exagerations. les plus éloignés y mettaient une indifférence peu pieuoyante : les plus voisins se repaisaient de l'espoir de se payer par des Démembrements, de la part active qu'ils pouraient y prendre. L'exemple du Partage de la Pologne avait fait passer en Synthèse Politique cette manière de profiter des troubles intérieurs des Nations voisines. Louis XIII, Louis XIV & même Louis XV avaient ajouté à la France le Roussillon, la Breue, le Pays de Gex, l'Alsace, la Franche Comté, la Flandre & la Louvaine. Le système de partage ayant parfaitement réussi en Pologne, on pouvait, en excitant les mêmes guerres civiles, en France, y produire les mêmes effets. L'Espagne, l'Italie & l'Allemagne allaient être l'occasion de revendre quelques uns anciens Démembrements. L'Angleterre pouvoit gagner au mile Cotton, au morcellement de la France, & c'était une utile vengeance de la Guerre de l'Amérique.

Le Peuple Français, toujours mécontentait en Tyrans & en Tyrannis tous les Gouvernements qui se présentaient, même les vices de la Révolution, & surtout ceux qui semblaient la menacer, non seulement en donnant retraite à la Faction fugitive, & qui en soy même s'en parait reprochable, (car à moins de délits atroces, tout Etat doit un Asyle aux malheureux) mais en prenant hautement leur Parti, &

en protégeant la Liberté de Corps armés, sous des Enseignes, & des
Dénominations Françaises, & avec l'Intention ouverte de
faire la Guerre Civile ; en donnant aux Princes, non pas de
simples Pensions Alimentaires, mais de vrais Subsidés pour
payer leurs Troupes ; en refusant de traiter d'égal avec
avec les Ministres de la France, quoique négociants au
nom du Roy ; en reconnaissant, quoiqu'avec un Caractè-
re Secret les Plénipotentiaires des Princes Émigrés ; en ayant
l'air de voir en ces Princes le vrai Gouvernement, & l'unique
Représentation de la Monarchie Française.

Et tous les Gouvernements, les Républicains, et même
sages, mais Indifférents, n'ont vu en cet état de Négoce, qu'un
substitut à peu près sur le même pied,

1^o avec Venise. le Ministre était convenu avec son Ambas-
sadeur, M. Pisani, homme de mérite, de ne rien changer à la
Représentation Diplomatique de ce fait, nommer un nouvel
Ambassadeur à Venise, par le Roy, qu'en cas qu'il y fût forcé,
à qu'il en eût avisé le Sénat, & le Roy avait fait
agréer.

2^o avec Gênes, où rendait Lemonville, homme par
Montmorin, & qui à tort ou à raison, y en devenant la
Tenneur de l'Italie.

3^o Avec les États-Unis de l'Amérique, où le Ministre avait
laissé le Chev. de Ternaux, homme sage, nommé par le

4^e Avec la Suisse, qui par la sagesse des Cantons de Berne, Zurich & Appenzell, & par l'énergie du Colonel de Vais, avait résisté à la fougue de deux autres Cantons, & à l'influence du Comte d'Artois, dont la présence même n'aurait pu produire une Déclaration, quoique les Français eussent commis des Impudences & des Injustices, capable d'altérer la bonne Harmonie entre les deux Nations Alliées, quoi que l'Aggrégation du Porcentrug à la République Française pût être considérée comme un Attentat contre la Confédération Helvétique. mais la prudence prévoyante des Suisses la avait bien tenue dans des Principes modérés.

Les Gouvernements Monarchiques avoient pris des Impressions d'autre sentiment hostiles, & ne cherchoient qu'occasion de se réunir pour détruire la Révolution Française.

1^{er} Le Pape prévoyait la diminution de sa puissance & de son Revenu. Il avait perdu le Comtat d'Avignon, devenu le Théâtre de Crimes atroces, qui n'étaient que les Avant-coureurs de plus grands crimes. Le Pays, usurpé jadis sur la Provence, par des fraudes pieuses, poné de l'apér des Engagemens rachetables, pour avoir été réintégré légitimement par la France, si elle avait voulu de bonne foy rembourser au Pape le prix de l'Engagement. Non même à voir qu'il eût consenti à ce Traité, que Dumourin, non par esprit de justice, & pour l'honneur de la Nation voulait faire réunir.

Le Pape, hors d'état de soutenir par les Armes cette petite

1191
Souveraineté temporelle, en la vie, dans la France, eut fini par
la ceder, en ce lieu, au le 17. 11. 1791. Il n'y a eu autre que le plus grand
le rendait insupportable; c'était celui de son Autorité spirituelle,
qui en diminuant, en France, détruisait le fameux Concordat
de Leon X, & le privait d'un immense revenu, mais tout cela
n'avait pas servi à la Négociation, & le Pape en étoit obligé de
faire le sacrifice de cette source de Richesses très illégitime.
que les Prêtres ne pouvoient ni devaient qu'à la fin de Leon X, &
à la sottise de François I. mais l'Assemblée Nationale gâta
tout par l'horrible imprudence d'Aliener tout le Clergé avec
son serment absurde.

2° L'Ordre de Malthe ne pouvoit pas subsister en France,
à contresens du Système de l'Égalité, établi par l'abolition
de tous les Titres. Rien n'eût été plus incohérent avec la Consti-
tution, que de conserver des Benefices revêtus de tous les Droits
Seigneuriaux, dans toutes les Provinces de la France en faveur
de Français, qui seroient restés. Moines-Nobles à moitié à un
Prince Étranger pour faire une guerre éternelle contre les
Intérêts nos Alliés, par esprit d'intolérance Religieuse. mais le
Ministre avoit mis cette affaire difficile en Négociation.

Sans contredit ces Bénéfices étoient devenus Nationaux &
par le Dérèglement, comme les autres, mais du Clergé, mais il
cherchoit un bien pour indemniser les Bénéficiaires actuels,
ne les regardant que comme un fruit, sans d'ailleurs s'en
pouvoir plus créer un Ordre Étranger en France n'en
- tant

ch. 1. composé de citoyens Français, ainsi l'Ordre de Malthe était aboli & de fait & de droit en France, par la Réforme politique, comme il l'avait été autrefois en Angleterre & dans tous les Pays, qui avaient adopté la Réforme Religieuse.

S. Vaple, & Parone, deux Court. De la Nation d'Auvergne, étaient trop faibles, pour être dangereuses, mais elles montraient une aversion, & une haine naturelle pour la Révolution Française, parcequ'elles y voyaient la diminution de leur maison, quoique cette idée fût très fautive, car la Constitution aurait au contraire assuré sur une base inébranlable & sage, la vraie Puissance & la gloire de leur Branche aînée, qui régnait en France. Leur fausse Politique multipliait les dangers, auxquels elles voyaient remédier par de petites Conjurations impies & sales.

L'armée vivait presque de bien faire du Roy de France, dépendait du Ministère des Affaires étrangères, qui la rendait sage, en lui continuant le Payement de ses Pensions. Naples régnait avec raison l'introduction du principe du bien dans un Peuple, vivait en saumallois, formait par les fréquentes Révoltes, perneurs les Français, & qui aurait fini par des querelles, dont la Cour de Naples eût été la Dupe après l'établissement de la Constitution.

4.^e La France paraît comme la cour de Vienne, mais
c'estait trop faible pour en donner aucune marque d'opini-
-sance.

5.^e Le Roy de Sardaigne oblige de parler Pignerone, par les
nombreux émigrés qui remplissaient les Etats, eni-
-gnant pour les Etats Transalpins, avait une conduite
équivoque, mais toujours hostile, qui peu après, sur un
sujet très léger, l'a engagé dans une guerre dangereuse,
qui le ruinera, malgré le subside insuffisant de l'Angleterre,
en supplant même que les Prussiens, Transalpines, puis ven-
luy rentres, le qui devient de jour en jour plus douloureux.

6.^e L'Espagne et le Portugal impliquaient avec raison
à sauver leurs Etats de l'introduction du système. L'évolution
naire, persécutionnaire, méchancière sous les Français, jouant
cens qu'un long séjour avait rendus presque indigènes, à de-
serment, inutiles, qui ne faisaient que leur donner de la
curiosité et de l'inclination pour les nouvelles opinions.

Cependant le comte d'Aranda était devenu premier
Ministre d'Espagne. Demourier prit la résolution de s'adresser
directement à lui, pour amener au moins la neutralité de
la Cour de Madrid. L'année précédente cette Cour ayant été
sur le point d'entrer en guerre contre l'Angleterre, pour la
querelle dutablissement de Nootka-Sund, au Nord de

la Mer Pacifique l'Année de la Constituante, fidèle à son Alliance, avait dérobé l'Armement de 45 Vaisseaux pour soutenir l'Espagne. Le Pacte de Famille ne pouvoit plus subsister, puisque la France n'était plus la Propriété du Roy, mais qu'au contraire, par la nouvelle Constitution, le Roy appartenait à la Nation. Dumouriez ne regarda pas cette Nuance, que comme une dipente de mots impropres, qu'il n'était pas tenu de chauffer, & qui se rectifierait très facilement après l'établissement de la Constitution. Il lui importait d'être d'accord avec la Neutralité de cette Cour, n'ayant pas besoin de ses secours, & il se la fit assurer, par la Négociation franche & personnelle avec le Comte d'Aranda. L'avis le Sage Ministre fut-il bientôt sacrifié quand cette Cour changea de Système.

8^e L'Intérieur de l'Angleterre étoit de reste neutre, & malgré la répugnance extrême du Roy, contre la Nation Française, la Cour de ce Royaume se conduisit avec sagesse. Le Ministre avoit toujours traité très franchement avec M^{rs} Fox & Genes & son Ambassadeur, ils avoient ensemble apaisé quelques petits Sujets de Division, & il a fallu toute l'imprudence de Burke, toute la pétulance de la Convention Nationale, & le nom aussi atroce qu'impolitique du meurtre de Louis XVI, pour forcer les Anglais

En 1793, à l'ornis de leur Système de Neutralité, & le-
plonge, dans une guerre très dispendieuse, qui leur
donne des avantages momentanés aux Hés, balancés
par de grandes Pertes, & par d'énormes Subsidés, sans
assurance de conserver leurs Conquêtes.

9.^o L'Intérêt de la Hollande République étoit la Paix. celui
du Batthonde étoit d'écraser la République Française, de
peur qu'elle ne devint un jour un appui pour les Patriotes.
L'Intérêt est encore mal entendu par, ou le Pays en
gouverne selon sa Constitution, alors son Représentant
n'a rien à craindre, ou on a usuré des Pouvoirs trop
étendus, alors le Peuple se lèvera toujours, & finira par
revenir dans ses Droits.

La Cour de la Haye devoit se méfier encore plus de la
Cour de France, gouvernant arbitrairement sans Consti-
tution, que d'un Roy Constitutionnel, dont les nou-
veaux sous règles sur l'Intérêt de sa Nation, n'avoit elle
pas pensé être la victime du Génie bouillonnant du Ministre
Orléans, qui avoit excité les Patriotes, & ensuite les avoit
perfide ment abandonnés. Cette Cour auroit donc dû se
tenir dans une parfaite Neutralité, & c'est ce qu'elle ne faisoit
pas. De Maistre de reçu des Instructions fort sages & sans
aucune duplicité. Il ne pouvoit plus y en avoir dans la
Politique Française, ou tout étoit à découvrir. Il ne falloit
la juger, ni sur les Intrigues de l'ancienne Diplomatie

Française. ni sur les Pamphlets des Jacobins, ni en quoi tous les Cabinets de l'Europe ont eu pour n'avoir pas pris un juste milieu.

10.^e Le Danemark peut être présenté comme le modèle de la conduite qu'il fallait tenir avec la Nation Française. observant une Neutralité sage, il a conservé ses rapports avec cette Nation, sans se mêler de ses querelles intestines. Il était trop éloigné pour que sa Médiation pût être utile entre le Peuple & le Roy: c'eût été aux Gouvernements voisins de la France à se porter comme conciliateurs; c'était le seul rôle, juste, utile pour la France, nécessaire pour leur propre tranquillité. qu'ils eussent pu se donner pour arrêter les cours de la Révolution: mais pour cela, il ne fallait pas protéger hautement les Princes, leur désobéissance, leur armement, leur fureur; il ne fallait pas méconnaître une Assemblée légale d'une grande Nation, regarder toute la France comme Jacobine, & le Roy comme Prisonnier, car alors il n'était que contraire dans les fausses démarches que l'on faisait faire une Cour perverse. c'est la conduite de cette Cour & des Princes, c'est la fausse Politique des Princes voisins, qui ont amené la Guerre extérieure & le déchirement de la France, qui ont rendu cette Révolution excessive & criminelle.

11.^e La Suède tenait une conduite entièrement opposée

à celle-ci l'aimement. Mais l'ave avait ses obligations à Louis
XV. il en avait reçu l'assurance d'une protection décidée dans
une Révolution absolument en son contraire de celle de France.
Il prévoyait que la France régénérée, débarrassée du Système
Politique agité par de ses Rois ambitieux & de ses Monarques
Insurgés, ne devenait plus, avec le reste de la grande
République Européenne que des intérêts généraux, communi-
catifs, se débarrasserait d'une quantité de subides
qu'elle payait à des Puissances, Subalternes, il était du nom
bre.

Il avait à craindre en même temps quel l'exemple de
Français ne se réveillât les Suédois, au milieu de cette ou-
verture dans le Parti contre Révolutionnaire. les Suédois se
vanteraient hautement de leur grandeur et de leur. il devait,
disaient-ils, venir à leur Tête rétablir le Roy de France sur son
Trône. Sa mort tragique accéléra en conséquence aux Jacobins.
Mémoriser n'aurait aucune trace qui pût en fonder cette
accusation, dans tout le Rapport relatif à ces horribles événe-
ments. Il n'y avait qu'on a répondu à cette doctrine plus d'activité
qu'elle n'en avait alors au dehors, rien peut-être cette sup-
position qui a donné de la force de cette Secte.

12.^e la Révolution montrait contre la Nation Française une
acharnement très violent. peut-être couvait-il une Politique
profonde. cette Puissance ne pouvait que gagner à jeter
loin d'elle les Années de la Prusse & de l'Autriche, & à les
envoyer se débattre contre les Russes, forte, donc la France

enthénie. le second ¹⁷⁹¹Partage de la Pologne donne un premier développement de services, & sous peu venons nous peute être le reste de son Plan s'exécute contre les malheureux Turcs, qui de l'année 1794 se voyent menacés, par cette ambitieuse Puissance, qui sous prétexte d'aller attaquer les côtes méridionales de la France va couvrir la Mer Noire, le Bosphore & l'Archipel de ses nombreux Vaincaux.

13° La Turquie depuis longtems pouvait être considérée comme nulle relativement aux grands Intérêts Politiques de la France; mais il fallait soigneusement la ménager, & la lier à son Intérêt commercial & c'en acquiescer engage le Ministre à y faire pour Ambassadeur M. de Choiseul-Gouffier homme d'un grand mérite, qui sous ce rapport conduisait très bien les Affaires de France, quoique dévoué contre la Révolutionnaire.

Ce ne fut qu'après la Déclaration de Guerre contre l'Autriche qu'il pensa qu'il était utile d'y envoyer un autre Ambassadeur, pour ^{des} leur une Diversion Militaire contre cette Puissance. En cas que l'occasion s'en présentât. R. un (non nance Etrangère à ce Plan l'engagea à y désigner Semonville, qui y fut nommé ensuite par ses successeurs, & qui lui a attiré une Anecdote Négative entrecuite par une longue Prison.

14° La Nation venant à intervenir à ce que la France occasionait la Révolution Française & terminant promptement & sans secourir au dehors, était la Nation Germanique. Démontrer voyais eu elle trois Intérêts très

^{1120 1 10}
Distincts: celui du Corps Germanique proprement dit, du de
l'Empire: celui du Roy. & Prisme: celui de la Maison d'Aut
riche. Les Intérêts bien entendus, devoient engager ou à une
Neutralité parfaite, ou à une médiation conciliatoire. mal
entendus, ils entraînaient nécessairement, & ils provoquèrent
même la Guerre.

Le Corps Germanique avoit été lésé par le Déréglement
- tutionnel, dans la personne de ses Membres, qui avoient
des Enclaves dans l'Alsace, parce que ces Ducs se trouvoient
nécessairement déchargés de Droits, & d'impôt de tout
Serage. mais c'était une simple Discussion juridique, qui
n'intéressoit pas tout le Corps Germanique, pour le
mettre dans le cas d'avoir recours aux Armes; il étoit juste
d'acheter le Droit de Souveraineté de quelques uns, de ces
Endaves, d'indemniser pour les Droits utiles, de toutes les
Propriétés, & cette Affaire étoit déjà mise en négociation,
déjà plusieurs de ces petits Souverains, comme le Comte de
Löwenstein-Wertheim, avoient passé des Traités avec
le Ministre des Affaires Etrangères, qui étoient réunis à leur
satisfaction, en suivant les Règles exactes de la Justice, si les
Grands Souverains de l'Empire n'en avoient pas fait une
Affaire Générale, pour l'embrouiller.

Il en auroit coûté de l'Argent à la France, alors l'Allemagne
bloquée n'étoit pas encore devenue aussi injuste pour refuser
un Accommodement raisonnable, qui étoit la Bâse des
Négociations du Ministre, & qui convenoit au Corps

germanique, par des raisons de haute Politique très importantes. Une Guerre contre la France ne pouvait que ruiner le Corps germanique, qui n'avait rien à y gagner: au contraire même. Si la Prusse & l'Autriche retablissaient la Monarchie arbitraire, elles seules profiteraient du démentement, & toute augmentation de leur Puissance allait au détriment des autres États de l'Empire, & à la diminution de sa force Constitutive.

Ainsi le Corps germanique, proprement dit, était véritablement intervenu à la suite d'une Constitution raisonnée en France, & à la conservation d'une Neutralité exacte: tout ce qui s'en passe depuis que Dumouriez a quitté le Ministère, s'en fait, & de la part de la France, & de la part du Corps germanique, à contresens de leur véritable Intérêt.

15°. la Cour de Berlin, si elle ne s'était pas trouvée engagée avec celle de Vienne dans un coup de partage de la Pologne, aurait vu très indifféremment la Révolution de France, trop éloignée d'elle pour l'inquiéter, & elle ne s'en serait pas mêlée: jusqu'au Congrès de Reichembourg, elle s'était conduit froidement avec la Maison d'Autriche, elle avait formé, conjointement avec la Cour de La Haye l'insurrection de la Belgique; mais la Cour de Vienne l'avait regagnée par ses complaisances. le Roy de Prusse en avait qu'on se joignant à elle, pour faire cesser, & à bord les troubles

1121
Du Pays d'Als, ensuite pour étouffer l'Insurrection de France, elle se laireroit plus tranquille pour effectuer le second Partage de la Pologne, qui le payeroit des frais d'une Guerre contre la France qu'on regardoit comme devant être très courte.

On ne peignoit cette entreprise comme très facile, elle paroitroit même être très lucrative, car si le Roy de Prusse s'arrêtoit jusqu'à Paris, certainement les contributions qu'il en auroit tiré l'eussent bien indemnisé de ses Dépenses, & Louis XIV ne seroit pas remonté gratuitement sur son Trône. à ces deux Intérêts, l'un d'augmentation de Territoire & l'autre d'argent, se joignoit la rançonne de ce Monarque contre les Insultes grossières, que prodiguoient les Jacobins dans toutes leurs Feuilles contre tous les Rois étrangers avec autant d'imprudence que de légèreté.

Tous ces motifs réunis changèrent entièrement l'ancien Système Politique du Cabinet de Berlin, & luy firent contracter avec la Cour de Vienne une Alliance peu naturelle, qui ne durera pas plus longtemps que la Guerre de France. Le Cabinet traita toujours la France avec rigueur, & parut favoriser les Emigrés, sans cependant se lairer entraîner par là à une grande dépense, mais il fit une grande faute, en les prenant pour ses guides dans les Opérations Militaires.

Le Jeune Custine, qui vient de perir victime de sa

tendre ne filiale, et qui eût été bien supérieur à son Père, jeune, mais plein de talents, ne put jamais être reconnu Ministre en Prusse, et les efforts qu'il fit pour communiquer à ce Cabinet les Notes de son Ministre, furent toujours repoussés. Il n'eut jamais aucune négociation eût-elle le Roy Constitué ou le Français et le Roy de Prusse.

Qu'un ouvrier ménagea toujours cette Cour, il n'avait pas de relation aussi bien établie au dehors pour savoir qu'on m'eût dit au second partage de la Pologne, sans quoi il eût par faitement deviné les motifs et les Résultats, de ce Cabinet. Il était bien question de l'invasion de Danemark, mais la Cour de Vienne ne pouvait pas y mettre obstacle, il ne regarda pas cette Affaire comme une raison suffisante pour la Cour de Berlin, pour changer son Système de Rivalité. Il regarda donc son rapprochement avec la Cour de Vienne comme une Abandon de Politique, qui ne tiendrait pas : en conséquence, il déclara que, quelque part que prit le Roy de Prusse, il fallait, même en repoussant ses attaques, ne pas le traiter en ennemi ; Il sépara toujours sa cause de celle de l'Autriche, pour laisser une porte ouverte à des négociations Conciliatoires, quand on commencerait à s'apercevoir de quelque refroidissement dans une alliance aussi peu naturelle.

16. Quant à la Cour de Vienne, elle se mit de l'avis si ouvertement l'ennemie de la Révolution Française, elle accordait une protection et un appui si décidé aux ennemis,

113. 1/2
qui n'était plus possible de suivre avec elle un cours de
Négociation. s'efforçant pour le Roy & la Nation, d'ouïr les
Menagemens & d'avoir servi qu'à perdre deux Ministres,
à compromettre le malheureux Louis XVI, à faire éclore
nombre de Conjurations, à souffler le feu de la discorde, à donner
une Consistance Politique aux dangereux Jacobins, par le-
quel cette Cour les avoir attaqués avec un acharnement
maladroit.

Dumouriez, que toute l'Europe croit être l'auteur de la
guerre, comme l'Electeur de Cologne l'en a injustement accusé.
dans une lettre imprimée, parce que le trouvant Ministre
au moment de l'Explosion de ces Incendies préparé par des
Intriguans, a été forcé de faire le rapport qui a amené la
Déclaration de guerre, ~~il~~ avait travaillé depuis 1791
à éteindre les germes de la discorde, aidé de M^{re} de St. froy & la
Sonde.

Il s'était servi de son influence sur une partie du Corps
Diplomatique, & de son intimité avec M. de la Fayette pour
faire admettre à l'Assemblée & au Roy des Principes, qui au-
raient tenu plus que jamais la France & l'Autriche contre
tous les Agitateurs, qui entretenaient les Troubles en France
& dans les Pays Bas.

C'était le seul moyen de ramener la confiance des Français
dans la Cour de Vienne & lui faire jouer le noble rôle de
Conciliateur, convenable à sa Dignité & à ses véritables

Intérêt, puisqu'en cas de succès elle eût assuré une constitution à la France, qui lui eût confirmé son Alliance sur des bases invariables, & lui eût garanti la tranquillité des Paysbas. La Cour de Vienne parut adhérer à cette opinion, puisque le comte de Metternich Ministre Plénipotentiaire des Paysbas envoya à Paris un agent, pour négocier sur les Principes.

Et l'entrée de Dumouriez dans le Ministère, le même Agent se représenta, & le nouveau Ministère leaida toujours avec la même bonne foy; mais il donna une incohérence étonnante entre cette négociation indirecte & la manière directe de traiter de la Cour de Vienne avec l'Ambassadeur de France. Son Prédécesseur venait d'être sacrifié au peu de dignité qu'il avait mise dans sa correspondance, plein de timidité & de petites Russes, pendant que celle des Ministres de Vienne était dure, tranchante & orgueilleuse.

Mais sous le yeux du Roy les ouvertures de M. de Metternich & les Dépêches de M. de Noailles le Prince fut frappé de la discordance qui se trouvoit entre la manière de traiter des Ministres Autrichiens de Bruxelles, & du Ministère Autrichien de Vienne. La catastrophe de Lessart, non seulement compromettait le Roy, & menaçait du même sort son Successeur, si avait la même conduite Politique, mais elle tenait l'Assemblée Nationale très attentive, pour veiller à ce qu'on ne trahît plus l'honneur & la sûreté de la Nation, & à cette époque la Cour de Vienne avait donné tant de preuves de mauvais vouloir & de leçon

Si s'echu qu'on pout la regarder, déjà comme ennemie dé-
clarée. les émigrés, armés & enrégimentés, étaient à M^{te} D^{on}
ils avaient fait une vaine tentative pour surprendre la cita-
delle de Valenciennes. un Bataillon d'infanterie était descendu
de Dunkerque avec sa bannière Militaire & ses drapeaux sans
qu'on restituât rien, n'il avait été bien reçu dans le Paysbas.

On ~~annonçait~~ annonçait un Congrès à Aix la Chapelle,
où les émigrés prétendaient que devait se décider le sort de la
France. non seulement la Cour de Vienne mettait le plus
d'obstacles qu'elle pouvait à la négociation des médiateurs, des
Princes Allemands pour les esclaves de l'Alsace, mais elle
les menaçait de faire sauter par la Diète de l'Empire tous leurs
traités, & elle excitait les Cercles pour les engager à en faire
une cause commune, & les tenir de leur esprit de Neutralité.

La nomination du nouveau Ministre prouvait double-
ment son acharnement; mal instruite & trompée par les
émigrés & par les insinuations de Paris sur le caractère des nou-
veaux Ministres, elle regarda ce choix comme un triomphe
de la faction des Jacobins, contre lesquels le Prince de Kaunitz
venait de lancer sa Diatribe, qui bien loin de leur nuire, les
rendait plus importants. le Roy avait paru regretter
son sort. son Successeur, le lendemain de sa Réception avait été
aux Jacobins, & y était coiffé d'un bonnet rouge, d'où me-
mem elle le regarda comme un Jacobin. furieux avec qui il
ne fallait pas traiter.

Cependant rempli de son objet, voulant recommencer la

Négociation au point de l'ignité, & de respect mutuel qui com-
venait à deux aussi grandes Ruinances, il n'eût de vous pren-
dre une route entièrement opposée à celle de Montmorin
& de Lessart, & il exposa dans une Dépêche franche les vrais
intérêts de chacune d'elles, pour faire le jeu des passions
& des intrigues. Cette première Dépêche fut mal reçue, & M.
de Noailles, faible & machiavéliste, quoiqu'ayant tâté
la Dépêche, ne put pas même parvenir à obtenir une Expli-
cation.

De lors Dumouriez n'eût dû rappeler les Ambassade-
urs, d'ailleurs très contraires à son système, par une condes-
cendance, qu'il crut utile, & qui ne devoit à rien, il le laissa
en place, mais il lui envoya un Courrier, avec ordre de deman-
der une Explication & une réponse catégorique, & de la lui
envoyer par le même Courrier. Il craignoit, en retirant M. de
Noailles, que la Cour de Vienne ne s'en choquât; ne refusât de
recevoir son Successeur, & en ce cas, la guerre étoit inévitable.

Pour peu que la réponse de M. de Kaunitz pût être montrée
à l'Assemblée Nationale, pour adoucir sa dernière Dépêche à
l'Infortuné Lessart, il comptait lier la Négociation de Vienne
avec celle des Pays Bas, pour tâcher de parvenir à tout pacifier.
Mais depuis le changement de Ministre en France, M. de
Kaunitz ne daignait plus lier les deux mêmes avec l'Ambassa-
deur de France, & M. de Cobenzel étoit chargé de ce soin.
Pour toute réponse, il reçut une lettre de M. de Noailles, qui
lui mandait que dans la certitude qu'il étoit de ne pas, pour
-venir

à changer les principes de la Cour de Vienne, il le priait de faire agréer au Roy sa démission.

Cette résolution, ou timide, ou de mauvaise volonté, de M. de Noailles, dans le sens, où conséquemment aux Ordres qu'il avait reçus, il aurait dû mettre de la fermeté & de la promptitude dans la négociation avec le Prince Kaunitz, achèvera de rompre tous les ressorts à une réconciliation. Depuis un mois l'Assemblée Nationale, & toute la Nation, s'inquiétant sur la conduite hautaine & hostile de la Cour de Vienne, elle s'improvisait au Roy, à cause de la répugnance qu'il avait montrée à sacrifier l'Esart, qu'on regardait comme un Traité, à cause de la continuité des peines, conjurations dans la Capitale, à cause de la fréquence des Complots particuliers de Thutteurs pour Vienne & Coblenz.

On demandait continuellement au Ministre des Affaires étrangères, qu'il rendit compte des Progrès de la Négociation, il avait été obligé d'annoncer qu'il avait en voyé un Comte, qui devait apporter une réponse satisfaisante, & faire cesser la perplexité d'une Nation justement irritée, & même quelle éprouvait de la part de son Allié. Cette Nation attribuait d'inclôt à la Cour de Vienne la conduite plus qu'équivoque & très imprudente de la malheureuse Reine, de l'autre à la Reine la conduite hautaine & hostile de la Cour de Vienne, & on croyait généralement à l'existence d'un Comité Autrichien, dont Montmorin était, disait-on le principal agent, & qu'on croyait dirigé par les Esultants. il n'y avait point de preuves sur ce point, mais les présomptions étaient très fortes.

A cette époque les Feuillants, etaisent ouvertement rai-
sonnés avec la Cour, & faisaient cause commune avec elle
contre l'Assemblée Nationale, qu'ils affectaient de confondre,
ainsi que le Ministère, sous la dénomination odieuse de
Jacobins. La Fayette, chef apparent de cette faction, avait
eu l'imprudente vanité de se faire donner le sordou Rouge,
n'paraissant à la Cour, qu'il avait si fort gênée les Amées
précédentes. Les Lameth, dont Louis XVI avait eu de si justes
motifs de se plaindre, qui six mois avant etaisent les ennemis
les plus acharnés de la Fayette, ^{etaisent} ~~etait~~ alors les apais, & le Directeur
Général, & de la Cour. toute la Nation voyait voir
dans cette coalition d'inniques, un Plan de Courte Révolution,
& bien persuadée que la Cour de Vienne enetait le principal
appui, elle attendait avec impatience d'être instruite de sa
dernière résolution.

Telle etait la Disposition des Esprits & des Affaires, lorsque le
Comte de la Fayette, ou perfide, Démission de M. de Noailles.
Dumaurier alla sur le champ trouver le Roy, il luy retraça
le Tableau des dispositions de la Nation & de ses propres dangers,
il lui dit qu'il etait impossible de ne pas faire connaître à
l'Assemblée la Démission de M. de Noailles, & la nécessité de
nommer un autre Ambassadeur, & d'annoncer en même
temps que la Négociation ne marchait pas. le Roy en convint.
alors le Ministre ne luy cacha pas que tout le renouveau
de la Nation retomberait sur luy & sur la Reine, que s'il etait

réellement résolue à prouver la droiture de ses intentions & la fausseté de l'existence du Comité Autrichien il y avait son parti à prendre, qui achèverait de luy rendre la confiance du Peuple, & de déjoindre toute les Intéressés, tant celle qui l'entouraient, que celles des Emigrés, qui espéraient la cour de Vienne. Il servait l'intérêt, que le Parti était, qu'il en sortît de sa main à l'Empereur & qu'il fit porter cette Lettre par un Ambassadeur extraordinaire qui recevait M. de Noailles.

Le Roy suivit le conseil avec l'air de la plus grande confiance, & même de la reconnaissance, il fit une Lettre personnelle raisonnée, & toute de sa main, pour l'Empereur. Il approuva le choix d'Emmanuel de Maulde pour cette Mission extraordinaire. Du mouriez donna pour le Ministre ses Instructions, & luy remit plusieurs articles, sur lesquels il devoit demander une Réponse précise. En cas de refus, Louis XVI se trouvait à couvert de tout reproche, si la Paix se trouvait rompue; au contraire même sa démarche justifiait, d'une part la modération, & l'autre sa dignité à soutenir l'honneur de la Couronne. On ne pouvait pas accuser cette démarche d'être un Acte joué, puis qu'elle était de son propre mouvement & de sa composition, elle prouvait qu'il était libre à Roy malgrés les fautes Autrichiennes des Emigrés, ainsi elle pouvait changer les dispositions de la cour de Vienne, en luy prouvant l'union volontaire de Louis avec sa Nation.

Muni de cette Piece, le Ministre se rendit à l'Assemblée, il

sur ses dépêches, à M. de Noailles, les réponses faibles de ce Ministre, ses derniers Ordres, la Démission de M. de Noailles; l'Assemblée fut indignée, & lança précipitamment un Décret d'accusation contre ces Ambassadeurs. D'un coup, rendus compte ensuite du parti que le Roy venait de prendre de son propre mouvement, & il lut la lettre du Monarque à l'Empereur. cette démarche fut très agréable, & tous les honnêtes gens de l'Assemblée en surent très bon gré à Louis, qui avec cinq ou six traits pareils aurait entièrement regagné la confiance. mais toutes les peines que le Ministre se donnait pour lui recouvrer l'amour & la confiance de la Nation étaient rendues vaines par l'activité des Intriguants. c'était la Toile de Penelope. la Loue défaisait la nuit l'ouvrage du jour.

Le Haut de devait partir le lendemain, lorsqu'arriva un second Courier de M. de Noailles deux jours après le premier. ce Plénipotentiaire se était ravisé. sur sa Démission, il avait enfin pris le parti de réouvrir la Négociation avec le Ministre de Vienne, & d'exiger une Réponse Cathégorique aux Demandes pressées du Ministre des Affaires Etrangères. cette Réponse était une Note de M. de Cobentzel elle était sèche, courte, dure; elle imposait des Conditions à la Nation Française; ainsi en cas que cette Nation ne pût, ou ne voulut pas accepter ces Conditions, cette Note était une vraie Déclaration de Guerre, & c'en en quoi le Ministre de Vienne est inexcusable, si cette

Cou. comme elle l'a dit depuis, voulait conserver la Princesse
maintenir son Alliance.

Ces conditions étaient : le Rétablissement de la Monarchie
sur les Bases de la Séance Royale de Louis XVI du 23 juin 1789,
par conséquent le Rétablissement de la Noblesse & du Clergé,
comme Ordres.

La Restitution des Biens du Clergé, celle des Tenes de l'Alsace
aux Princes Allemands, avec tous leurs Droits de Souveraineté
ou de Fœdalité, & la Restitution au Pape d'Avignon & du
Comtat Venaissin.

En vérité quand le Ministre de l'Intérieur aurait dormi
de suite pendant les trente-trois Mois, qui s'étaient écoulés
depuis la Séance Royale, & qu'à son réveil, sans autre infor-
-mation, il eût dit cette Note, il ne pouvait pas proposer des
conditions, qui fussent plus incohérentes, avec la marche
qu'avait prise la Révolution.

La Nation avait fait une Constitution. Le Roy, de gré, ou
de force, l'avait acceptée. Le nouveau Pacte Social, à tout, & à
à Droit, était fondé sur l'abolition des Ordres & sur l'égalité des
Citoyens. Le système financier, qui seul pouvait empê-
cher la Banqueroute, était fondé sur la Création des Assignats,
les Assignats étaient Hypothéqués sur les Biens du Clergé,
devenus Biens Nationaux. La plus part des Biens était
déjà vendue. La Nation ne pouvait donc accepter les conditions
qui en détruisant sa Constitution, confondaient toutes les

Propriétés, ruinant ses Acheteurs, annullant ses Assignats, & redoublant la dangerosité, pouvait on attendre une Obedissance aussi humiliante de la part d'une grande Nation, fière d'avoir conquis sa liberté, & cela, pour se remettre sous le joug des Nobles, qui ayant abandonné leur Roy même, n'en avoient de rentrer dans leur Patrie pour y porter le fer & la flamme & toutes les horreurs de leur vengeance, pour des Parlementaires inutiles, & pour un haut Clergé trop orgueilleux - leur?

D'ailleurs de quel Droit la Cour de Vienne imposoit elle des Conditions sur une discussion de Propriété Territoriale entre la France & le Pape, entre la France & les Princes d'Allemagne? en ou si ces conditions, si peu insonnantes, quelles étoient, eussent été présentées avec un mode consultatoire & honnête, on auroit pu entrer en discussion légale, & la Cour de Vienne auroit pu jouer le rôle, non pas d'arbitre mais de médiatrice, entre le Roy & sa Nation. mais la forme même de cette Note étoit insultante, & pour le Roy, qu'on affectait de regarder comme nul, & pour la Nation qu'on traitait comme Rebelle, & son Assemblée comme illégale.

On a donc tort de jeter le blâme de la Déclaration de la Guerre sur le Général Dumouriez. Il eût d'abord voulu s'adresser à nous une négociation, par le comte de Metternich, & si elle n'a pas eu de suite, ce n'a pas été sa faute. Ensuite pour réper

le tout qu'on aient fait au Roy les humiliez & teignes versations
de ses deux Prédécesseurs, Monsieur & Leurs, d'un negocié
d'après un Système de Franchise & de Dignité, convenable
à deux grands Puissances, également intéressés à conserver
la Paix & l'Alliance : on n'a répondu que par un Silence
méprisant. Lorsque M. de Noailles, par l'offre de l'apaisement de sa
démision, a paru de respect de la Négociation, & a engagé
le Roy à s'adresser directement à l'Empereur, par son
seul Ministre, le Ministre de la Robe de M. de Lobentz en
venu alors luy entendre cette dernière réponse, lui dit tant
de fois inexcusables à une Nation libre.

Qu'on juge après tout impartialement de quel côté en
l'aggrégation. toutes ces Pièces sous imprimées. Du moins
qui a toujours été très discret sur les petites intrigues de la
Cour, qui n'auraient fait qu'aggraver, si elles avaient été
publiques, & qui, & moi encore, que toute grande Négocia-
tion, qui intéresse le bonheur & la tranquillité de deux ou
plusieurs Nations, doit avoir la plus grande publicité, &
que le Mystère à cet égard en un Prince de Terc. Majesté contre
les Rois les Peuples, à rendre compte, de l'aveu du Roy & en
sa présence, pour la justification de ce Prince, & pour la sienne
propre, à la Nation, de la conduite de la Cour de Vienne, dans
un rapport tel, comme qu'on recueille les Pièces précieuses
pour l'Histoire, qu'on les médite, & qu'on juge.

* le ministre

Ce Rapport lui-même prouve que Dumoulier, joué dans
ses derniers Remanchements, donnait encore un moyen de
renouer, et avait fait au nom de Louis XVI, il le déchargeait de
sa Responsabilité de la Déclaration de Guerre, car ses conclu-
sions sont, non pas, que la Nation doit déclarer la Guerre,
mais qu'elle doit se regarder comme en Etat de Guerre. N'était
possible que l'Assemblée, prit encore le Parti de lui en voyer
à Vienne l'Ambassadeur Extraordinaire, avec la lettre person-
nelle du Roy pour l'Empereur, encore qu'elle avait approuvé
et dans ce cas la Négociation n'eût pas été entièrement de ses
peres. Comme Ministre, Dumoulier ne pouvait pas ouvrir
les avis dans son Rapport, il le suggéra à plusieurs des prin-
cipaux Membres du Comité Diplomatique, mais l'indigna-
tion fut si forte à la lecture des Conditions de la Cour de Vienne,
qu'il n'y eut pas même occasion de plaider ces avis, qui au-
reste n'auraient servi qu'à compromettre inutilement le Roy
avec le Ministère Autrichien, égaré par les fausses Assertions
de trop coupables, et trop malheureux ministres.

Chap. 2. Déclaration De Guerre.

De quel la Note fut arrivée. De mander la porte au Roy, il
lui dit, que néanmoins il devait la communiquer à l'Assem-
blée Nationale, ne fût-elle que pour justifier M. de Vazilles, & faire
lever le Doute d'accusation lancé contre ce Ambassadeur. Le Roy
l'approuva & il se rendit à l'Assemblée, qui reçut avec indignation
cette ^{Note} ~~lettre~~, comme imprudente. Tout le monde s'écria, qu'il
fallait venger la gloire de la Nation, & de ce moment la guerre
parut le vœu Général. Le Doute contre M. de Vazilles fut levé,
quoiqu'on observât que sa première démarche avait été déplai-
sante. Les Ministres instruisit le Roy de la sensation qu'avait fait
la Note, & s'en ferma ensuite chez lui, pour composer son rap-
port de l'état de la Négociation de Vienne. il ne put par y insérer
celle de Metternich, elle n'était pas authentique. Elle avait
passé par des mains fautes, & elle n'aurait fait qu'irriter
après, qui l'étaient déjà trop, par l'apparence de duplicité, qu'elle
aurait jetée, ou sur M. de Metternich, ou sur le Cabinet de
Vienne.

Il se confessa dans les faits, appuyés de Pièces Authentiques,
il sequoyra même les Lettres confidentielles de la main de M.
de Noailles, tant à son prédécesseur qu'à luy, au bout de peu
de jours, il porta son travail au Roy, qui le garda trois jours, y fit
des corrections de sa main. ce fut à cette époque qu'il commença
à y avoir quelques discussions entre luy & les Principaux Mem-
bres de la Grande : ceux cy voulaient qu'il travaillât son

Rapport d'après leurs idées, ils voulaient qu'il y eût dans des
Discussions Métaphysiques, qui n'avaient aucun trait à
l'Affaire. Ils voulaient enfin luy faire produire une Piece
de Rétorique **Réologique**. il leur dit évidemment, qu'il ne
composait pas cette Piece pour la Nation Française seule-
ment, mais pour l'Europe entière, & qu'il voulait être enten-
du sans le secours d'un nouveau Dictionnaire, qui n'était
pas encore fait. cette plaisanterie les déconcerta.

Le Roy, d'après les Décrets Constitutionnels, devait paraître
luy même à l'Assemblée, à la tête de son Conseil, le jour du
Rapport. ils voulurent, au moins, luy composer son Discours
pour le jour de la Séance. un Genevois, homme de beaucoup
d'esprit, en fit un très long, qui contenait une Discussion
Métaphysique, dans laquelle Louis ne devait naturellement
pas entrer. un autre en composa un second plus court,
mais entièrement déplu, dans la Douche du Roy. Il les
prit tous deux, & leur dit qu'il les remettrait à ce Prince.

La plus grande Dispute eut lieu entre les Membres de la
Gironne, ainsi qu'avec les Ministres, Lamoignon & La Fayette,
roulant sur la Conclusion. Ils prétendaient qu'aux termes
du Décret, & parlant au nom du Roy, il devait conclure par
demandes la Déclaration de Guerre : effectivement le
Décret paraissait être pour eux. il leur soutint que ce n'était
pas le cas de la position présente, que le Roy avait tenu d'en
prononcer
—nemis, qu'il ne pouvait être trop prudent, que pour la

Ch. 2. Déclaration de Gacou, était une Démarche trop délicate pour
qu'il s'en chargeât, qu'il ne fallût fermer la Porte ni à de nou-
velles Négociations ni au repentir des Princes, ni au retour des
Ennemis: effectivement il avait placé dans son rapport une
Phrase, dans laquelle il s'engageait à venir combattre sous
les Drapeaux de la France, dans une cause où l'honneur de
la Nation & du Roy étaient compromis. Il tint bon, il pria le
Roy que dans la lecture qui en serait faite au Conseil, il
devait toujours une Discussion sur cette Conclusion, & il
l'engagea à ~~ne pas~~ ne pas céder.

On tint de suite deux Conseils extraordinaires la Discus-
sion fut ouverte. la Cotte de Graves & Dumouriez soutinrent
la Conclusion de l'Etat de Guerre, le Roy fut pour, celle resta
comme le Ministre l'avait composée. Il l'avait également
prononcé sur les deux Projets de Dissoudre, qu'il serait chargé de
lui présenter, le Prince de Prusse, & composa lui-même un
Discours très-motivé & très sage qu'il prononça avec beaucoup
de facilité.

Le 20 Avril, Louis XVI à la tête de son Conseil, se rendit à
l'Assemblée Nationale. toute la France s'attendait à cette
séance devait être intéressante. la Salle était pleine. le
Président avait donné les Oracles pour que tout se passât avec
la plus grande gravité, & que personne ne se permit ni applau-
dissent, ni improbat. le Roy y fut très Majestueux. après
avoir prononcé son Discours, il donna la plus grande attention

à la lecture du Rapport du Ministre, paraissant, par des
gestes de la Tête & de la main, en approuver toutes les parties.
Il sortit ensuite, & le Ministre retourna à l'Assemblée, où
il fut fort applaudi, la Séance dura toute la journée. la
Délibération n'avait pas été longue, & le vœu fut unanime
pour la Guerre. aucun Feuillant n'osa exprimer un Vœu
contraire. on fit passer le Ministre au Comité Diplomati-
que, pour aider à la composition du Décret. à dix heures
du soir il fut rendu, & porté au Roy, qui le sanctionna
immédiatement.

Ni le Roy, ni le Ministre, ni l'Assemblée Nationale, ne
pouvaient avoir une autre conduite, que celle qu'ils
ont tenue. le Roy y trouvait sa sûreté, & le rétablisse-
ment de la confiance publique, qui ne fut à la vérité
que momentané, parceque d'autres Intrigues & d'autres
circonstances malheureuses ramenerent les soupçons
mutuels & la discorde. le Ministre ne pouvait pas, sans
trahir les Intérêts & l'honneur de la Nation, & sans expo-
ser le Roy, laisser ignorer les faits. Il en calculait bien les
Résultats, mais c'était un mal sans remède & il valait
mieux un Etat de guerre décidé, qu'une Paix perfide &
pleine de Danger. l'Assemblée, irritée, ainsi que le Roy
& la Nation, poussée par la Volonté Générale car il n'y eut
pas un Département, ni un District qui ne montrât le

Ch. 2. plus grand desir de la Guerre se serait de honorer & prouver, si elle avait balancé sur sa Déclaration.

La Proclamation qui s'en fit, produisit une Allegorie générale dans toute la France. la Protection ouverte donnée au Parti des Emigrés avait indigné la Nation, qui espérait que, d'abord ils deviendraient moins dangereux, & c'en est qui en amène. on espérait que les Sacrifices seraient, & que l'Amour de la Patrie réunirait tous les Français contre l'ennemi extérieur. 1.^o l'ennemi était la peur de l'ennemi, dont on était persuadé que venaient tous les conseils, par lesquels la Cour se serait dirigée depuis l'arrivée de la Reine en France, mais surtout depuis la Révolution, & on regardait la Déclaration de Guerre comme le ciseau qui coupait tous les fils de ces intrigues dangereuses & multipliées qu'à tort, ou à raison, on imputait à cette Cour. 2.^o On espérait que la Guerre ferait sortir de Paris, & des grandes Villes, quantité d'hommes turbulents, qui, faute d'emploi troubleraient la tranquillité publique, & fomentaient les Disorders.

Ce ne fut que quelques jours après que les Feuillants osèrent s'élever contre cette Déclaration, ils le firent à argumenter comme dans les écoles, en disant que c'était un Acte Offensif, & que la Constitution ne permettait la Guerre que défensivement. ces Sophismes étaient puerils & de mauvaise foi; cependant presque tous les Constitutionnels l'adoptèrent, & quelques Officiers Généraux envoyèrent leur Démission.

Certainement rien n'était plus défensif que cette Déclaration de guerre, il s'agissait de repousser les injures d'une Cour, qui déclarait à la France, que son Roy était Prisonnier, que tous les Actes que la Nation avait fait depuis 1789 étaient Illégaux, que sa Constitution était abusive & injuste, & qu'elle était en état de Rébellion, & qui même me tenus permettait sur son Territoire, sur nos frontières, l'Armement d'un Parti, qui avait refusé d'obéir au Roy & à la Nation.

Ces mêmes hommes, qui se permettaient cette Jurisprudence sophistique, deux ans auparavant avaient dénoncé l'Armement de Quarante cinq Vaisseaux contre l'Angleterre, qui n'attaquait point la France, on favoisa de l'Espagne, pour la cause la plus frivole, l'établissement d'un Comptoir Anglois sur une Pointe glacée du Pôle Arctique, à cinq mille lieues de nous, qui n'était d'aucun intérêt pour la France, sur le prétexte d'un Parti de Famille, que la Constitution de voir un jour nécessairement se reformer, & anéantir.

Cette cause même était très injuste, car la Dulle d'Alphonse VI n'avait pas donné un Privilège exclusif aux Espagnols sur la Mer Pacifique, où il restait encore beaucoup de Ptes & de Terres à conquérir & à découvrir, & les Anglois, comme toute autre Nation, avaient le droit naturel de s'établir où ils ne trouvaient pas d'Espagnols établis. Les Argum-
-ent.

Sur la Guerre Offensive & Défensive etait une Egotterie, pleine de la mauvaise foy & de la légèreté de ce Parti.

La Fayette ne l'adopta pas d'abord & sembla se préparer de tout bon sens au grand Rôle, que la Guerre allait le mettre à jouer. il était le mieux placé, le plus jeune, & pas conséquent devait être le plus actif des trois Généraux. que de maux il aurait épargnés, s'il ne s'était pas laissé séduire ensuite par les Sophismes des Intriguans!

Une autre espèce de fautive se répandait alors de ce parti violent & téméraire selon eux, & ils ne leur reprochèrent à Dumouriez, que depuis que les Evénements ont prouvé qu'ils s'étaient trompés dans leurs calculs: c'étaient les Historiens, Peuples, Intérieurs, Extérieurs. ils prévoyaient dans la Guerre leur prochaine ruine, & le rétablissement de l'ancien Régime. Ils s'imaginaient que la France ne pourrait pas résister à la Puissance réunie de la Russie & de l'Autriche. personne ne connaissait les immenses ressources d'une Nation libre & brave par laquelle la liberté allait rendre tous les Citoyens Soldats.

Certainement si l'Empereur & le Roy de Rome avaient pu prévoir, que cette Nation pouvait résister à toute l'Europe, ils ne se fussent pas mêlés de ses querelles intérieures, ils eussent traité ses Emigrés avec compassion, mais sans confiance, ils eussent répondu à la manière franche.

et sans retour, de négocier, le Ministre, la Révolution se fut achevée sans cruautés, l'Europe eut resté en Paix, et la France serait heureuse.

Après avoir prouvé avec la dernière évidence, que comme Ministre il a fait tous ses efforts pour empêcher la France, qu'il n'a pointupé à sa Déclaration que forcément, Dumouriez, ennemi de la vérité, pour ne pas déclarer, que comme Français, il désirait que la Nation prit ce parti, le seul noble, le seul convenable, et qu'il l'aurait regardée comme lâche, et comme indigne de la Liberté, si elle avait supporté d'avantage les dédains et les hostilités de la Cour de Vienne.

Ces enfin ce n'était que pour prévenir cette Cour, et pour faire cesser l'orage avant de laisser grossir les Princes armés, le avaient une maison du Roy, des Régiments, ce n'était pas pour cette cause. Plusieurs Cours de l'Allemagne les soutenaient, laissaient rassembler des Magazins sur leurs Territoires, laissaient exercer une Manœuvre encore plus criminelle, celle de fabriquer et distribuer de faux Assignats. Les Cours de Vienne et de Berlin délibéraient sur les moyens de faire cesser la Révolution en France, d'abord à Reichenbach, ensuite à Pillnitz, ne reconnaissant, ni le Roy de France comme libre, ni le Peuple Français comme Nation. cela

ch. 2. ne pouvait durer, tout au plus que jusqu'à l'été. on annonçait un songe à Aix la Chapelle, qui devait opérer sur la France, comme celui de Berlin en 1772 sur la Pologne, celui de la Haye en 1790 sur les Pays Bas.

Il était donc très prudent de se contenter, toutes ces Manœuvres, de ne pas laisser le temps de former une Armée d'émigrés sur nos frontières, de ne pas donner le temps de préparer une forte ligue contre la France, de séparer l'Autriche, de porter la guerre dans ses propres États, pendant que les Belges étaient encore dans le cas de se relever de leur récente soumission, de leur donner des embarras, qui prirent toute son attention, & pensèrent d'éteindre en France l'esprit de Faction, en occupant entièrement la Souveraine Nationale.

Ce n'en qu'après avoir épuisé tous les moyens Pacificateurs, que Dumouriez se sentant pénétré de la nécessité de hâter une décision, ne fut de plus content, si la Cour de Vienne avait vu, que son véritable intérêt était d'accord avec celui de la France révolutionnaire, qu'une Constitution solide convenait mieux à son Alliance qu'un Régime Arbitraire, qui la faisait dépendre des caprices d'une Cour frippole; que les mauvais succès de sa malheureuse Guerre de Sept ans, étaient provenus de la mauvaise conduite du Gouvernement François régi par la Pompadour; que dans sa Guerre de 1778 & 1779 elle n'avait pu tirer aucun secours de son Allié, & qu'une Nation

aussi Puissant, gouverneur despotiquement par des Esclaves
en un mauvais Voisin. Il fallait donc que la Cour de
Vienna, ou ne se mêlât de rien, ou qu'elle fût médiatrice
impartiale. quel beau Rôle pouvoit jouer Leopold!

Chap. 3. Plan de Campagne.

Longtemps avant d'entrer au Ministère, Duncourier,
pendant qu'il était dans la Vendée, avait envisagé la
Guerre extérieure comme inévitable & très prochaine &
suivant ses anciennes habitudes il s'était occupé de tous
les moyens d'attaque & de Défense de sa Patrie. lorsqu'il
avait appris qu'on formait trois Corps d'Armée, sur la frontière
depuis la Saône jusqu'à Dunkerque, & que Narbonne Mini-
stre de la Guerre allait visiter les frontières, il n'avait pas douté
que ce ne fût pour donner aux Préparatifs toute l'Activité de
son Caractère; il lui avait écrit de Nion, pour l'engager à
former les Electeurs de Trèves & de Mayence à ordonner la Disper-
sion & la Vente des Magazins, qu'on assembloit pour le Rhin,
sur notre frontière, & de les acheter, non pas que nous en eus-
sions besoin, mais pour qu'on ne regardât pas leur entre-
tenu comme un acte de Violence, ce qui au reste aurait été
bien excusable, n'en eût pu être regardé que comme un Acte
de Propre Défense en administrant à ces Souverains les preuves
qu'ils & leurs Magazins étaient formés pour se rebeller, ce qui n'avait

Homme en suite Lieutenant General, appelé à Paris, il
avait donné à le Ministre & à son Successeur de Graces une
Plan de Défensive pour le Miroy, en deux Parties dont la prem-
-iere comprenait tout le Système de guerre qu'il jugeoit de voir
être suivi; lequel étoit de se tenir sur une Défensive exacte
partout où des Montagnes, comme les Alpes & les Pyrénées, la
Mer, ou une Rivière, comme le Rhin, présenteroit une Barri-
-ère naturelle, & de porter la Guerre au delà hors partout ailleurs.

D'après ce Système general, comme il ne vouloit par qu'une
guerre particulière ne entraînant une generale, il n'auroit
proposé la guerre Offensive que dans deux Parties; vers l'Italie,
pour rompre de toutes les Possessions de Roy de Sardaigne
jusqu'aux Alpes, en cas que le Roy fût entraîné à se déclarer
notre ennemi, ce à quoi il voyoit beaucoup d'apparence, mais
de ce côté l'offensive devoit être très bornée, & une fois la voye
& le compte de Niv. occupés, on devoit se remettre sur la Défensive.

L'autre partie où il avoit indiqué l'Offensive étoit les
Pays Bas. Les Belges & les Liegeois venant à peine d'être sou-
-mis, après avoir tenté une Révolution, qui avoit même précédé
la Nôtre: Ils étoient encore mécontents, par ce qu'en pareil
cas quelque prudence qu'employent les Souverains, qui sou-
-ettent un Peuple, qui a voulu se soustraire à leur autorité, il
ne se peut pas, surtout dans les premiers tems, qu'ils ne le regardent
encore comme rebelle, & qu'ils ne soyent encore regardés comme
ennemis. Le soupçon subsiste longtemps entre le Gouverneur &

le Gouverneur & le Peuple qui tout, n'a besoin que d'un souffle léger pour rallumer un violent incendie. c'était le cas des Pays-Bas. le nombre des Mécontents étoit considérable. la Démolition des Places, & la Rupture du Traité des Varreries, avoient préparé le Pays à recevoir la loi de la France, parceque rien ne pouvoit le garantir contre ses Invasions. la Deliquie étoit riche & fertile, & ses Peuples mécontents semblaient nous solliciter, n'ami, ou ennemi, il étoit sage d'en faire le premier Théâtre de la guerre, pour prévenir la Maison d'Autriche, qui ne nous méhageoit plus.

Varbunne avoit annoncé à l'Assemblée Nationale, au retour de son Voyage, que les Places Frontières étoient en état de défense, que les Magazins étoient remplis, & les trois Armées en état. Son Successeur de Graves avoit donné les mêmes assertions. d'ailleurs l'attaque des Pays-Bas ne demandait pas d'abord de grands Préparatifs de Guerre. les Impériaux n'y avoient pas plus de trente mille hommes. le Pays étoit tout ouvert & fertile, les Peuples nous attendaient avec impatience; la preuve en est que six mois après ils nous y ont reçu avec joie, malgré le honteux succès de nos premières Tentatives.

Uinsi à l'Époque de la Déclaration de la Guerre, il ne s'agissoit pour le succès à cette Invasion, que de la faire avec plus de rapidité que de méthode, pour ne pas donner le temps à l'Empereur d'y envoyer des Troupes; de diriger les colonnes

Ch. 3. de manière à ce que les mouvements s'en eussent bien correspondants, & surtout de se conduire avec les Peuples comme avec des frères en liberté, pour qu'ils coopérassent ensuite à la défense du Pays, & doublassent nos forces.

Le Ministre de Grâves avait beaucoup de sagesse, mais n'avait d'expérience, & n'en faisait le noble usage; il prit conseil de son collègue Dumouriez, qui trouva le Plan de campagne, qu'il crut le plus convenable à la circonstance. Le Mar. de Rochambeau commandait l'Armée du Nord, donc, les garnisons lincées, & elle, n'avaient pas besoin d'être fortes, puisque devait opérer en avant des Places, il pouvait former un Corps d'au moins trente à trente cinq mille hommes disponibles. La Fayette, commandant de l'Armée du Centre, ne pouvait guères disposer de plus de vingt à vingt cinq mille hommes, parce qu'il était obligé de sélogner davantage de ses Places, & que par conséquent il devait y laisser des garnisons plus fortes. Ainsi Dumouriez calcula pour le premier mouvement sur une force d'environ cinquante à soixante mille hommes pour s'emparer des Pays-Bas, & était plus qu'il n'en fallait.

Mais Rochambeau était un de ceux qui avaient montré le plus d'aversion contre le nouveau Ministère, & surtout contre la Déclaration de Guerre. Il avait dit tout uniment à Dumouriez qu'il était un fou & pour ne pas vaillier, ni avec lui, ni avec de Grâves, donc aparemment la Jeunesse ne

Luy inspirait pas de confiance, il était parci avec beau-
-coup d'humour pour son Commandement. Le Général
avait fort bien fait la guerre, il avait une longue experi-
-ence, mais l'âge l'avait apesenti, on n'est habituellement
malade j' luy avait ôté toute son activité. Chagrin, me con-
-tent de tout ce qu'il voyait, ennemi de la Révolution, quoi
qu'elle l'eût fait Maréchal de France, obsédé par les Jéuils
-lants, dont une partie étaient ses Officiers Généraux, il
avait annoncé que la Discipline était rétablie dans le
-troupe, il se trouva ensuite qu'il n'en était rien, qu'on
ne pouvait pas compter sur une Armée, dont ni luy, ni ses
-lieutenants n'avaient gagné la confiance, seul mobile du
-soldat Français en tout temps, mais surtout depuis qu'on
se était attaché à désorganiser les Armées par système,
regardant prudemment la science Militaire comme l'opposé
de la liberté publique.

L'acte de cette prudence plus ambitieuse, se était fait aimer
de son Armée qui était mieux tenue. Il cachait alors
l'opinion qu'il avait prononcée depuis contre la Déclaration
de guerre, il y voyait une grande Carrière d'un Rôle bril-
-lant à jouer, qui le conduirait tout naturellement à la
-Dictature. Les nombreux Partisans, et les Jéuillants, qui
le portaient en avant, ne cachèrent pas leurs ambi-
-tions. De leur Exécution servit le motif le Renvoy de l'Assem-
-blée Nationale, le retour de la Constitution, et le nouveau

Système des deux mandats. maine changement ne
pouvait pas s'exécuter sans le secours de l'Armée. Les
Grands Prieurs étaient contrariés par la guerre extérieure.

Soit diminution, soit ambition, la Fayette se plia
facilement au Plan de campagne proposé par Dumouriez,
ils travaillèrent ensemble de très bon accord, & on convint du
temps & des moyens d'exécution, mais il proposa à ce Minis-
tre la mauvaise santé & la mauvaise humeur de Rocham-
beau, de le charger en chef de l'Exécution, il demanda cinquante
Mille hommes, avec lesquels, il entretrait par Namur, &
descendrait la Meuse jusqu'à Liège, & qu'il rendrait maître
du Pays Bas.

Ce Plan était bon, & Dumouriez voyait bien que la Fayette
aurait pu réussir, mais la conduite que le Général avait tenue
depuis son retour à Paris, ses liaisons si peu naturelles avec la
Cour, après avoir été si long temps son chef, sa coalition
subite avec le parti des Lameth, qui l'avaient ruiné dans l'opinion
de la Nation, & qui alors le regardait comme son Chef tout
ce qui avait rendu suspect à l'Assemblée Nationale, & au
quelques Jacobins, les derniers thouxien déjà mauvais qui l'
eût le commandement d'une Armée, & s'il eût réussi sur
sa tête tout le Commandement Militaire de Ministère, c'eût
posé pour de suite, & l'Assemblée se fut portée à des extrémi-
tés fâcheuses contre le Roy, contre la Fayette, & contre les
Ministres, plutôt que de le souffrir.

Vainqueur il y avait deux Marschall de France. Si
Rocheambeau était trop vieux & trop malade pour agir, il
n'y avait pas la même objection contre Dumour. Enfin Dumour
lui-même ne comptait pas sans sur le caractère & le
Talent de la Fayette, pour courir en sa faveur une chance
aussi périlleuse. La Fayette se laissa toujours mouler indécis,
versatile, & plus fin que fort, lorsqu'il avait joué le premier
Rôle dans les trois premières Années de la Révolution, il avait
de l'esprit & des connaissances, mais il manquait de ce génie,
qui entraîne les hommes, & quelque fois son ambition, la
Nature l'avait condamné à une ~~très~~^{la} médiocrité. Il
lui refusa donc le commandement Général, cependant il
se laissa vaincre, & céda sans le tromper, une fois sur
-sion des Paysbas Excusée, Rocheambeau de sa nature
-meut rester en France, vu le mauvais Etat de sa santé, ainsi
la Fayette devait se trouver naturellement chargé du com-
-mandement extérieur de la défense des Paysbas, ce qui le
faisait tenir vite Marschall de France.

La Fayette eut l'air content, & diminua son ressentiment.
il y a même apparence qu'il fut de bonne foy, jusqu'à ce que le
mauvais succès, par lequel il fut qu'il se déclara hautement
mais toujours, membre de côté droit, c'est à dire, d'Orléans,
de l'Assemblée, membre du Comité Militaire, & ami de ce Général,
devint son vœu sur cette Proposition. Dumour, du même
parti dans l'Assemblée, devenu ennemi déclaré du Ministre,

quoique le Roy l'estimât, & luy en eût donné des preuves dans toutes les occasions, & luy a eue la proposition sous main, & tous s'acharnerent d'avantage contre le Ministre, & puis son refus.

Le Plan de Campagne, qui étoit très simple, il devoit y avoir deux trayers attaqués, & deux d'aunes. La Fayette devoit avec un Corps de dix mille hommes, Suivre du côté de son Amie, de boucher par Givet, & aller s'emparer de Namur, où il n'y avoit alors qu'un Bataillon Wallon, deux plus de la moitié avoit conjuré de desister à l'apparition des Français. De là la Fayette devoit se porter sur Bruxelles, ~~par~~ ^{ou} Liege, car il n'y avoit que la première Operation d'essayer; pour le reste, il avoit l'orte blanche. Le mouvement devoit s'exécuter du 20 Avril au 2 May.

A la même époque le Lieut. Gen. Biron devoit partir de Valenciennes, avec dix mille hommes, & se porter sur Mons, où étoit le Gen. Autrichien Beauclerc avec 2500 hommes, qui furent renforcés jusqu'à cinq mille. Un Officier Général devoit être envoyé le même jour par le Lieut. Gen. d'Armentières de Lille avec 3600 hommes, sur Tournay, avec ordre de pousser dans la Ville, si ne trouvoit pas de résistance, de mettre garnison dans la Citadelle, & de se joindre au General Biron, ou de desister ce qu'il luy ordonneroit, mais il étoit prévenu dans son Instruction, que si les Belges ne venoient pas au devant de luy, & ne se declaroient pas, il devoit s'en aller à Berghes sur le Territoire de France, à l'extrême d'Armentières, par où il

ne devais faire qu'un fautive attaque, sans se compromettre
en même temps. Carle Marechal de Camp Commandant à
Dunkerque en devoit sortir avec deux cents hommes, & se
porter sur l'ennemi, pour tenter l'espérance d'un succès, & se
conduire d'après le plus ou moins de progrès de cette au-
tre, soit pour rentrer à Dunkerque, soit pour s'établir
dans le Pays, & y fortifier par de nouvelles troupes.

Cette attaque générale étoit d'environ quarante mille
hommes, qui suffisoient d'abord. la guerre n'étoit déclarée
que depuis dix jours, il ne pouvoit être arrivé à temps, ni
ordres de Vienne, ni troupes pour défendre le Pays, qui étoit
très bien disposé. Entre les mains d'un homme de génie,
habile, actif & de bonne volonté, le succès étoit inman-
quable.

Cette Armée devoit être promptement renforcée de
plus de trente mille hommes d'Infanterie, des bataillons
Nationaux levés dans la Campagne précédente, dans les
Départements du Nord & du Ouest de la France. une
seconde levée étoit ordonnée, & on tiroit aussi de l'intérieur
plusieurs Régiments de Cavalerie, qui se reproduisoient de la
Flandre. ainsi lorsque l'Empereur auroit amené une
Armée en juin, ou juillet, pour venir reconquérir les Pays
bas, on auroit eu à combattre la Fayette à la tête de
plus de soixante quinze mille Français, & tout le Pays
en insurrection. C'étoit précisément la même Plan que
le Général Dumouriez a exécuté lui-même à la vérité.

avec de plus grand dessein, mais aussi contre une deffensive mieux préparée.

La Fayette aurait pu être bien content de ce Plan, qui sans exclure en apparence le Mar. Rochambeau, luy accordait l'objet de ses vœux, le commandement en Chef, puisqu'il ne marquait de l'Armée du Marechal qu'un Lieutenant General & des Marechaux de Camp, qui une fois entrés dans les Pays bas, se trouvoient naturellement à sa droite, & de ce naient une partie de son Armée.

Quant à Rochambeau, il ne voyoit pas à se plaindre, il se disoit malade, & il l'étoit réellement, on ne lui permettoit pas il vero de marcher. Il montrait une grande répugnance à se soumettre à l'autorité du Conseil, & à adopter ses Plans on menageoit cette Répugnance, en ne donnant des Ordres qu'à ses Subalternes. cependant pour la retenir son Amour propre, & par égard pour son grade, c'étoit par luy qu'on faisoit passer les Ordres aux Generaux, qui devoient exécuter. à la vérité on ne le consultoit pas, mais il étoit donné l'occasion à luy même, par son amertume contre les Ministres, le Plan fut porté au Conseil & approuvé par le Roy & revêtu de son autorité.

Echap. 4. Conduite Des Generaux.

La Fayette se donna des peines infinies pour amener sa gloire Artillerie jusqu'à Givet, & se plaça dans le camp de Ransenne vers le 1^{er} May. tous ses Magazins etaient dans le Pays Menin, comme la Position de Givet, qui ne devoit être qu'un camp de passage, pour penetrer dans le Comté de Namur. Devint ensuite sa position fixe, sans aucune utilité, il y souffrit de tous les besoins, & son humeur se fit valoir en plaintes contre les Ministres, & surtout contre l'Auteur du Plan de Campagne, qu'il n'avait pas exécuté.

Cette inexcusable Volontaire, & sa perreclat une fautive. L'attaque de Namur, faisable le 2. May, etait une Expédition indépendante de l'Eschec, que Brion essaya de muer. Mon le 1^{er} May, cet Eschec etait un motif de plus pour l'excuser, car il etait beaucoup plus fort que les Autrichiens dans cette Partie, & il pouvait par un succès compenser la honte de nos Atmes en Echec. Sa gloire personnelle y etait intervenue.

S'il avait pris Namur, comme cela etait indubitable, il devenait homme essentiel à l'Armée Française, & en ce cas son redoublement augmenté, & il eût pu blâmer tout à son aise le Ministère, le renverser même, & le remplacer par ses creatures, comme il a fait deux mois après; au lieu que n'ayant rien tenté, il parvint à menager l'ennemi, & réserver tout son courage contre les Ministres, & contre les

Jacobins, qui semblaient toujours confondre ensemble, quoi qu'ils fussent très séparés.

Il n'y eut donc pas d'attaque du côté de Normand, & ce qui ferait croire que la Fayette comptait sur l'Exécution du Plan, c'est qu'au lieu de faire marcher toute son Armée à sa suite, il n'avait pris avec lui que dix mille hommes, et il avait cantonné le reste du côté de Dun, par les Evénies, à trois lieues de lui.

Dion partit de Valenciennes, & vint camper à Quiévrain le 1^{er} May. C'était un très brave homme, d'un esprit doux, d'un caractère agréable & d'une très bonne Volonté, mais il n'était pas grand Militaire. De Quiévrain il alla jusqu'à Douai, où le Gen. Deaulieu avait des Troupes légères. Lui-même occupait les hauteurs près de Mons, avec sa très petite Armée.

Dion n'avait fait aucune disposition, mais il y en avait une à faire contre l'Événement imprévu, qui arriva. Deux Régiments de Dragons, sans voir d'ennemi, se mettent à fuir, en criant qu'on les coupe; qu'on les trahi, mettent l'Infanterie en désordre & l'entraînent.

Dion, Rochambeau fils, le Vassier Aide de Camp de Bonmourin, quelques autres Officiers se jettent au milieu d'eux & les conjurent de s'arrêter, & veulent les rallier; pour folle réponse on tire sur eux, on les menace, tout l'Armée se débande, & ne suit que par cinq ou six cents Mousquetaires, qui hantent le camp de Quiévrain, les Équipages

le 14. de Biron & la faim Militaire, cette Armée arrive dans le plus grand desordre à Valenciennes, où joignant la lieue la plus criminelle à la terre, la plus vile, elle veut mal - savoir le Maréchal de Rothembourg & ses Officiers Généraux. il en peu d'époque plus déshonorante pour le Militaire Français, mais c'était un coup monté.

Le même jour, à la même heure, Theobald Dillon Maréchal de Camp sort de Lille, arrive à Denièvre, avec 3600 hommes, pour un Tiers à cheval; un petit Corps d'Artillerie de 8 à 900 hommes, sortant de Tournay, se montre, la Cavalerie fait les mêmes cris que celle de Biron, passe sur le Corps de son Infanterie, s'enfuit jusqu'à Lille, sans être poursuivie abandonnant Artillerie, Chariots, Equipages. Theobald Dillon rentre dans Lille, après les fuyards, il est massacré par ses soldats, avec un Lieutenant Colonel du Génie, homme de mérite, nommé Berthois, leur Corps sous pendus, à la Canaille de Lille se joint à cette Soldatesque féroce & lâche, pour commettre tous les excès, & dans que tous les Officiers sous des Artistes.

En rapprochant ces deux Evénements, qui se passent à la même heure, l'un près de Mons, l'autre près de Tournay, tous deux commençant par la fuite de la Cavalerie, sous le même prétexte, avec les mêmes cris, on ne peut pas douter, que ce n'ait été le résultat d'un complot très-wis, par qui a été trahi. C'est ce qu'on a toujours ignoré.

Les Jacobins n'avaient aucun intérêt à ce que la Guir-
ne se fit pas franchement; au contraire la Gironde & l'Armée
bleue y avaient un grand intérêt: cette organisation
n'avait lieu que dans l'Armée du Nord, les Troupes soua-
ient de Lille & Valenciennes: car il n'aurait rien de pareil,
ni dans l'Armée de la Mayenne, ni dans le petit Corps de
Troupes, avec lequel le Gen. Carle, partant de Dunkerque,
entra à Furnes, où il ne trouva ni opposition, ni bonne
volonté, les Monteurs Echees de Tournay & de Mons firent
sans tout de suite, & d'après la lachete des Français, les
Hollandais eurent la sagesse de se tenir tranquilles.

L'Arrivée de cette nouvelle jettâ la consternation dans
Paris & dans l'Assemblée. Dumouriez la reçut avec le plus
grand calme, il calcula la profondeur de l'atrocité avec la
quelle on avait déjoué son Plan de campagne, & il fut
confirmé dans la persuasion que c'était un fait exprès, par
la joye indécente qu'il vit au Parti de l'Opposition, qui pen-
dant plusieurs jours prit le dessus dans l'Assemblée.

Le malheureux de Gravel fut consterné, mais son (il) qui
se mit à son aise, en prenant le Blâme & le danger sur son
compte, ainsi que le soin de défendre le Conseil. Louis XVI se
conduisit très bien en cette occasion, & prit le parti de son
Ministre. Les Feuillants dirent que c'était un fou, un
brouillon, un ambitieux, qui comme un autre Louvois,
voulait diriger de Paris les Opérations Militaires: il eut pu

répondre que l'on n'avoit pas comme luy pratiqué l'étude pendant 36 ans l'Art de la Guerre, & que Rochambeau & la Fayette n'étoient, ni Turenne, ni Condé.

Ces deux Généraux écrivirent au Roy & au Président de l'Assemblée, pour marquer qu'ils ne pouvoient plus exécuter les Ordres d'un Conseil ignorant & d'un Ministre présomptueux. Rochambeau manda qu'on l'avoit fait entrer en campagne sans vivres, & sans l'effet de campement pendant dans l'état du pillage de l'ennemi au camp de Quiesvain, il y avoit tente, & effet de campement pour 22000 hommes, qu'on sembleroit avoir amassé exprès sur la frontière, pour les donner en proie à l'ennemi.

On n'avoit pas besoin de cet attirail pour entrer dans Mons, & Dumouriez, dans les instructions qu'il avoit faites, & qui, ainsi que tous les Ordres, étoient signés, par le Ministre de la Guerre, avoit expressément recommandé qu'on marchât à la légère & sans bagages. Les 3600 hommes de Theobald Dillon avoient aussi toutes bagages, & en avoient 2500 Couverts. pour quoi avoit-on prié avec soy tous ces bagages, malgré les Ordres, contraires?

Mais il en résulteroit que les Généraux, n'ayant plus ce qu'il leur falloit pour entrer en campagne, n'ayant Carreblanche, conclus à reprendre le système de Guerre Défensive. leurs Plaintes étoient si amères, la faction des Feuillants eut tant d'avantage, que pendant

quelques jours peu s'en fallut que Dumouriez, qui résistait à l'orage ne fût envoyé à Orleans. L'Assemblée luy donna presque le dos, non l'engagea à se renfermer dans les affaires de son Département & à ne plus se mêler de la partie Militaire. à son retour de campagne dans les Pays bas, il se trouva dans le même cas, on prétendait en des deux Generaux, n'en eût conduit bien différemment.

Rochembeau se plaint qu'il manquait deffect de Campement & de Vivres. Dumouriez n'avait ni Vivres, ni argent, ni souliers, ni habits. La Fayette se plaint qu'on luy avait fait faire des marches forcées, dans des chemins impraticables. Dumouriez & Valence ont conduit à la fin d'Octobre, après une saison très pluvieuse, une Armée & une grone. Attilien par les mêmes chemins. Le fait en qu'avec de la volonté on surmonte toutes les difficultés, & que tout devient obstacle insurmontable, quand on veut faire manquer un Plan.

Ces Generaux ne se cachent pas, mais ils n'y gagnent rien que la moitié de leurs projets. la Nation toute entière suit le parti du Ministre. L'Assemblée revenue de sa premiere impression de terreur, deïouoit aisément la non intelligence, & le soutint le Roy luy même luy donna plus de marques de confiance que jamais. alors Rochembeau, qui réellement était malade, envoya la demission, & se retira. Dumouriez, respectant son age, & estimant ses

Talent, eus la generosité de luy offrir le Commanement de l'Intérieur pour le rendre à Paris, & aider de ses conseils, le Ministre de la Guerre, ce qu'il refusa.

La Fayette crut alors qu'il allait hériter du commandement de l'Armée du Nord, qu'il joindrait à celle du Centre. Ses amis recherchèrent le Ministre, pour le luy rendre favorable, & luy, sans aucune rancune, mais par esprit de justice, & opina, tout le Conseil, le Roy luy même furent de son avis. Luckner était Marechal de France. La Fayette venait de faire la faute de n'avoir pas attaqué Namur, celle d'avoir laissé battre son avant-garde; il avait fait des marches inutiles, pour se rapprocher de Maubeuge, à l'époque de la retraite du Mar. de Rochambeau. Sa conduite, comme Militaire était médiocre, comme homme d'Etat, factieux.

Ce dernier refus acheva de le rendre l'ennemi déclaré de Dumourier, contre lequel il écrivit une lettre injurieuse, elle connaissait tout le Conseil, qu'elle nommait le Ministère Scandaleux. on dit que D'Armenet & d'Armenet cette lettre; elle fut trois jours à Paris avant de paraître. D'Armenet & d'Armenet furent en voyés à Dumourier pour s'en prévenir, & luy faire peur.

Il en parla à l'Infortuné la Roche-Joucauld, & lui dit de conseiller à la Fayette de la retirer, car en ce moment luy Dumourier venait de faire rendre du Conseil d'Orléans,

Servan & Clavier pour delivrer le Roy de leur oppression, & il
était brouillé avec la Grande & les Jacobins, qui à son égard
cela montrait un acharnement maladroît, qui le tom-
berait sur la Fayette. La colere & les mauvais conseils de ses
dangereux Partisans, luy firent rejeter, & sonner, de la
Roche foucauld & de M. de S. Pierre. cette aversion du malheur
sur la Fayette n'a qu'un peu d'effet, elle a causé de bien
grande mauze.

Chap. 5. Demission de Graves. Servan Ministre de la Guerre. Affaire du Roy de Sardaigne.

De Graves avait été consterné du honneur & de la
la Guerre. Doux, aimable, d'une santé faible qui ne répondait
pas à son zèle, dès les premiers jours il trouvait la fatigue d'un
Ministre, aussi surchargé de détails, au dessus de ses forces, il
avait voulu se donner un second sous le nom de Directeur de la
guerre, & aucun département n'en a plus besoin. Brissot luy
avait proposé un homme très instruit, au moins en Théorie,
Servan, cy devant Lieutenant Colonel du Régiment Dauphin
Infanterie, alors Colonel d'un des Régiments de Paris. Nous sa-
vons bien, auprès du Ministre, & sous l'ententeur le plus modeste &
le plus dévoué, il exigea beaucoup, & travailla peu. Il était
d'une famille Parlementaire noble du Dauphiné. Il avait

de sousgouverneur des Pages du Roy, & en avait été renvoyé
 il était alors rentré dans le Régiment Dauphin. il prétendait
 que son Avenir provenait de la liberté de ses principes. Il était
 auteur d'un livre rempli de bonnes vûes, & sagemens courtois, in-
 titulé le Soldat Citoyen, qui faisait présumer en luy de grand
 talent. N'avait l'extérieur d'un homme froid, réfléchi & austère,
 il était cependant doué de flatteries, mais son envelepe simple
 & philosophique couvrait beaucoup d'ambition & d'insensibi-
 lité.

De Graves avait conçu une société de Femmes, qui se
 chainons, en chainons, se ramenaient à Madame de Staël
 ambassadrice de Suède, qui était devenue la Cîte des seules
 tant. comme leur faction était composée de beaucoup de jeunes
 Colonels de l'âge & de l'ancienne société de Graves, il avait da-
 bord rompu de bonne foy avec eux, pour ne s'occuper que de
 sa place, & se maintenir impartial. Dès que les Généraux eu-
 rent détruit le Plan de Campagne, autant par leur faute, que
 par la haine & la défiance de l'Armée de Flandres, on se
 servit des habitudes du Ministre de la Guerre, pour l'obséder &
 luy faire peur. il voyait le Ministre battu par une faction
 Ruissante, il n'avait point de confiance dans ses Bureaux,
 il avait été trompé par ses préposés sur toutes les fournitures
 des Armées, son énorme responsabilité l'épouvait, il confiait
 ses peines à son Collègue Dumouriez, avec qui il était lié, & il le
 pria souvent de changer de Département.

celuy y luy aurait volontiers accordé sa demande, si elle eût eu lieu avant la honteuse catastrophe de l'ouverture de la Campagne, mais il n'était plus tems. il aurait eu lois de prendre le Ministère de la guerre, pour se venger de General, en les maintenant, & cela eût produit des scènes encore plus orageuses, & une division, dont on n'aurait pas pu se tirer au début d'une Guerre. Il offrit à son ami de partager ses Travaux, mais il refusa de changer de Département. alors de Graves prit le parti de donner sa Demission.

Ce dernier derangement dans le Conseil y fit beaucoup de mal. jusqu'alors le Corps avait été assez uni, mais il y avait une liaison plus particulière entre de Graves, la poste de Dumouriez, qui moins occupé de ce qui se passait au-
- tous d'un, qui des Affaires de leur Département, soutenaient l'intégrité de leur Place contre l'influence des factions, ils avaient même déjà eu à cet égard quelques Attentions avec Roland & Claviere; car Durant son Ministère de la Justice ne sortait pas non plus des bornes de son Département, qui avait peu de commerce avec les cinq autres, & ne touchait ni Jacobin, ni Feuillant, ni Girondin. De Graves proposa luy même au Roy, Serwan, pour le remplacer, -
- car, il fut fait peu de tems après. Marechal de Camp. dans cette occasion le Prince infatigable eut tort de diminuer sa répugnance contre le thoria. il connaissait mieux Serwan que de Graves & Dumouriez, qui n'avaient jamais eu de relation avec cet homme, & qui ne le connaissaient que

depuis un mois s'étant fait la moindre objection, jamais il n'eût été Ministre.

Servan était lié depuis longtems avec la celebre Madame d'Holland, & jouait auprès d'elle le rôle d'un amant, soit que cela fût, ou non, il ne fut pas huit jours en place, sans s'enigres la conduite de son prédecesseur, et sans se separer entièrement du Sen. Dumouriez, à qui il avait fait les démonstrations d'affectionnement les plus soumises, pour obtenir le Ministère. non seulement il ne le consulta sur aucun des détails de son Administration, mais il lui cachait même la position & la force des Armées, & il chercha à se raccomoder avec les Généraux, en paraissant s'éloigner de son collègue, qui ne le gêna point dans cette conduite, & ne montra de curiosité que sur les résultats de son Administration, qui pouvaient influencer, plus ou moins, ses négociations.

A cette époque un motif très léger vint menacer la France d'une nouvelle guerre, & la sougue des Vénitiens d'un côté, & les Intérêts de la Cour de Vienne, ou plutôt une affaire très grave. Depuis le commencement de la révolution la Cour de Turin s'était montrée trop partiale. les deux frères de l'oy avaient épousé des Princesses de Savoie, leur sœur était mariée au Prince de Piémont. le Comte d'Artois s'était retiré à cette Cour, & quoi qu'il eût un peu gâté ses Affaires par la gérance de sa conduite & de celle de ses courtisans, il était très naturel que la Cour de Turin fût des vœux pour des parents, & des proches, & surtout plus que leur succès de voir la réhabilitation de ces Rois en couronnés.

la Savoye n'avait jamais été bien contente de ses souverains, la liberté Française avait fermenté dans le sein de ces Noblesse grands; quelques médions que fussent leurs Intérêts, ils péroroient beaucoup sur des Ruptures d'union, qui dépendaient pour la subsistance des Français leurs voisins. la Cour de Turin avait pris le mauvais parti de vouloir s'assurer de leur fidélité par la force, elle avait renforcé ses garnisons, & déployé une autorité militaire très rigoureuse contre les Novateurs. ceux qui s'étaient réfugiés dans l'asyle commun des Seigneurs de tous les Pays, dans la Société du Jacobin, qui non seulement s'étaient empressés de les accueillir, mais avaient envoyé des Missionnaires pour faire fructifier la semence d'insurrection.

C'était Turin & du comte de Nice qui étaient sortis toutes les conjurations mal conduites, & toujours éventées, des ennemis qui agitaient le Nord de la France. Il s'y était tramé pendant le séjour du Comte de Artois, des complots contre Marseille, Toulon, Antibes, Lyon & divers Places du Dauphiné. tous avaient été découverts. la Cour de Turin affectait de regarder Louis XVI comme prisonnier, avait retenu sans bruit son Ambassadeur, & traitait froidement le comte de Choiseul. Ambassadeur de France. l'avait en vain à demander son écart, son rapel & après son départ ne paraissait pas prendre de lui voir nommer un Successeur.

Non seulement Vint, la Savoye & le Piémont étaient remplis d'ennemis, mais une le Comte de Vint ils étaient publiquement enrégimentés, le Roy de Sardaigne se livrait

publiquement les Turcs à une ligue sous le prétexte de
leur garantir ses États Trans-Alpins. on disait qu'il avait
formé un grand rassemblement d'Artillerie en Savoye,
comme c'était de l'Artillerie de Siège, on ne pouvait pas
alléguer que ce ne fut que dans des vues défensives, il était
bien plutôt à présumer que c'était pour en tout prier à
tomber, ou sur Lyon ou sur le Dauphiné. tous les Dépar-
temens du Dauphiné & de la Provence jetaient continuel-
lement l'allarme, par leurs Adresses à l'Assemblée Nation-
ale, qui fit un décret, pour que le Roy exigeât une explication
franche des Intentions du Roy de Sardaigne.

J'éclaircis l'Etat des Affaires, entre la France & la Cour
de Turin, lorsque Dumouriez avait mis le Simon des Affaires
Etrangères. ses grandes Occupations pour arranger le Sys-
tème Politique avec les grandes Puissances, la négociation
avec la Cour de Vienne, la Déclaration de Guerre qui
s'en était suivie, les détails du Plan de Campagne, son mau-
vais succès, l'avaient engagé, non pas à négliger, mais à
suspendre la Décision des Affaires de la France avec la Cour
de Turin, qui ne pouvait pas cependant laisser longtemps
dans un Etat aussi incertain. Il était encore reconnu par la crainte
de recevoir des réprimandes, ou de mauvaise foy, il avait
annoncé au Comité Diplomatique que son principe était, qu'il
fallait suivre l'exemple des Romains, n'avoir qu'une Guerre
à la fois, s'en prendre à la Puissance la plus forte, & distimuler

les Injures des Ruineurs du second ordre.

La pétulance des Jacobins, le ven des Savoyards, l'imprudence des Emigrés, la conduite à demi hostile de la cour de Turin, & les Manners de Département, Mécidionaux, provoquèrent le Dénouement de l'Assemblée. Le Ministre, ne pouvant plus reculer, envoya au chargé d'affaires de France à Turin une Note, qui annonçait cinq principaux Griefs, sur lesquels il demandait une explication franche de la part du Roy. Le Ministre du Roy de Sardaigne n'eut aucun égard à cette ouverture de bonne foy, & retarda de répondre. toutes les Cours étaient égares dans leur Politique par les amertumes de malheur & la Emigrés, qui leur faisaient croire que la Révolution ne pouvait pas tenir, que la Nation était fatiguée, que le Ministère actuel, surtout Dumouriez, était un le, Agents d'une faction ténébreuse & sans force, qui, d'un moment à l'autre, allait succomber, & serait victime du Peuple même.

La cour de Turin, plus que toute autre, avait du désirer que la France devint une Monarchie constitutionnelle, gouvernée d'après des principes sages & pacifiques. toutes les démarches qu'elle a faites pour s'y opposer & rétablir l'ancien Régime, étaient imprudentes, car c'est cette opposition de la Politique extérieure, qui a précipité les Français ^{dans} tous les excès & dans l'Anarchie, par désespoir. Il est vraisemblable qu'elle eût évité sa constitution, sans bouleversement & sans crimes, si elle n'avait trouvé tous autour d'elle

que des sages Coniliateurs, ou bien d'Invenis actifs, qui la tourmentaient par de continuelles Conjurations, & l'arrêtaient par leurs mepris.

Comme la Réponse de Turin ne fut ni cathégorique ni honnête, le Ministre dit au Roy, qu'il ne percevait pas ses dépenses & en rendre compte à l'Assemblée, qui le pressait. Il luy proposa d'envoyer à Turin un Ministre Plénipotentiaire actif, vigilant & hardi pour la forces à des Explications précises, pour veigier par luy même les Armeemens, des émigrés à Nice, l'augmentation des Troupes, & surtout de l'Artillerie de Siège en Sardaigne, & s'entremettre sur les Négociations agitées, de cette Cour avec le Corps Helvétique, qui appuyaient celle du Comte d'Artois, pour la seduction des Régiments Suisses, qu'il voulait s'amuser par les Cantons.

Sémonville, nommé par Monseigneur, était à Genève d'après quelques mois de voisinage & avec sa pénétration, il connaissait parfaitement les vûes, les dispositions & les intentions de la Cour de Turin. Le Roy approuva ses vûes, sans faire aucune objection. Dumouriez suspendit le rapport qu'il devait faire à l'Assemblée, il envoya un Courier à Sémonville avec ses Instructions & ses Ordres, & luy manda de se rendre sur le champ à Turin, d'ouvrir la Négociation avec l'ignité, cordialité & promptitude, & de luy envoyer au

Ch. 5. plutôt une réponse

La Cour de Turin était regardée comme une cour de famille, & elle suivait une marche d'égarés réciproques dans le choix des Ambassadeurs, on les proposait tous jeunes à la Cour où ils devaient être avant de les nommer. Elle était d'ailleurs de l'ancien Régime. Le Ministre l'ignorait, le Roy ne l'avait pas. On a vu qu'il était convenu de suivre cette marche avec la République de Venise, parce que cette République, par sa sage Neutralité, méritait toute sorte d'égards. Si Louis XVI avait fait cette observation à son Ministre, le Duc de Luxembourg aurait réfléchi, vu que ce n'était pas le cas d'une pareille fondement à une Cour, qui ne traitait des Vénitiens, & qui affectait de les regarder comme prisonniers: que si par cette circonstance le Roi fut pressenti avant la Révolution, il n'aurait pas usé de pareils ménagements, lorsqu'il se serait agi de demander des explications catégoriques à une Puissance de second ordre: que sa nouvelle qualité de Représentant du Peuple libre ne devait pas diminuer sa dignité de ses négociations.

Alors si le Roy eût refusé d'agréer Semouville, Demouriez lui aurait proposé deux autres autres personnes, à choisir. mais il n'aurait pas consenti à se soumettre à demander l'agrément d'une Cour, qui donnait d'aussi grands Sujets à mécontentement & d'inquiétude. mais le silence du Roy sur l'Étiquette, qu'il ignorait, le dispensa de ces observations.

Semonville partit pour Turin à la réception du
Cours. la Cour de Turin, prévenue de cette nomination
par les Cours de Thulleries, se porta à un acte violent, &
contre le Droit des Gens, elle fit arrêter à Alexandrie le Mini-
stre Nominatif de France. cet Encei fut coloré du
prétexte de l'esprit remuant de Semonville, & il fut accusé
par la Cour de Turin d'être le Propagateur du Jacobinisme
& l'Agitateur de toute l'Italie. cela n'était fondé sur aucune
preuve, & ne donnait aucun droit de mettre la main sur un
homme revêtu d'un caractère public.

On avait vu en France le Régent se consulter de ren-
voyer le Prince de Cellamare Ambassadeur d'Espagne, convain-
cu d'une conspiration qui avait coûté la vie au Chevalier de
Rohan & à plusieurs Nobles de la Bretagne & de la Normandie.
Le Marquis de Bedmar, Ambassadeur d'Espagne à Venise,
avait été traité avec la même prudence par cette sage Ré-
publique, après la découverte d'une conjuration horrible.
L'assassinat était formel, l'excuse insuffisante.

La Cour de Turin aurait dû laisser arriver Semonville
retarder sa réception, envoyer en France un Ministre avec
les griefs qu'elle avait contre lui; alors elle eût mis Louis XVI
ou son Ministre dans leur tort, s'ils eussent refusé de le retirer,
& d'en nommer un qui ne fut pas suspect. alors elle eût été en
droit de refuser nommément Semonville, & de lui prescrire

de quitter Turin. sa conduite fut imprudente, injurieuse & entièrement contraire au Droit des Sens.

De l'avis même du Roy, le Ministre ordonna à Semonville de retourner à Gênes, & rompit toute correspondance avec la Cour de Turin, il retira son Agent de cette Capitale. mais suivant son Système, il lui en laissa une, mais une de faire ce qu'elle voudrait sur celui qu'elle tenait à Paris. par cette conduite, sans avertir la Nation Française, après l'avoir de se contenter de la Réponse que le Ministre de Turin envoya à ses Artides, qui annonçait le desir de ne pas rompre la Paix avec la France, il laissa à ce Ministre les moyens de réparer la violence & la témérité de son procédé, & il eut l'air de croire qu'il n'était que personnel à Semonville, & non pas à son Caractère public.

Il n'avait aucun moyen facile de dédomager le Négociateur, & de prouver que l'accusation vague de la Cour de Turin ne lui avait pas fait perdre la confiance du Roy & de la Nation, & n'était de le faire vanter à l'Ambassade de Constantinople, qu'il fallait en fin changer d'après la circonstance de la guerre avec la Maison d'Autriche.

Le Roy consentit à sa Nomination, & le Ministre alla porter à l'Assemblée toutes les Pièces de sa Discussion avec la Cour de Turin. mais il ne suivit pas dans cette Affaire la même marche que dans celle de la Cour de Vienne, il n'engagea point le Roy à paraître à l'Assemblée, il ne fit point de

Rapport, il ne donna point de Conclusion, ce ne fut point par faiblesse, mais par Système; il ne voulait pas précipiter une seconde Déclaration de Guerre, & elle n'a pas eu lieu pendant son Ministère: mais malgré la réponse de la Cour de Turin, il laissa l'affaire en deui. Il se hâta de faire les préparatifs de Guerre du côté de l'Italie, & il provoqua la formation de la Armée prussienne, dans laquelle fut nommé le Général Manteuffel.

La Cour des Thuilleries, & les Chevaliers, qui ne demandent qu'à jeter de nouveau un trouble, peignent sa conduite, d'un côté comme une bravade, & de l'autre comme une faiblesse. Les Fêtes, folles, qui blâment alors le Ministre, étaient, ou de bien mauvaise foi, ou bien peu prévoyantes; il n'a fallu attendre que trois mois pour démontrer, par la conquête de la Savoye & du Comté de Nice, de quel côté ont été l'impudence, l'injustice, la bravade & la faiblesse.

La conduite de la Cour de Turin dans cette affaire est inexcusable. Le Roy de Sardaigne est un Prince Vertueux & modéré; mais il a été égare par la fausse Politique & l'impéroyance de ses Ministres, qui auraient dû éviter tous motifs de rupture, & qui depuis n'ont tenté aucune réconciliation pour réparer une injure faite contre le Droit des gens.

Ils auraient dû savoir, par leur propre expérience, que dans les Guerres Générales, les petites Puissances jouent toujours un rôle désavantageux. Elles sont à charge aux grands Alliés, qui sont obligés de payer pour de subsidier, & de leur

Services médicaux & souvent plus embarrassants qu'ils le sont
qu'il en question de négocier la Paix, leurs peines, leurs efforts, sont
toujours négligés. & eux-mêmes, quand elles ne sont pas abandon-
nées tout à fait & sacrifiées à la Pluie en ennemie d'Histoire
de la Maison de Savoie & les autres, & souvent même, l'Etat
officiers & les autres, & toujours pareils, dans la
conclusion de toutes les ligues de la Synthèse Politique & les
grands gouvernements, qui se montrent toujours très
légères, pour dépenser plus faibles.

Chap. 6. Scission dans le Ministère. Affaire des Six Millions

C'est que de Gravel avait été Ministre de la Guerre. Les
la Geste & Dumouriez, étant à la tête de deux Départements
les plus importants, se soutenaient mutuellement par l'estime
l'amitié & la confiance, ils avaient même une indépendance
du Ministre, au milieu de toutes les fonctions menageant
la dignité du Roy, l'avertissant lorsque le Roy pouvait se
compromettre, se servant souvent du crédit des Girondins
contre les Feuillants, mais sans les rendre arbitres des affaires
dont ils ne leur donnaient connaissance, que quand elles
devaient passer à l'Assemblée.

Carrivier & Servan au Ministère longit, au bout de
huit jours l'accord qui avait régné jusqu'alors dans le Conseil,
paraissait s'attacher trop entièrement à l'Assemblée Nationale.

chus laquelle se tenait toutes les fois le Bureau de la Gironde, mais où le divers Ministres du Vendredi devaient élever de Faction, où on voulait assujettir les Ministres à recevoir les Conseil, & la Direction de la Gironde. La sorte & Dumoulin, et aux convenus de n'y plus parler de leur Affaire, en province. Rolland, en luy faisant sentir le danger de cette communication aux Membres de l'Assemblée, le défaut de secret, qui rarement, mais quelque fois, serait nécessaire, la dépendance que cela établirait vis à vis des Membres, les bruits qui en résulteraient à leur détriment, en leur donnant le cachet de la Partialité. Rolland fut d'un avis contraire, il déclara, qu'il ne ferait rien pui dans le Ministère ni au Conseil, sans l'avis de ses Amis, il aurait pu ajouter, & de sa femme, & on se reprochait.

La Faction de la Gironde, qui avait alors la faveur du Peuple, commençait, ainsi que Rolland, Servan & Favier, à se montrer très Républicaine; elle sur-tout, mauvais gré aux deux Ministres, qui fidèles à la Constitution, prenaient souvent le Parti du Roy, que les trois Ministres localisés commençaient à trouver indécemment. Deux Affaires acheverent de les braver entièrement.

C'est un des divers du Vendredi, car on n'avait pas encore rompu publiquement. Guadet lut une grande lettre, fort insolente & fort dure, que les six Ministres étaient allés écrire à Louis XVI, pour le forcer à renvoyer son Excellence non

serment, & en prit un serment; & on la leur presenta à
signer. Dumouriez prouva faiblement la Tyrannie d'attribuer
à l'absurdité de cette Lettre, il dit qu'il ne la signerait pas, &
à côté en dit autant. Duraumon dit quelle était au moins
inutile. Vergniaud & Gensonne avouèrent quelle était déplai-
sante. Guadet fut furieux, & la sienne fut très vive.

On lut la Lettre, mais on dit qu'il fallait en écrire une
autre. Dumouriez dit qu'il ne permettrait pas qu'aucun
au nom du Conseil, au Roy, sur les Affaires de la Convention, qu'il
pourrait rendre un Juif, un Rabin, un Papiste, ou un
Calviniste, pour la diriger, sans que personne eût droit de
se mêler, que leur signature serait une impudice, &
aucun d'eux, par les fonctions de son Département, n'était
chargé de la sousscription du Roy. la Proposition fut retirée;
mais dans les Feuilles Girondistes du lendemain Dumouriez
& la Cote furent accusés de favoriser la résistance de Louis XVI
contre les Articles de la Constitution, dans ses principes, les plus
essentiels. Les Feuilles Jacobines répétèrent ces sottises, qui
indisposaient le Peuple contre l'Infortuné Monarque & ses
deux Ministres, qui voulaient lui épargner des Vexations. Le Roy
gémir, & le remerciait d'une des époques où il dit à Dumouriez,
qu'il saurait soutenir tout, excepté ce qui interviendrait la
Convention, & que si on en venait à cette extrémité, il bran-
lerait mourir.

L'autre Affaire fut la Nomination du Gouverneur & des

LIV IV
Ch. 6.

1796

Commissaires de la Grande. La Grande voulait forcer la
Corte à accepter le choix de Sillery pour Gouverneur. Il avait
été Membre de l'Assemblée constituante. Il avait Tâché
par son immoralité, quoique la fin de sa vie a été lui
honnête, Enfin il y avait contre lui une foule de motifs
d'exclusion, tous dans la Loi, que dans ses venances.

Quant aux Commissaires, ils avaient choisi de faire
-buis d'urieux, connus par des écrits contre le Roy, ils y ont
été entoyés depuis. La Corte ne voulut pas son consentement à cette
Nomination, d'autant plus qu'on lui proposait en même
temps des Projets d'instruction française par automove, le
vieux General d'Espasbe fut proposé par les Grondistes,
reçut par la Corte, mais les Commissaires furent absolu-
ment rejetés. Dumoulié se joignit à son Collègue, lequel
homme très ferme y met beaucoup de viracité. Surtout il
à vu de Clericiers & Servans. Il donna la Motilieu fut entien-
ment publique, les Ministres rompirent le diner, & ne se
vinrent plus qu'au Conseil, ou dans des Conférences, & absolu-
ment ne venaient.

La faction de la Grande en voulait surtout à Dumoulié,
& s'était réservé un moyen de vengeance dont il ne se doutait
pas. On avait précédemment que cette faction, qui avait
principalement soutenu la demande qu'il avait faite, en
entraînant au Ministère d'une somme de six Millions pour les
dépenses secrètes de son Département, avec la condition expresse

De n'être amené à en rendre compte qu'au Roy. c'était l'acharnement des Feuillants contre la proposition du nouveau Ministre qui avait engagé le Parlement à faire émettre cette demande, dans l'espoir de gouverner ensuite le Ministre.

L'affaire avait été bien débattue & surtout la condition capotée de n'être amené à aucun compte public de cette somme condition sans laquelle le Ministre avait affirmé, que non seulement il ne se chargerait pas de cette somme, mais il n'accepterait pas même la Place. Le Comte de Montmorin de l'Assemblée avait été très clair sur cet Article, & en conséquence il était sorti un Décret sanctionné du Roy; on en avait remis une expédition au Ministre, qui n'imaginait pas qu'on pût faire un faux d'un si simple décret, ne l'avait pas même lu.

Il s'en souvenait que le Décret ne portait point la clause de la non reddition de comptes publics. Il n'a jamais pu savoir si ce faux venait de la Gironde, pour le tenir dans leurs mains, par la crainte de cette reddition de comptes sur laquelle il avait montré une répugnance si invincible, ou si c'était une simple négligence des Rédacteurs, comme cela arrivait très souvent. Quoi qu'il en soit, ce faux insensé & si vite plus animé de la faction contre le Ministre, il se vanta qu'il allait faire trembler le Rebellé, en se servant du faux du Décret pour faire la motion de lui faire rendre compte de six Millions.

Une circonstance relative à ces Six Millions avait augmenté la colère de la Gironde. Le Ministre, ayant été obligé de changer

Ch. 6. Le Trésorier des Affaires Étrangères, ne connaissant personne à Paris à qui donner cette Place, avait demandé à Pethion & Clarinier, de luy indiquer un Français Solide, fidèle & Digne. on luy avait désigné Dideman, Suisse de Nation, zélé révolutionnaire, employé par la Municipalité de Paris à la tâche de des Grains. Il luy avait conféré cette Place, peu de temps après il avait appris qu'il existait une intrigue de conjuration entre le Ministre Clarinier, & sans prendre aucune confiance sur sa probité, il avait jugé, que, même, pour sa propre délicatesse, il ne devait pas, outre les fonds de 500 mille livres par mois, dont il s'était moité pour d'énormes dépenses, luy remettre encore les fonds de six Millions dans les mains. Il avait mis plus prudemment la Résolution de n'en tirer que cinquante mille sous à la fois, qu'il se faisait apporter chez luy, pour payer de la main à la main les Dépenses Secrètes, sans en exposer le Mystère à la curiosité d'un tiers. Il n'avait parlé à personne de cet arrangement. Dideman ne s'en était pas plaint, mais la Gironde & surtout Brissot, se souvenant par cette précaution, exclus de la connaissance des Affaires Secrètes, ce qui les fâchait beaucoup. Il y avait dans l'Assemblée un grand nombre d'impartiaux ou de Girondins, Jacobins, feuillants, modérés, & de bonne foy qui avaient pu le Ministre en amitié: ils gémissaient de la dissonance qui venait d'être établie dans le Ministère, les menaces insidieuses de Guadet leur réouvraient la mémoire qu'on voulait exposer

Ch. 6. contre le Ministère, ils l'ont voulu enlever, son caractère pour être sûr, qu'il ne plierait pas, ils regardaient la motion de Guadet comme d'honneur pour l'Assemblée, ils craignent qu'il en résulterait un scandale, & deux autres d'entre eux vinrent l'avertir.

Il tira son Décret de son Bureau, il le lut, il vit que ce Décret ne terminait pas la Clause de la non-Reddition de comptes publics, le soumettait à cette Reddition. Il fit dire à Genoude à l'Assemblée, qu'il ne voulait plus avoir à faire à des fautes, & il annonça publiquement, qu'il allait quitter le Ministère. Il y avait un peu plus de sept semaines, qu'il était au place, & sa dépense sur les Sièges Million ne montait pas alors à plus de 200 mille livres, mais dût-il porter sa tête sur un échaffaud, il était résolu à ne pas rendre un compte détaillé.

Il monta chez le Roy, luy porta la Discussion de l'Assemblée & son ancre, luy montra le Décret contradictoire, le pria d'agréer sa Démission, & luy montra son projet de lettre au Président de l'Assemblée, pour luy annoncer sa retraite. le Roy montra la plus grande sensibilité, & le pria de ne pas l'abandonner. le Ministre luy représenta que si luy pouvait se résoudre à souffrir une pareille atrocité, non seulement il ne pourrait plus luy être utile, mais qu'il l'envelopperait luy même dans ses propres dangers.

Ce Prince avait d'autant plus de regrets, que la fureur, par la grande indignation de son Collègue, & ne voulant pas rester seul exposé à une faction aussi dangereuse, venait de luy annoncer qu'il le priait de luy permettre de se retirer, en même temps que son ami. la nouvelle de sa Démission & du motif s'était répandue.

Dans l'Assemblée, D'unanimité en tentant chez luy trouve
dans son salon plus de cent Membres, dont beaucoup, luy
étaient inconnus, Pétion Maire de Paris, & les trois Minis-
tres, qui craignaient que le Roy ne profitât de sa Demission
ou de celle de la Cotte, pour les chasser & renouvelles le conseil
en entier. On le pressa de partir, on luy dit, qu'on ne luy dem-
-anderait pas de comptes, que Guadet ne donnerait pas sa
motion. Il leur répondit que son Parti était pris
« Il ne convient ni à ma délicatesse, ni à la Dignité de
« l'Assemblée, ou le conjura au nom de la Patrie, de gar-
-der sa place. on le pria d'écrire une lettre au Président,
pour demander que l'Ordonnance fût rectifiée. il leur dit:

« Il ne convient ni à ma délicatesse, ni à la Dignité de
« l'Assemblée, que je fasse une pareille démarche. vous
« vous rappelez tous, qu'après une longue discussion, vous
« avez pris un Arrêté concernant la Jauge que j'ay exigée
« le Décret, qui en a fait l'Ordonnance, est une pièce fautive. si
« vous soutenez le Décret, vous vous déclarez ennemis
« aux yeux de toute la France & de l'Europe, & vous jugez
« bien que dans ce cas je ne veux rien avoir de commun
« avec vous. si vous jugez que le Décret soit faux, & le Projet
« de motion de Guadet de mauvaise foy, c'en à vous à vous
« faire représenter votre Arrêté, à y comparer votre Décret, à
« le faire rapporter, à en faire dresser un de bonne foy, qui me
« mette à l'écart à l'abri d'un pareil coup de poignard; je

6. Je craindrais offenser l'honneur de l'Assemblée, si par une demande
 " par écrit, je provoquais votre justice. j'aime ma Patrie autant
 " que vous, je m'y suis dévoué dans une place bien désagréable,
 " d'après toutes les factions qui m'assaillent. j'attendrai deux jours
 " votre Résolution, et si vous ne prenez pas votre parti de vous-même
 " après demain le mien sera pris.

J'ay avait aucune bonne réponse à faire à ces Représentants,
 secrets, ils sortirent de chez luy, indignés, contre Guadon, que les
 Ministres, et sa faction même, eurent bien de la peine à contenir.
 le lendemain un Jacobin, honnête homme, nommé Fontaines
 dès que la séance fut bien remplie, annonça le Sceau. De
 crier, la gironde se lève, les Feuillants, à qui cette aventure
 faisait croire que le Ministère, pour se venger, allait se joindre
 à eux, crièrent à la mauvaise foy, les Secrétaires se levèrent
 comme ils purent, le Décret fut rapporté, annulé, on en
 rendit un nouveau, contenant la clause omise, il fut porté
 à la sanction, et la plus grande partie de l'Assemblée, vint
^{se réunir} au Ministère, qui peu de jours après, fut fort applaudi
 en entrant à l'Assemblée pour les Affaires de son Département;
 mais il eut qu'il se soit déplacé de la remembrance, de ce qu'elle avait
 rédigé un jour.

le lendemain eut une fête à l'honneur de Simonneau
 Maire d'Etampes. les Papiers publics avaient annoncé cette
 affaire d'univers, selon l'esprit des différentes factions, les
 Parisiens la savaient en passant sur la Place de Louis XV.

une immense multitude témoigna par ses applaudissements sa joye, de ce qu'il assistait à cette cérémonie comme Ministre. mais les Girondistes n'oublièrent pas cette Avantage.

Quant à luy, malgré le tendre Intérêt que luy inspirait le malheureux Roy, il fut désolé de ce que la bienveil-
lance publique avait donné à cette Affaire une tournure, qui le mettait dans l'indispensable nécessité de garder sa Place, qui, n'y ayant plus d'ensemble dans le Ministère, ne luy donnait que des chagrins. La Fayette pensait de même, & tous les deux résolurent de ne plus rester avec ces trois factions insupportables, esclaves de la Gironde, & de prendre un grand parti à la première occasion qui se présenterait.

Il est douteux qu'il ait existé deux hommes plus mal-
heureux, & moins attachés, que ces deux Ministres, à deux Places aussi importantes. La Fayette en un des hommes les plus vertueux, le plus attaché à la Patrie, à la Constitution à son Roy, qui luy a toujours rendu justice... qu'en il devenu? Sa vertu in-
commodo luy a valu une Arrestation illégale, pendant l'époque où Dumouriez écrit ces Mémoires à deux sens l'un de sa Patrie, l'autre honnête la Fayette, son ami intime n'existe plus! peut-être les monstres ont ils fait tomber sous leur injuste Guillotine cette Tête, qui n'a jamais été remplie que de profondes connaissances sur le Département dont il était chargé. De froid, utile, honnête, grand, Sage, & toujours respirant la

probité! J'étais entré au Ministère pauvre, il en est sorti sans
pain. puis et il lie ces Mémoires dans quelque Retraite, à
l'abri des Crimes dont il a tant gémé!

Chap. 7. Renvoy de Rolland, Servan et Clavières

Les trois Ministres ne gardaient plus aucune mesure,
non seulement avec leurs collègues, mais avec le Roy lui-même.
à chaque Séance du Conseil ils abusaient de la douceur de ce Prince,
pour le mortifier, & le tuer à coups d'épingles, ce qui produisait
des scènes continuelles, parce que les deux autres, & même pendant
malgré sa neutralité, prenaient toujours le parti d'un malheureux
Louis, & traitaient très durement les trois Sachieux & impu-
dents collègues. mais le qui était plus fâcheux, c'est que Rolland
payait, & faisait composer chez lui, plusieurs feuilles, une contre
autre, le Thermomètre, qui rendait compte de toutes les Affaires
portées au Conseil, de manière à dépopulariser les deux collègues,
mais surtout le Roy.

Dans le commencement de ce Ministère, & lorsqu'il était
un, tous les Six avaient été d'accord, que pour mettre dans la
marche des Affaires, & pour mettre à couvert leur responsabilité,
ils devaient proposer au Roy de nommer un Secrétaire du Conseil,
comme le faisait le Duc de Choiseul, il devait être chargé de tous les
— très exacts. Louis y était toujours refusé avec obstination. &

alors les Ministres, unissent leur plein regard pour le Prince. n'avaient pas insisté, & se contentaient de tenir des Notes sur les Affaires discutées, & sur leur Décision.

Aussitôt après leur réunion, les trois Ministres demandèrent d'un ton absolu & arrogant, que le Roy nommât un Secrétaire du Conseil. Louis XVI dit à la porte n° Dumouriez qu'il se refusait de s'y opposer, parce que sûrement leurs trois Collègues avaient dessein par là de livrer toutes les délibérations du Conseil à l'inspection de leur faction, ce qui le mettrait dans une dépendance humiliante. Les deux Ministres sentirent la justice de son observation, & lui y promirent de s'en tenir, ce qu'ils firent, malgré toutes les accusations d'Aristocratie, que leur prodiguèrent les Girondistes, les Jacobins & les Journaux. Le Roy leur dit, que s'il pouvait un jour n'avoir plus dans le Conseil hors Sauthey, aucun dangeux & aucun indigne, il nommerait sur le champ un Secrétaire sur leur proposition, & qu'il établirait un Registre, parce qu'il en connaissait lui même la Nécessité.

Une affaire bien plus importante agita le Conseil même la Calatrophe. Servan, homme très hâlé, & très ennemi du Roy imagina, sans consulter ses Collègues, sans prévenir le Conseil ni le Roy, de venir au Président de l'Assemblée, pour lui proposer un Décret, afin de rassembler autour de Paris un camp de vingt mille de prendre pour cela l'époque de la célébration du 14 Juillet, & de se faire une Armée centrale & permanente, sous le prétexte d'écarter

+ hommes,

de maintenir la tranquillité dans Paris & la marche des Travaux de
l'Assemblée Nationale. c'est à l'époque où la faction des Girondins
était dans toute sa force, ayant à ses ordres les Jacobins, mais non
de Paris par Pétion, influant dans l'Assemblée, ayant la Majorité
dans le conseil. cette faction voulait détruire, pendant à coups
de sabre, les Feuillants, abattre la Cour, & probablement commen-
cer l'execution de son Projet Republicain. ainsi ce n'est cette faction,
qui a amené la première à Paris un fédéré, qui ont fini par
la faire perir toute entière sur un échaffaud, après y avoir fait
monter l'infortuné Louis.

Les Feuillants mirent la plus forte opposition à ce Dessein, les
Girondins & les Jacobins réunis entrainèrent le, & parthens de
l'Assemblée, qui timides, soupçonneux, & ayant partout des Tris-
tonates, & ne réfléchissant pas sur le danger d'un tel républicanisme
de cette espèce, espéraient trouver leurs sûreté dans une force armée
qui, dans quelque main qu'elle fût, ne pouvait que leur enlever
leur liberté.

Dumouriez combattit cette Motion de toutes ses forces, tant
au conseil que dans les sociétés, mais en vain. Seravan ne l'aurait
pas proposé au conseil, si Dumouriez ne lui en eût instruit
ne l'aurait interpellé, pour savoir si l'avait pris le Cr. de la Roy.
il avoua que non. — avec vous pris l'attaque de vos collègues pour
une Demarche qui peut devenir d'une conséquence.
Seravan avoua encore que non. & dit que c'était comme particulier
un homme citoyen, qui l'avait vu & en droit de proposer une
Motion, qui lui semblerait utile. — si c'était comme particulier

ch. 7. pourquoi ne vous joindrez à votre signature le titre de Ministre de la guerre? — alors la dispute fut si vive, que sans la présence du Roy, le conseil eût fini d'une manière sanglante. (Mirabeau) proposa un Accomodement perfide, c'était que Senarret retirât sa motion. Dumouriez n'alla point se retirer. Toute l'assemblée de se fâcha, qui aurait fait tomber sur le Roy cette démarche, & aurait rendu l'Assemblée encore plus ardent à agréer la Motion. Il ne cachèrent pas leur indignation. La Motion resta la querelle au Conseil, qui fut donc, donna encore plus d'acharnement, & l'Assemblée rendit le décret pour le rassemblement d'un camp de vingt mille hommes près de Paris, à l'époque du 14 juillet.

Le Roy en fut consterné, il fit l'aveu de sa fragilité à Dumouriez, il lui dit qu'il était d'avis d'exercer son veto contre cette loi. Son ministre lui fit sentir, que sans aucune force, en butte aux soupçons de la plus grande partie de la Nation, à l'usage des Jacobins, à la profonde politique du Parti Républicain, il se perdrait sans retour, & qu'on n'aurait eu qu'une pauvre petite démarche de sa part, par ses loix déclarant une guerre ouverte, dans laquelle il succomberait.

Louis gardait le Dénée dans son Cabinet, & quatre personnes se penchaient, sans qu'il s'aperçût pour délibérer sur ce qu'il y avait à faire. L'Assemblée s'impacientait, les Jacobins prenaient saisi, les Girondins triomphaient. Enfin Louis présenta le Décret. Dumouriez, qui était l'ancien du Conseil, prit la

parole, & dit.

« Sire, ceux qui ont sollicité le Dénouement sont autant les
« Ennemis de la Patrie, que du Roy. Il ne peut produire que
« les plus grands maux. Si nous considérons les circonstances
« le Ministre de la guerre en est coupable d'avoir sollicité un
« Rassemblement de vingt mille hommes, près de Paris, pour
« dans que nos Armées sont faibles, nos Frontières dégarées,
« & qu'il n'a pas même les fonds suffisants pour l'Entretien
« de nos Armées.

« Si nous considérons ensuite l'esprit actuel de la Nation.
« Ce Ministre a été très imprudent de proposer, près de la Révolution,
« de l'Assemblée & du Roy, la réunion d'une Troupe indisciplinée,
« appelée sous un nom qui exagère son Patriotisme, & dont
« le premier ambition, peut profiter. Deux grandes factions dis-
« sent l'Assemblée à Paris, celle de la Gironde, & celle des Jacobins.
« une division, qui ne joue aucun que le second Rôle, per-
« auant à toutes deux, l'une des Jacobins, parce qu'elle est
« bien plus nombreuse & plus turbulente que les deux autres,
« parce que les Rameaux s'étendent dans tout le Royaume,
« parce qu'enfin sur ces vingt mille Soldats, que le Ministre va
« rassembler en vertu de Dénouement, dix neuf mille au moins seront
« Jacobins. ainsi les Promoteurs du Dénouement seront eux-mêmes par
« le Dénouement même.

« Je pense donc que le Dénouement est dangereux pour la Nation
« pour le Roy, pour l'Assemblée, & surtout pour ses Autheurs, donc il

Ch. 7. « Soit le châtiment, & cependant mon avis est que vous ne
 « pouvez pas, Sire, le fuser de le sanctionner. Il a été provoqué
 « avec une malice profonde, il a été débattu avec acharnement
 « il a été décrété avec enthousiasme, tout le monde en a eu le
 « si vous y appliquez votre Veto, il n'en aura pas moins lieu.
 « la place de vingt mille hommes, assemblée par une loi, &
 « qu'on peut par conséquent soumettre à des Ordonnances
 « glorieuses des Provinces, à l'époque de la Fête nationale qui approche
 « quarante mille hommes, sans Décret qui peuvent servir
 « la Constitution, l'Assemblée & le Trône. le Ministre doit ap-
 « -sentez en visage dans le tableau l'énormité de son impudence
 « cent à votre Conseil à vous proposer un Expédient pour rendre le
 « Assemblément moins terrible. j'y décide que je mettrai par
 « écrit & que je soumettrai au Roy, quand il en sera temps.

Les trois Ministres, mais surtout Servan, furent effrayés de
 cette prédiction, & certainement, si l'eût encore été tant de Décrets
 n'aurait pas été donné. la Gironde, à qui il s'agissait pas de se
 qui avait été dit au Conseil, partager leur frayeur; on forma
 autour de Dumouriez, pour parer de lui quel expédient il avait
 trouvé pour le rendre moins dangereux. Les six Ministres se
 réunirent pour conjurer le Roy de sanctionner le Décret; il fut
 qu'il demandait quelques jours pour y réfléchir, & qu'il les instrui-
 -rait du parti qu'il prendrait.

Le Décret, qui a tant fait de mal, interrompit la Séance du
 Trône de ce Monarque Infortuné; il fallut que toutes les

14. IV.
Ch. 7.

que toutes les Américains, l'un venant au jour on luy en pres-
enta dans la même semaine un second, qui contenoit des
ses principes Religieux, un celuy de la Transposition, ou
reclusion des Prêtres, qui avoient refuse le Serment Civique.
ce Prince avoit une conscience timorée, qui luy donnoit un
grand courage sur les matières, qui toucheroient la Religion.
Dumouriez n'a jamais conçu comme en 1790 on a pu le
faire consentir à sanctionner le Serment des Prêtres, qui a causé
tous les troubles Religieux, la guerre civile, & enfin la
destruction du Culte. ce Prince apporta le second Décret au
Conseil, & dit que rien ne pourroit le faire résoudre à le sanction-
ner. Dumouriez luy dit :

« Sire, vous avez sanctionné le Décret du Serment des Prêtres
« c'est à celuy là qu'il faut appliquer votre Veto, si j'en ai de
« alors dans votre Conseil au peril de ma vie je vous annonce
« engagé à refuser votre sanction. le premier Décret a
« produit tous les dangers & tous les maux de la France. celuy
« en le seul remède Politique, qu'on puisse y apporter; il en est
« mais il n'est pas cruel; si vous voulez que nous en péditions
« mûrement tous les Articles, vous verrez qu'il, contiennent
« des modifications, qui le rendent supportable. le premier étoit
« une Loy Religieuse, il attaquoit la liberté de penser en
« matière de culte: celuy cy en une Loy Politique, qui ne
« concerne que la sûreté & la tranquillité du Royaume. Il en
« même la seule sûreté des Prêtres nous Sermentés, & tous les

« Sureurs de la persécution. Hier loin de les sauver par votre
 « Veto, vous leur ôtez le secours d'un Roy. Vous les exposez à être
 « massacrés, & les Français à devenir leurs Nouveaux : ainsi
 « mon avis est, qu'ayant, j'en dire, fait la faute de sanction
 « ner le Décret du d'unout des Pères, le décret ayant pro-
 « duit des maux énormes, votre Veto, si vous l'appliquez à ce
 « second Décret, qui peut arrêter le Déluge de sang prêt à
 « couler, chargerait votre Conscience de tous les crimes, aux-
 « quels le Peuple se porterait.

Le Roy leur dit encore qu'il y réfléchissait, & qu'il leur ferait
 connaître ses intentions. En le disant, on dit d'un Roy qui
 vit le caractère de cette âme douce & pure un peu altéré.
 pour compléter ses chagrins, Rolland, qui voulait le pousser
 à bout, s'obstina à lire au Conseil suivant une longue lettre,
 qu'il lui écrivait. Elle commençait par, à peu près ces mots.
Sire, cette lettre est restée éternellement en votre
vous & moy.

Il entrait dans les détails, les plus injurieux & les plus
 amers, quelques uns vrais, les autres exagérés sur la conduite
 de Louis, qu'il reprenait depuis la fuite de Varennes il le
 traitait de parjure, lui parlait de son Confesseur, de sa santé
 du corps, des imprudences de la Reine, des intrigues de la cour
 des fréquents Couriers à l'Étranger & à l'obscur.

Il venait ensuite aux deux Décrets, le prenait
 sans aucun mépris, le menaçait, en

cas qu'il ne sanctionnât par, de donner sa démission, & de
prévenir la Nation sur ses dangers, en luy détaillant
ses motifs. le Roy écouta avec une patience admirable
cette impudente Diatribe. Aluy dit avec le plus grand
senfroid, mon sieur Roland, il y a trois jours que vous
m'avez envoyé votre lettre, àinsi il est inutile de la lire
au conseil, puisqu'elle devait rester un secret entre nous
deux.

le lendemain matin Dumourier fut appelé au
Chateau. il trouva le Roy dans sa chambre avec la Reine,
qui luy dit d'abord: croyez vous, Monsieur, que le Roy
doive supporter plus longtemps les menaces & les insolences
de Roland, & les sottises de Servan & de Flaviois? —
non, Madame, j'en suis indigne, j'admire la patience du
Roy, & j'ose le supplier de changer entièrement son Mini-
-stre, qui vous renvoye sur le champ l'ousteria. Quel
choisir de hommes qui ne soyent censés d'aucun parti.
— ce n'est pas là mon intention, dit le Roy. j'en ai que
vous restiez ainsi que la sorte & le bonhomme Dureau.
rende-moy le sens de me débarrasser de ces trois frustres
insolents, car ma patience en a bout. — la chose en
dangereuse, Sire, mais je l'exécutei. je vous propose
des conditions. cependant permettez que j'insiste à tout
trait sur ma première proposition. je suis en butte à un
trois factions qui divisent l'Assemblée & Paris. toutes les

Journeaux disent apresent du mal de moy, je suis
entièrement depopularisé. Et comme ce n'est que par l'opinion
qu'on peut retenir quelques fidèles pour un moment, et me
sous tous ces chapeaux, je ne puis réellement par vous être
utile, peut-être même que la haine qu'on me porte, m'en
à V. M. Affaiblir, & dire, on va dire de moi Minimes
qui vous resteront, qu'ils sont devenus Aristocrates &
Conspirateurs, je n'ai qu'il vaut mieux que nous partions
avec les autres, je vous ajouteray avec la franchise qui
en est de voir, surtout dans un temps aussi dangereux
que la sorte & moy sommes incalculable sur la Constitution.

La Reine parut chagrine, le Ministre la regarda
en ce moment. le Roy dit: je connais bien ce prince, &
je sais qu'il faut que la Constitution soit tenue, c'en pour
cela qu'il faut que vous restiez au Conseil. dépêchez vous
de me nommer trois nouveaux Minimes. — Sire, j'ai eu
l'honneur de vous dire que je vous proposerais des condi-
tions, les voyez sanctionnés les deux Ducs, & nommez
un secrétaire du Conseil, & même que vous choisirez
trois nouveaux Minimes. — cela ne se peut pas. dit le Roy.

La Reine bénevolement sur la pureté des conditions.
elles sont nécessaires à votre sûreté, dit le Ministre, &
se tournant vers la Reine, il la conjura avec attendrissement
de s'occuper du sort du Roy & de la France, & de se joindre
à lui, & de lui redire tous les Arguments qu'il avait

fait un loy dans le conseil d'Etat; si j'ay pu ve la
Sanct. on ne craint avant que S. M. m'exprimât son
juste desir d'être débarrassé de trois cent mille
hommes, combien apresent j'étois juge indispensable. Si le
loy applique son Veto dans cette circonstance teston Ministres
passeient pour victimes de leur Patrie, & j'en réponds pas
que sous peu de jours il n'arrive les événements les plus violents,
qui vous anachteront peut-être vous Couronne. Quant à
moi, je prie S. M. que j'en ne puis pas aller continuer prin-
cip. je pense réellement comme ces trois hommes sur les trois
propositions, je peux vous assurer que la 3^e & la 4^e utro
pendent de même, j'en suis sûr qu'ils seront dans cette
circonstance, quant à moy, j'en ai de malheur. Je
vous prie de me, je suis jure de vous declarer que j'en restera
pas au Conseil. S. P. M. ne sanctionne pas les deux Devis.

Le Roy se fâcha d'abord, & Dumoulier allait sortir de
sa chambre, la Reine le rappela, & lui dit: peussé. Monnuy,
combien il en dur pour le Roy de sanctionner un Devis,
j'en ai vu à Paris vingt mille logins, qui peuvent le
manquer. — Madame, il ne faut pas s'exagerer le danger.
Le Devis dit que le pouvoir Excutif indique le lieu du
Rassemblement de ces vingt mille hommes, qui ne sont pas
des logins. Il y a aussi que le Ministre de la Guerre se
chargera de leur donner des Officiers & un mode d'organisa-
tion.

Il faut que le Ministre que le Roy choisira indiquera
qu'il y nomme pour Commandant un Lieutenant-général
ferme & sage avec deux bons Marchands de Camp. on
former ces hommes par Bataillons, à mesure qu'il y en
aura quatre ou cinq de rangées d'armes, le Ministre
profitera des demandes des Bourgeois pour les envoyer à
l'une des trois Armées, ne desirer, fait avec mauvaise
intention, bien loin d'être nuisible, deviendra utile.
mais êtes vous sûr d'obtenir la permission de faire ce pas
- semblément à Soissons? - j'en réponds. - en ce cas, dit le Roy,
en sortant de la retraite, il faut que vous preniez le Minis-
tre de la Guerre. - Sire, j'en ay qui me répondra avec légè-
reté indirecte au Département des Affaires Étrangères, elle
de la Guerre en directe, & de plus de quatre à cinq cent millions
vos Généraux sont mes ennemis, je répondrai de deux points.
mais il s'agit de la sûreté de V. M. de son Auguste Famille
& de la Constitution, j'en balance pas. vous voyez bien
d'accord de sanctionner le Décret de vingt mille hommes!
- oui, volontiers, si vous êtes Ministre de la Guerre - me
sire entièrement à vous.

Il n'y a pas plus de difficulté, Sire, au Secrétariat du personnel
chaînez, vous même un sujet en qui vous ayez de la
confiance, ou raportez vous en à M. de la Prie - s'en bien.
je luy en parlerai & vous arrangerez cela en conseil.

Venons au décret des Péties. — oh, celui-là j'en pourrais très bien déterminer. — Sire, vous vous êtes mis vous-même dans la nécessité de le sanctionner, en sanctionnant le premier. — j'ai fait une grande faute, & j'en ai fait une autre. — Sire, si vous ne sanctionnez pas le décret, cette seconde faute sera bien plus grande, car vous mettez le poignard sur la gorge de ces malheureux Péties.

La Reine avoua que les Ministres avaient raison, & elle appuya fortement son opinion. Le Roy était très agité. Dumouriez le prenait très vivement, en lui disant, qu'il fallait absolument cette seconde sanction, pour parvenir à son but. enfin le Prince promit, après avoir montré la plus grande répugnance.

Le soir même il y eut conseil. les Trois Ministres furent encore plus insoufferts & plus aigres qu'à l'ordinaire, ils pressèrent le Roy très durement de donner, ou de refuser, la sanction, menaçant que dans le dernier cas, leur démission était toute prête. il y avait si peu de secret aux patriotes, que déjà au bout de six heures on disait dans Paris que Dumouriez avait changé de Parti, & que plus de vingt seculiers s'étaient présentés à la porte, demandant à le voir. le conseil fut très court, le Roy le rompit avec humeur & agité, il écrivit le soir même son Brevet à Dumouriez, pour le presser de lui proposer trois Ministres.

Dumouriez monta le matin au Chateau, & proposa au Roy pour Ministre de l'Intérieur, à la place de Rolland, Mousquet de Mouspelliès, protestant, bon citoyen, plein d'esprit & de connaissances, qui avait travaillé à un Cadastre de la France, qui était de plusieurs Académies & qui avait fait de très bons Mémoires, bien constitués sur la Révolution. Il avait été du Club de 89, & depuis de celui des Feuillants, il s'en était retiré. Il avait une grande droiture, un travail facile, & un caractère ferme, il fut agréé.

Il proposa pour Ministre des Affaires Étrangères Emmanuel de Mauthe, qui avait été Jacobin modéré, ou Simonville, ou Vaillac Ministre à la Cour des Deux-Ponts, qui était absolument neutre, ayant été fort peu de temps à Paris. Le Roy préféra Vaillac.

Pour les Finances, il lui proposa Vergennes, neveu de l'ancien Ministre, qui s'était montré Constitutionnel impartial, mais en avouant la Loi, qu'il avait refusé la Proposition, ainsi qu'Amelot, la Fontaine & plusieurs autres. Le Roy eut les yeux sur le Champ de Mars Vergennes, qui le salua aux yeux & se fusa absolument quoiqu'en lui montrant le plus grand attachement. On convint que ce Ministre, qui était le moins important, restait vacant, pour le donner le temps de faire un

IV. 109
Bon choix, & que l'honorable Ministre de l'Intérieur, se char-
gerait de tout ce qui dépendait de l'Intérieur, ainsi que
Dumouriez de celui des affaires étrangères, jusqu'à l'arrivée
de Haillac, à qui il en voya un journal.

Le 13 Juin au matin les trois Facteurs eurent leur lettre
de Renvoy, & le 13 au soir le Conseil s'assembla. les quatre
Ministres à qui il avait rendu compte des conditions de ce
changement, convinrent entre eux, que si le Roy, après
avoir obtenu ce qu'il désirait si ardemment, changerait
d'avis sur la sanction, ou la refuserait, ils donneraient leur
à la fois leur démission, pour ne pas se charger de cette
faute, qui perdrait la famille Royale, & par ne pas
passer pour des Intriguants, & des ambitieux, qui avaient
sacrifié leurs principes à leur élévation. le reproche aurait
tombé surtout sur Dumouriez, que de lors on regardait
comme premier Ministre : aussi, quelque parti qu'eussent
pris ses collègues, etait-il décidé d'en pas rester en place si
le Roy appliquait son Veto. hélas ! le malheureux Prince
ne fut que trop égaré par ses faux amis, il manqua à
s'appuyer, & se perdit !

Chap. 8. Dumouriez ministre de la Guerre.

Tout ne pas mettre de confusion dans sa narration, Dumouriez va plus de suite ce qu'il a fait dans le nouveau Département qu'il venait de prendre, pendant le quart de jour qu'il en a rempli les fonctions. jamais homme n'en eut d'autre charge publique avec autant de désavantages, & avec plus de probabilité de ne l'occuper que quelques jours; car dès le premier, il était presque sûr d'en être déchargé. Dès le second il l'avait donnée. tout autre à sa place serait resté dans l'inaction: mais il voulut au moins rendre à son Successeur, quel qu'il fût, le service de remettre l'Ordre & la confiance dans ses Bureaux, pour lui adoucir son pénible emploi. il voulut aussi avant de quitter le Ministère, donner de la dignité à ces Places, qui chargées d'une grande responsabilité, étaient encore dans le cas d'être avilies par la grossièreté & la pétulance des Comités correspondants avec chaque Ministère ou de l'Assemblée Nationale elle même.

Dans la nuit du 10 il composa un Mémoire sur le Département de la Guerre, & il alla le lire à l'Assemblée; il rendra compte dans le Chapitre suivant de la suite orageuse qu'il produisit. Ce Mémoire a été depuis imprimé plusieurs fois & consulté, & cette Impression, que les Girondins & les Jacobins avaient demandée, pour en faire une Pîce probante contre lui, en devint sa meilleure

justification, lorsque les esprits calmes ont pesé d'après une froide lecture des vérités frappantes.

Dans le Mémoire il reprochait aux législateurs d'avoir voté en quinze jours la levée de Deux cents quarante mille hommes, de manière à ce que leur Décret fût irréversible. Il disait que toutes les fois que le Ministre de la Guerre, ou de la Marine proposait une levée, ou un armement, il devait présenter en même temps un Etat estimatif de la dépense, & que le Tr. Nat. ne devait jamais donner le Dénier de formation sans avoir auparavant examiné l'Etat Estimatif, d'autant par un second Dénier les fonds à la disposition & sous la responsabilité du Ministre; que par le procédé on se rendait sûr d'avoir des troupes, au lieu qu'en ne donnant qu'un Dénier vague & sans fond à signer, on ne faisait que tromper la Nation, qui calculait ses forces sur la tenue des Déniers, qui restaient sous exécution.

Il disait ensuite que pour procéder sagement, il ne fallait jamais faire une nouvelle levée, avant d'avoir complété les anciens corps. Les Bataillons d'Infanterie de ligne devaient être portés à 800 hommes. on avait été obligé pour les porter à ce nombre, de joindre les seconds Bataillons des premiers, & les seconds se trouvaient n'être plus que de 2 à 400 hommes, ainsi on n'avait réellement de disponible que cent cinq Bataillons au lieu de Deux cents dix, qu'on aurait eus, si on avait commencé par Dénier le complet de l'Infanterie de ligne, ce qui aurait procuré cent soixante & dix mille hommes d'Infanterie régulière & bien organisée, pendant qu'on n'en avait que moitié.

De même on avait formé en 1791 quatre vingt trois Bataillons de Volontaires Nationaux, qui ne montraient qu'à 574 hommes chacun compris les Officiers, comme ils devaient être portés sur le même pied que l'Infanterie de Ligne, il devait qu'on aurait dû ordonner le complément de 500 hommes par Bataillon, avant de détruire la création des 20 nouveaux Bataillons de Volontaires Nationaux, afin que cette nouvelle levée ne nuisît pas au complément des 83 Bataillons. Si on avait complété les 210 Bataillons d'Infanterie des 83 de Volontaires Nationaux, on aurait eu un Corps de bonne Infanterie de Deux cent trente quatre mille hommes, ce qui aurait suffi.

Il faisait les mêmes raisonnements sur l'Artillerie. Elle avait été placée à la suite de l'Armée. Il voulait qu'on portât l'Artillerie à la suite de l'Armée au grand complet de guerre, réglé par les anciennes Ordonnances. Il y avait alors 64 Régiments de Troupes à cheval, qui portés au complet de 800 hommes, auraient donné un Régiment de Cinquante quatre mille hommes, au lieu qu'on n'en avait pas la moitié, n'que le Régiment qu'on avait de cheval de France, à la Guerre un homme par Brigade de l'ancienne Armée, devenue alors du nom de Gendarmerie Nationale, dévouerait les Départements de leur sauvegarde contre les Séditions & les massacres, & donnerait tout au plus un Régiment de Deux cent cinquante mille hommes, d'une Cavalerie très dépendante, sans aucun mérite militaire, parce qu'elle n'avait pas l'habitude de se battre en Escadron. Quant à de nouveaux Corps

10. IV. 2216 1177
2. 8. Si de fillerie, il disait qu'ils ne pouvaient y pas être propres à
la guerre au moment après leur école, qu'ainsi c'était inutile.
il parcourait ensuite le corps de commissaires des finances, les
bureaux, les marchés, les Entrepreneurs, les Administrateurs, il parcourait
des Apres-midi.

Il commençait, & terminait son Mémoire par des conseils
sur les factions, sur les égards dûs aux Ministres. Tout cela
fut mal pris, il s'y attendait. Les membres du Comité Militaire
l'accusèrent de faire une satire amère contre son Prédecesseur
& contre eux mêmes, parce qu'il dénonçait les abus, & surtout
l'état déplorable des Places, qu'on avait toujours accusées à
l'Assemblée d'être dans un état formidable.

Pour répondre à cette invitation, il en vint au Comité les Rapports qu'il avait de toutes les Places, il demanda qu'on nommât des Commissaires pour aller vérifier les Rapports & en rendre compte à l'Assemblée.

On l'auroit aussi d'impuissance & presque de trahison, parceque son Mémoire, en évitant la faiblesse des Français & des Hautes, devoit apprendre à l'ennemi les points, où ils devoient nous attaquer. il répondit, que le nécrati passa parole, si la forme publique de traiter toutes les Affaires, en excluant le secret, qui'd seroit encore plus dangereux de donner la Nation dans une fautive sécurité, par des rayons mensongers, & de déveller sans exécution: que l'ennemi ne craignoit notre faiblesse aussi bien que nous, que le pireux qui'd n'étoit pas en état de profiter, en qu'il ne l'auroit pas fait malgré le

18-19.
ch-8.

1226

debut financier de la Guerre : qu'on avait donc tout le temps
réparé le mal, en employant avec méthode les ressources
immenses de la France.

Le grand Succès du Ministre de la Guerre était la respon-
-sabilité sur une comptabilité de plusieurs centaines de Mil-
-lions. la partie la plus effrayante de cette Comptabilité,
celle sur laquelle il était impossible qu'un Ministre de la
Guerre ne fût pas perdue facilement, quoiqu'intègre, était celle
des Marchés. Des graves s'était mis le plus à l'abri qu'il avait pu
par la nomination d'un Comité Central, qui se partageait
la responsabilité, en diminuant cependant le poids, parce qu'un
-un marché ne pouvait être conduit sans passer par l'amen-
-de la ratification de ce Comité. Serait plus audacieux, n'avait
plus employé le Comité Central à ces usages, & passait les marchés
dans son cabinet, tête à tête avec les entrepreneurs.

Du moment, dans un Règlement qui le composait, relatifs
l'inspection du Comité, & il y ajouta une mesure qui sauverait
toute la responsabilité Ministérielle, c'était que tous les Marchés
à passer seraient renvoyés au Commissaire Ordonnateur du
Département de Paris, pour être publiés publiquement à la
-cheur à l'hôtel de ville, devant la Municipalité, après avoir
été débattus devant le Ministre de la Guerre & son Comité Central.

Ce même Comité devait tous les huit jours examiner le matériel
des premiers services de chaque Division de la guerre. Il devait en
-deux parties, celui des fonds, pour la facilité de sa comptabilité.

par son Règlement les Premiers Hommes reprirent confiance. on
les traitait tous d. Antisocialistes ils ne s'étaient n. ord. u. que trop
demonstrés dans l'immixtion de Versailles.

Il écrivit à tous les Généraux son opinion sur le genre de
guerre qu'on devait adopter, il exhorta Lefebvre, qui avait
remplacé. Rochambeau, à pousser vigoureusement l'expédition
en Pays. Bas. Il fit marcher tous les Régiments, qui étaient à
portée d. Paris, pour renforcer son Armée, & dans ces trois jours
outre son Régiment, qui n'eut pas lieu, il fit plus de quinze cent
signatures. On va voir dans le Manuscrit suivant que cette, faiblesse
en d'autant plus méritoire, que le cours espéré de son p. u.
excessivement orageux..

Chap. 9. Dumouriez donne sa Démission

Il faut reprendre le fil de l'événement, depuis le moment
de la Nomination. Les Aristocrates & les Feuillants triomphent
- leur d'abord avec leur impulsion ordinaire. comme ils s'ac-
- coutaient à ne pas rester en Place, ils ~~ne~~ n'avaient pas voulu
changer de maison, ils vinrent en foule aux Affaires
Chargés pour le, élucider. ils affectaient de répandre qu'il
était parti dans leur Parti. les Girondistes & les Jacobins repro-
chaient à leur org. la rage la plus violente, & ne parlaient que de
l'envoyer à Orléans, comme un Traître. quant à eux, ils s'effor-

Bientôt détrompé de l'espoir de faire, en même tems, le bien du Roy & le salut de la Patrie, il ne regretait point d'avoir délivré ce malheureux Prince des trois Sactieux, qui l'avaient tourmenté, mais il vit avec douleur que dès le jour même il abusait de cette Démarche.

Dans le Conseil même du soir, les quatre Ministres Priens au Roy, qui était instant qu'il tint sa parole inébranlement, avant que les Sactieux eussent le tems de monter le pit du Huple, sans lequel il n'aurait plus le mérite d'avoir donné la sanction, & on disait que ces actes ne se faisaient que par crainte... le Roy, sans avoir précisément qu'il avait chargé de volonté, remit au lendemain & annonça un Conseil Extraordinaire pour une heure après midi. Dès lors les Ministres se méfièrent de lui, & se renouellèrent la promesse de se retirer, tous les quatre à la fois, si le Conseil du lendemain 14 ne décidait pas la sanction. Il y eût de part & d'autre essai d'humour, & le Roy & ses Ministres se séparèrent avec un air de réserve, qui promettait un mauvais renouement à cette frise.

Le 14 à onze heures du matin, Dumouriez monta chez le Roy, qui avait écrit au Président de l'Assemblée, pour lui annoncer le Renvoy des trois Ministres & leur Remplacement. Le Ministre profita de ce moment où ils étaient seuls, pour le conjurer de nouveau d'être fidèle à sa parole & lui, non pas le caractère qu'il lui avait montré pendant ces trois mois,

diminua, jusqu'à lui dire qu'il le tenait, qu'il avait consulté, et qu'il était du même avis que lui. il quitta le Roy pour aller se présenter à l'Assemblée, & y lire son Mémoire. il s'attendait bien à un orage, mais il ne prévoyait pas qu'il devait rencontrer.

On s'attendait à l'Assemblée à la parution d'un nouveau Ministre. les Feuillants étaient ouverts, quoiqu'il arrivât de garder le plus profond silence. les Jacobins avaient rempli les Tribunes de leurs Satellites. les Girondins avaient préparé un coup de Théâtre, dont ils attendaient le plus grand effet. depuis dix heures du matin ils avaient introduit à l'Assemblée les trois Ministres disgraciés, sous prétexte de rendre compte des motifs de leur renvoi; ils les avaient étendus comme des victimes de l'histoire, comme des martyrs de la bonne cause.

Rolland avait eu la lâcheté de lire sa lettre au Roy, cette lettre, qui devait être un étendard sacré contre le Monarque & lui, était dirigée les poignards contre le malheureux Prince. chaque phrase de cette impudente lettre reçut les applaudissements de l'Assemblée; on en donna l'impression on en vendit dans les 83 Départemens, pour mieux se prendre au cœur de la vengeance. on jura la perte du Ministre ambitieux, qui voulait rétablir la Tyrannie & la lâche perfidie de Roland passa pour un acte de trahison.

C'est sous ces Auspices que Dumouriez entra dans la

Salle au milieu des cris confus, des heurtlements, serous, qu'exalta sa présence, il entendit prononcer le décret, qui cédait l'impression & l'envoy aux 85 Départements de la Lettre de Rolland.

Comme la Révolution, quelque cruelle qu'elle soit devenue, n'a pas encore touché la totalité des nombreux spectateurs de cette séance indécise, il peut, sans s'attendre à être démenti, assurer, que la seule Émotion qu'il éprouva fut celle de l'indignation. Il demanda très froidement la parole, & commença par annoncer la mort du général Gouvion. ce brave homme est heureux, dit-il, d'être mort en combattant contre nos ennemis, & de ne pas être témoin de nos affreuses discordes, j'envie son sort. — cette Nouvelle affligeante fit une petite diversion. on délibéra sur ce que l'Assemblée devait faire pour marquer son regret à la famille du Général. Il fut décidé qu'un Président lui écrirait une lettre.

Alors le Ministre demanda une seconde fois la parole: dès qu'il eût lu le titre, Mémoire sur le Ministère de la Guerre, la Gironde & les Jacobins commencèrent à heurter, pour qu'on ne lui permit pas la lecture. mais comme toute l'Assemblée curieuse, surtout quand elle est française, ne sifflait le bruit. l'exorde de ce Mémoire était contre les factions, & sur les Égarés des deux Ministres. Guadet s'écria

Pu-ve voir de tonnerre - l'entendez vous? il se croit déjà si
Sûr de la Puissance, qu'il s'arise de nous donner des conseils
- Eh, pourquoi pas? s'écria le Ministre, en se tournant vers
la Montagne. cette seponne hardie donna même les plus
furieux. il continua à lire, & fut souvent interrompu par
des huées, mais à deux endroits, on oublia qu'on devait
trouver tout détestable, & on l'applaudit universellement.
les feuillants jouissaient dans le silence.

Dès qu'il eût cessé de parler, un membre du Comité mili-
taire, nommé Lacuée, monta à la Tribune, pour démentir
toutes les calomnies du ministre: celui cy remit avec affecta-
tion son Memoire dans sa poche, comme s'il voulait l'em-
porter. les Girondistes s'en aperçurent, un d'eux s'écria qu'il
voulait s'enfuir avec son Memoire, qu'il fallait l'en emp-
cher, parce que cette Piece servirait à le confondre. alors il
le tira froidement de sa poche, & le remit à l'Huissier, celui
cy à un Secrétaire, qui s'écria: cette Piece n'est pas signée.
- qu'il la signe, qu'il la signe. s'écria-t-on avec furie. on luy
apporta une Plume & de l'encre, il signa. l'Huissier voulut
repandre le Memoire, il luy fit signe de la main. se leva
gravement, alla placer d'un air très fier le Memoire sur le
Bureau, traversa toute la Salle au petit pas, & sortit par
la Porte d'entrée, qui est au dessous de la Montagne, en fixant
ses ennemis avec fierté. le vrai courage a toujours eu droit
d'en imposer à la Multitude.

Il n'eut pas une lueur, pas une parole, pas un cri. le plus grand silence l'accompagna. le Peuple se précipita des tribunes & des corridors de la Salle, pour le voir de plus près. il fut entouré à la Porte des feuillants, & il ne vit pas sur un seul visage l'expression de la colère. trois ou quatre députés sortirent après lui, se rendirent la France, & lui dirent avec émotion: ils font le diable là dedans, ils voudraient bien vous envoyer à Orleans. tant mieux, dit-il. j'en ai calmer, j'y prendrai des bains & du petit lait & je me reposerai. ce peu de paroles lui attira l'intérêt de tout le Peuple & beaucoup de personnes firent tout haut son éloge. il entra avec les députés dans le Jardin des Thuilleries, se promena, & murmura: l'impression de la Mémoire est une maladie ne de mes ennemis, qui me ramènera tous les bons Citoyens. après s'être que vous êtes ivres & fous, vous n'avez rien de vos deux hanches en tant de perfidie de Roland.

Il monta au Chateau, le Roi, le Capitaine de beaucoup de sa jument & lui apporta que la bonne contenance avait obtenu le Parti de la girarde, & que sur ses propositions pour qu'on était parvenu à l'Ordre du jour. le Conseil soumit de Royauté de l'avis nettement qu'il consentait à donner sa sanction au Dénouement de vingt mille hommes, mais qu'il ne pouvait pas se résoudre à sanctionner le Dénouement des Reines.

Les quatre Ministres luy parlerent l'un apres l'autre avec une respectueuse fermeté ils luy annoncerent qu'ils se perdroient. il leur dit que son parti était pris, mit sur un projet de lettre au Président. Il leur dit ensuite: je vous chargerai demain de cette lettre. réfléchissez, un de vous la contiendra. Les quatre la portèrent ensemble à l'Assemblée, jamais on n'avait parlé d'un ton si impérial.

Rien ne ressemblait à l'avantage à l'ancien Régime, rien ne convenait moins à des Ministres constitutionnels responsables, chargés de la confiance d'une Nation libre. Dumourin demanda froidement au Roy, s'il n'avait rien de plus à leur ordonner. Non, dit le Prince lui-même, de la demande brusque que ses faux amis luy avaient fait faire, et il se retira avec l'air confus.

Après le sort du Conseil, les Ministres se rassemblèrent, ils voulurent déviner au Roy pour luy demander une audience particulière pour le lendemain matin. ils crurent que ils n'entreraient dans aucune explication, tous leurs Arguments étaient épuisés sur cette matière, mais qu'ils le suppliaient de leur accorder la liberté de se retirer.

Pendant les actions des Girondins ainsti que le Maire Pétion, agissaient avec la plus grande activité par leurs innombrables, pour agiter le Peuple des faubourgs. en leur nom cher luy Dumourin fut averti par plusieurs

Billet qu'il y avait des Rassemblements dans le Faubourg St. Antoine, il en vint aussitôt un Billet au Roy pour luy annoncer cette Nouvelle, qui était vraie, qui neut pas de suite le jour là, & dont l'effet fut cet de par les événements du lendemain & des jours suivants. Le Roy communiqua sans doute cette Lettre à ses perfides Conseillers, on luy persuada que c'était un Mensonge pour le effrayer, peut-être alla-t-on même jusqu'à luy faire croire, que c'était une perfidie de ce Ministre.

Pendant ces trois ou quatre jours il n'a plus reconnu du tout le Caractere doux & confiant de Louis, qui luy répondit: ne voyez pas, Monsieur qu'on parvienne à me effrayer par des menaces, mon parti est pris.

Il gémit de cette erreur, & il se vint au Roy: Sire vous m'enseignerez mal si vous m'avez cru capable d'employer un moyen aussi inégal. mes Collègues & moy. nous qui vous nous tenons la grace de vous recevoir demain à dix heures du matin. Je supplie V. M. de vouloir bien me choisir un Successeur, qui puisse me remplacer sous l'absence, & l'absence des Affaires du Département de la guerre, & d'accepter ma démission. Il fit porter le Billet important par Bonne Camere, pour être sûr d'en avoir une réponse, qui vint à minuit. Elle disait: envoyez demain mes Ministres à dix heures, & nous parlerons de ce que vous m'écriviez.

Dans le moment où M. de M... avait reçu le

premier Billet du Roy à qui il lui répondait, il avait dans son cabinet quatre députés, Rouille, la Croix, Herault & Delmas, du nombre des Impartiaux qui ignoraient ce qui se passait & le croyaient très bien avec le Roy, il leur lut le Billet qu'il écrivait qui les donna beaucoup, & dont la nouvelle se répandue de là les yeux de tous les Impartiaux de l'Assemblée qui jugèrent alors que le Ministre n'était ni un Traître, ni un Ambitieux, & qui leur donna dès lors de grands Préjugés contre le Parti de la Gironde. il en prit occasion pour leur parler chez les Applaudissemens qu'ils avoient prodigués à la perfidie de Roland, qui par la lecture & la publicité de sa lettre, travaillait indigne ment à provoquer les Arméniens & à diriger tous les Poignards sur la Poitrine du malheureux Roland.

Il reçut dans la même soirée une autre Visite très différente. il connaissait depuis trente ans un homme de beaucoup d'esprit, lui initié dans la faction des Feuillants, qui sous prétexte d'affaires, avait obtenu de lui plusieurs Rendes vous particuliers dans lesquels, sachant sa brouillerie avec la Gironde & avec ses trois collègues, il avait cherché plusieurs fois à l'engager à se joindre aux Feuillants. il lui avait toujours répondu négativement.

À cette dernière Entrevue cet homme leva le masque & prenant l'air du plus grand intérêt, lui dit : mon ami, j'en veux plus vous faire des Propositions de la part de notre parti. vous êtes perdu, si vous ne vous jettez dans nos bras, on vous donnera tous les coups, & nous vous tenons. vous serez victime de tous les côtés, si vous ne consentez pas à fuir demain. bonne grace un coup de

Liv. IV.
Ch. 9.

1232

vigueur que je feray valoir — quel est ce coup de vigueur? dit le
Ministre en sous-sous — c'est de vous dépêcher de contresigner
vous-même la lettre, que le Roy veut que vous portiez au Prei-
dent, de peur qu'un autre n'en ait le mérite. Dans ce cas nous
vous la comoderons avec la signature, qui viendra après à Paris
pour ce, et pour rien. c'est le dernier conseil d'un ami.
vous êtes des êtres altérés, ayés le Ministre sans semavoir
mais vous n'êtes que des enfants. vous égarez le Roy & la
Reine, vous le perdez, vous nous croyez les plus forts, vous méitez
tous que des intriguants, vous pouvez dire cela à votre part
dix vous conseillez à vous, qui faites luy l'office d'ami de vos
têtes de cette intrigue, qui nous a mal.

Cette conversation luy mit à découvert toute la conduite
des faillants. voyant qu'ils ne pouvoient pas enlever le
Ministre, malgré sa brouillerie avec la faction opposée. Ils
avaient travaillé à le perdre en le noyant, & malheureusement
ils avaient engagé la Reine dans cette intrigue. plus puerile
encore que perfide. ce qu'on venait de luy dire luy expliquait
le contresens de la conduite de la Fayette; & le scandale de son
doux il a été porté dans le rapport de la Reine. etait dirigé
contre Holland, car vires & vivres, un peu moins que
contre Dumouriez; mais elle devenait déplacée après leur
expulsion, & le service que le Ministre venait de rendre au Roy.
cependant, non seulement elle ne l'avait persisté à la faire
présenter à l'Assemblée, mais il venait à Paris pour poursuivre

Liv. IV.
Ch. 9.

luy même le Ministre. Je t'ai dit que cette faction avoit
d'abord trompé le Roy & la Reine, pour les amener à tromper eux
mêmes. L'un ou l'autre & après avoir eu le chagrin de vouloir se
engager, ou leur victime, ou leur insigne, il gemit sur cette horrible
mal concertée, qui ne faisait que débarrasser d'un mal
le danger, mais dont le danger. Alors se jeter sur la
famille Royale.

Le quinze à dix heures du matin, les Ministres se rendirent
chez le Roy qui les eut dans son cabinet. D'un ou porta la
parole, & dit respectueusement à son même Excellence, qu'il
venait, avec tout le respect possible, luy offrir, sous un humble
Dépôt, parce qu'il leur était impossible de se résoudre contre
leur opinion, & contre leur conscience ainsi que contre son pro
pre intérêt, à contresigner la lettre au Président, comme il
seul & parler du danger de la responsabilité, la sorte l'inten
tion, & dit, ce n'est pas notre responsabilité qui nous
amène, Sire, à votre danger, & nous vous conjurons de le faire.
Le Prince était très agité. Il se tourna vers Monsieur de
Lamoignon: Es-tu toujours dans les mêmes sentiments de votre
cœur d'hier au soir! — Oui Sire, si M. ne se laisse pas toucher
par une faiblesse & notre attachement. — Le bien de la Roy
avec un air très sombre, puisque vous parlez d'un jour, j'ajoute
à votre mission, & pour voiray — Monsieur luy présenta
un papier, en luy disant, Sire, voilà l'ami que j'ai donné avec
bien à dire, & le Roy la put. Le deux autres, n'avaient pas écrit
la leur, mais il avait eu donné de bouche.

En sortant de la chambre du Roy il fut abordé par le Duc de Nemours, la Porte & Septeuil, qui furent consternés, quand il leur dit que c'en était fait. Romainvilliers, commandant de la Garde Nationale, vint lui demander ses ordres, parce qu'il y avait de nouveaux mouvements dans les faubourgs. elle prit ce que le Roy & ne perdes pas de temps, je ne suis plus lion, le Roy vient d'agréer ma Demission. cette nouvelle fit enie moment dans le hâteau une impression douloureuse, à laquelle parut.

Il était lui même très affecté, non pas de quitter une Place dangereuse, & qui ne lui avait procuré pendant trois mois qu'une existence pénible & agitée, mais de voir toutes les peres perdues & le Roy livré à la fureur de ses cruels ennemis par l'indiscretion criminelle de ses faux amis. il attendit che lui toute la journée les deux Successeurs, car quoique Villiac fut nommé & en route, (il arriva trois jours après) il calcula bien que sa nomination ne tiendrait pas & que la faction Triomphante allait former un Conseil tout Villiac, dont Villiac serait le chef.

Le soir du 5 il écrivit un second billet au Roy, pour lui marquer que dans une circonstance aussi critique, que celle où l'on allait se trouver, il croyait qu'il n'était pas prudent de laisser le Ministre de la Guerre Vaincu, à cause des Relations nécessaires avec la Garde Nationale de Paris, il n'eut point de réponse. le lendemain 10 sept. & de même, il signa encore quelques expéditions, absolument nécessaires, pour les deux Départements, mais se laissa charger, avec beaucoup d'impatience de sa démission. le lendemain 11, il fut avisé que sa Demission était donnée & on fut en état

etonne qu'il n'allât pas comme Rodand se présenter la chemise, pour en expliquer les motifs.

Il n'eut pendant ces deux jours aucune communication directe avec le Chateau, mais il fit avertir la Reine de ses dangers, par une Dame qu'elle aimait beaucoup, & lui fit donner le conseil d'engager son Auguste Epoux à sanctionner les deux Décrets, Conseil bien digne d'intérêt personnel, puisque sa démission était donnée & acceptée & adieu. Depuis que cette Princesse abusée luy avait fait ses mauvais grés de cet avis. Enfin le 17 au matin, il vit entrer chez luy (c'est bonas à qui il remit le Portefeuille des Affaires étrangères, & la Jarre à qui il remit celui de la Guerre il se retira chez le Baron de Seltion - Berg son neveu.

Le nouveau Conseil fut composé de Duranton & la Cotte, qui le jour même luy en laissa à l'entree, parce que les Courtisans & les Ustensiles faillirent qu'il se donnât un air d'impartialité, & pour ce moyen il traita de nouveau avec la Gironde, en gardant Duranton, qui vout être entièrement donné par eux. On abuse même de sa bonhomie, au point de luy faire contresigner & porter au Parlement le Decret qui le rendait la victime, & il fut trop heureux, trois jours après, remis fait cet acte de faiblesse, de se faire renvoyer & d'aller se cacher dans sa Province.

Quant à la Cotte, il resta malgré luy en place, demandant tous les jours au Successeur, ce qui ne lui parait pas facile à trouver. Il fut en vain pendant la Catastrophe de 30. Août suivant. Ses supérieurs s'en firent, luy qui n'avait rien à se reprocher, ne le cassa point, il resta à son Post, fut mis en prison, & conduit au jugement.

1714.
172.

(1714)
ch. 9.

Chambonas, fut Ministre des Affaires étrangères, c'est un homme aimable, qui n'avait aucun connaissance de sa partie la sienne fut Ministre de la guerre, d'avaucete del Stat Major Parisien de la Fayette. Ferrier de Monciel, jameux gentil-homme desprit, fut Ministre del interieur, & Joly de la Meuse faction, fut Ministre des finances.

Ce Ministère debuta sous de tres mauvais auspices le 17 Juin. Cinq jours apres, il fut present aux cinq vres saintes au Roy dans son appartement. L'espoir de se venger, & les engagements pris avec la Fayette, le jetterent dans des mesures temeraires, & coupables, qui ont perdu le Roy & son Roiaume. Il etoit deja fait ces changements, un jeune homme nomme D. Chambonas avait remplacé la Fayette. D'ailleurs, etc. etc. Les ennemis n'ayant vu aucune correspondance à Paris, ne se rappellerent pas qui a remplacé D'Avouton.

Il vint encore au Roy pour lui demander pour les 8 annuaires au Roi, pour a fin de finir avec son travail de comptabilité des Depenses secrettes des Affaires étrangères. Une autre Conference luy ayant été donnée, il monta au Chateau de Versailles, l'y vit, on s'imagina qu'il allait rentrer en place, & plusieurs personnes luy coururent pour le féliciter.

Le Roy ne fut dans la chambre. Le Prince avait repris son air de bonte. D'Avouton fut aussi venu à Paris, & se trouva avec le Prince, & un certain cas n'indiffere en cela. Le Prince, d'avaucete del Stat Major, le Roy a fait. Il n'y a pas de doute que les

li. 11.
Ch. 9.

Hommes de la poque mais sans specification de personnes à qui
l'on payait. Le sire de Rieux qui en voyait au Comite Diplomatique.
mais en même temps il presentait au Roy une feuille
détaillee avec la diasse de toutes les quittances. Le Prince les
examinait très curieusement & des qu'il avait signé la grande
feuille, le Ministre & luy baillaient ensemble de la feuille expri-
cative & les Quittances. il y mettaient même un grand serup-
ule. autre fois le Roy gardait la feuille, mais Du Rouvier, qui
se méfiait de toutes les personnes qui entouraient le Prince, avant
si fort insisté sur la suppression, que Louis, par honnêteté, & pour
ne compromettre personne, y avait consenti.

Quand le Roy eut fini & luy remit les six feuilles de
Comptabilité des trois mois qu'il avait gouverné, & par le même, il
luy donna une feuille générale, signée de luy, & une autre, qui
lui donnait l'état des crimes de ces Ministres, qu'il tenait par
riches. Le Roy luy donna des marques de satisfaction de la lecture.
Le Roy dit à luy dit — vous allez donc joindre l'Amir de la mer?
— oui sire, je quitte avec de la joie de s'en aller. Je n'ai qu'un
regret, vous y êtes en danger. — oui, certainement, si l'on en
soupçonne. — he bien sire, vous ne pouvez pour imaginer que
vous parle par quelque intérêt personnel, une fois éloigné de
vous conseil, je ne vous approcherai plus, car par si d'élite, car par
l'attachement le plus pur, que j'ai encore une dernière fois pour
vous, pour l'Amour de votre patrie, pour votre salut pour ceux
pour l'honneur de votre auguste épouse & vos enfants, intérêts
si chers, de ne pas persister dans la funeste résolution d'appliquer votre

Veio aux deux Déniers. cette destination ne servira à rien & vous
vous perdrez. — ne m'en parlez plus, mon parti est pris. —

Ah. Sire, vous m'avez dit la même chose, lorsque dans
cette même chambre, devant la Reine, vous me domâtes,
votre parole de les sanctionner. — j'ay eût tort, & je m'en
repens. — Sire, je ne vous venais plus, pardonnez moy ma
vanité, j'ay cinquante trois ans & de l'expérience. je
n'en pas alors que vous avez eût tort, c'en a present. on abuse
votre conscience sur le Dénier des Prêtres, on vous conduit à
la guene civile, vous êtes sans forces, vous succomberez, &
l'Histoire, tout en vous plaignant, vous reprochera de voir
causer les malheurs de la France par des scrupules déplacés
voyez quel ridicule elle a imprimé sur Jacques II, je suis
encore plus pour vous, vos Dénis que vos Dénis mis.

Le Roy était assis près de sa Table où il venait de signer
Dumoulin était debout à côté de luy, les mains jointes. Louis
étend sa main sur les épaules, & luy dit tout douloureusement
Dieu m'en tienne que je ne sache que le bonheur de la France
— j'en endure pas, Sire, dit Dumoulin, les larmes aux yeux
& penetre de la plus vive sensibilité, vous en avez compté deux
non seulement de sa parole, mais aussi de l'usage de son
de vos intentions. Vous voyez sauriez le signor, pour la dénu-
ser les Prêtres se sont massés, votre Couronne & vos ser-
viteurs, peut-être même vous, & pour vous faire
il eût. Bouche sur la main de Louis, qui de son côté répète
des paroles de sa main, un moment en dit un.

Le Roy lui serrait la main. - Sire, si tous les Français vous
connaissaient comme moy, tous nos maux seraient bien-
tôt finis. Vous desirer le bonheur de la France, he bien, j'exige
le sacrifice de vos scrupules. Ceux qui vous les inspirent sont
aveugles, par leur intérêt mal entendu, & par l'esprit de faction,
qui égare tout le monde dans le tems de la révolution. Vous vous
êtes sacrifié des 1789 à votre Nation, continuez, les troubles & les
maux la Constitution, l'achèvera. Les Français en seront dans
leur liberté, & le reste de votre Règne sera ~~tran-
quille~~ sa stabilité sera fondée sur des lois fixes. S'il y avait eu
avant l'ancien Constitution, vous n'auriez pas éprouvé
tous les maux qui vous ont menés. Vous êtes en core le maître
de votre sort. Votez, Sire, en pure voyez, en un homme exempt
de factions & de préjugés, qui vous a toujours dit la vérité.
- je m'attends à la mort, dit le Roy tristement. & je la leur par-
donne d'avance. je vous salue de votre noblesse, vous
m'avez bien servi, je vous estime, & si viviez un tems plus
long, je vous en donnerais des Preuves.

Il se leva précipitamment & alla se mettre à une fenê-
tre, au fond de sa chambre. Dumouriez ramassa le tems de
s'apaiser pour se donner le tems de composer son visage, & de ne
pas laisser apercevoir son trouble aux courtisans, en sortant.
Une longue conférence leur avait siu même donner beaucoup
de curiosité. Le Roy qui l'entendait ouvrir la porte, fit quelques
pas pour s'approcher, & lui dit ces affectueux adieu.
Joyeux heureux.

Cette dernière entrevue est toujours restée profondément gravée dans l'âme de l'Amourier. Certainement elle doit s'être souvent retracée à la mémoire de ce Monarque infortuné dans sa prison. Et à l'époque de sa mort. Il en trouva en sortant son ami la Porte, qui vint au-devant de lui pour la dernière fois, ils s'enfermèrent dans une chambre, il lui raconta en détail cette scène touchante. La Porte lui dit: tu m'avais conseillé de demander ma retraite, j'en avais eu l'intention, mais j'ay changé de résolution, mon maître est en danger, je partagerai son sort. Si j'étais attaché comme toy au service personnel du Roy, lui répondit son ami, je penserais, j'agissais de même; j'estime ton dévouement, je t'en aime encore davantage, chacun de nous en fera sa manière, toi à Louis, moi au Roy, si jamais l'occasion nous un jour tous les deux, nous féliciter, avec lui de son bonheur. Ils se donnèrent le dernier embrassement avec des larmes.

Il retourna chez lui, et ne retourna plus au Château, ni à l'Hôtel, ni dans aucun lieu, où il aurait pu rencontrer, ou des Députés de quelque Faction, ou des Ministres, ou des gens de la Cour. Vivant pendant neuf jours au sein de l'amitié, avec son neveu et sa nièce, dans un quartier fort éloigné, ne s'occupant que des promesses solitaires, avec quelques amis, ou une petite société d'habitants; il mourut le 21 avec la plus grande douleur et une telle faiblesse, que le Roy, il ne pouvait lui être d'aucun secours, et se tenir seul avec lui, et la justice vint lui en raconter les détails. La noblesse et la cour, le courage, le courage, le courage de la chaine et de la mort.

Elisabeth, renouvellement de sa sensibilité. le fidele la porte
avait montré le plus grand courage ; & s'était toujours tenu
auprès du Roy. il lui dit qu'au journal précédent à propos d'un
Député le Prince avait fait son éloge. il pria son ancien collègue
de l'assurer de son respect & de son dévouement.

Le 17 & le 18 il avait été le Maître de se venger de la Fayette, si
son âme eût été susceptible de crime & de cruauté. le Général
était venu à Paris, & s'était présenté à ^{l'Assemblée} ~~l'Assemblée~~ avec l'imprudence
de se dire le Député de son Prince. Pour il s'était fait donner les
magnifiques pour abraques. le Ministère & les Jacobins qui affectaient
toujours de confondre ensemble, bien mal à propos, sa faction
triumphait par la démission de Dumouriez, & par le choix de
quatre Ministres, qui lui étaient dévoués.

On avait préparé une partie des Gardes Nationales, qui
l'escortèrent à l'Assemblée ; elle le reçut avec bien, quoique la
Majorité désapprouvât sa démarche. les Jacobins furent effrayés
de son triomphe, ils voulurent lui opposer un Chef & malin. leur
animosité contre Dumouriez, jetaient alors par la retraite
volontaire qu'il avait eue de bonne foi, ils le menèrent à demeure
& lui envoyèrent deux Députés qui vinrent le solliciter de se
rendre aux Jacobins. si vous voulez y paraître de soi, s'il y a un
cette nuit vous serez vengé. nous sommes tous prêts, le Ditté
à une garde de cent hommes autour de sa maison, nous y
marcherons cette nuit, nous sommes sûrs d'être, il perira
il prenait de cette proposition. il leur dit que son intérêt particu-
lier

n'était rien, que jamais il n'appellerait personne à son secours quand il voudrait se venger, que le motif même nous seul suffirait pour l'empêcher de se montrer aux jacobins; qu'il n'était occupé qu'à finir ses comptes pour se rendre bien vite à l'Armée, que c'était là qu'il exerçerait une vengeance conforme à son Patriotisme, en proposant à la Fayette un défi contre l'Ennemi, à l'imitation des deux tentatives de César, Pulvis & Varenus. C'est ainsi qu'il se débarassa d'un, & qu'il en laissa un Massacre, qui en avait résulté, car les deux Partis étaient alors très considérables, & très agités. Cependant celui du Roy aurait subi ombre, comme on le vit trois jours après, par la lâcheté de ses adhérents, lors de l'insulte du 21 Juin. à la suite la Fayette était déjà reparti.

Si la même sentiment, qui a guidé Dumouriez dans cette circonstance, a empêché le Général de profiter de son Triomphe, il en fut étonnant, & cela en fut vraisemblable. L'apaisement & l'honneur de l'Armée n'adoucissent de son caractère. mais ayant sans cesse que de venir à Paris, & de plus à la moitié de la Garde Nationale, il en était étonnant qu'il se soit contenté d'une vaine parade, qui en devenant une impudence, & qui a achevé de perdre sa fortune. On l'a jugé alors plus vain qu'ambitieux.

A peine fut-il parti que l'Assemblée n'osa pas sa démarche, & la jugea très répréhensible, elle était effectivement une Armée ne peut jamais en un long délibéré, & le Général, en

se chargeant de chez son Deputé, se rendait inculpable. après l'intel parti il fallait profiter du moment de l'étonnement. Il fut rendu un Décret qui défendait à l'avenir à tout General, de quitter son Armée sans permission, & depuis. M. de Morsat pensa faire tourner le Décret contre le General Dumouriez, qui à son retour de la Champagne, pendant que son Armée marchait, était rendu à Paris, après avoir prévenu les Ministres, uniquement dans l'intention d'arranger avec eux, en quatre jours, les dispositions de sa campagne des Pays Bas.

Aucun Ministre ne pouvait quitter Paris avant d'avoir rendu des Comptes, & y eût autorité, pas un Décret. Dumouriez avait eu deux Departemens, mais n'ayant gardé celui de la Guerre quelques jours & ayant eu soin de ne donner aucune signature, qui pût le rendre responsable de la comptabilité, il n'avait rien à rendre compte que pour le Departement des Affaires Etrangères.

Le 22 il écrivit au Président de l'Assemblée, & lui envoya son Compte, en lui mandant qu'il n'en avait aucun à produire pour les trois jours, qu'il avait été Ministre de la Guerre, parce qu'il ne s'y était fait aucune dépense que sur la comptabilité de son Predecesseur; il lui annonça qu'il désirait avoir au plutôt un Décret, qui le rendit à ses fonctions Militaires, & qu'il n'attendait que le Décret pour partir pour l'Armée du Rhin. Le lendemain le Rapporteur du Comité Diplomatique rendit compte de la comptabilité de l'Ex Ministre, & ayant

ch. 9. de quelle était en Règle, il reçut le Décret le 24, & païa le 26.

Ce compte était très net & très court, il était en trois parties, sur trois feuilles. la première contenait la Dépense sensible des trois mois de la Session, elle était accompagnée des Pièces justificatives. on y voyait les Economies qu'il avait faites, qui laissaient un fonds de laine considérable, sans toucher au pourant elle était appuyée de la décharge de son successeur Chambonas. la seconde feuille contenait un certificat signé de Roy de la Dépense secrète des deux cens cinquante mille livres par mois, attribués de tous tems aux Affaires étrangères, il y en avait sur les sept cent cinquante mille livres des trois mois près de trois cent mille livres. ainsi cette dépense courante secrète ne se fait pas aller à plus de 450 à 500 mille livres, & cependant il y avait eu pendant le premier mois beaucoup de payemens abusifs, sur les bons des Prédécesseurs. il y avait aux toutes Arrengés des pensions secrètes à des Embarrez, & quelques dépenses payées sur des Ordres verbaux du Roy. la troisième partie était une feuille à part de la Dépense secrète prise sur les fameuses six Millions. elle montait en tout à 450 mille livres, ainsi il restait en faïce, chez Amelot cinq Millions cinq cent cinquante mille livres.

La surprise de l'Assemblée fut extrême. on avait dit, public, imprimé, que Damiourier avait certainement

mangié ces Six Millions puisqu'il n'avait jamais voulu
les confier à son ^{Tresorier} Biderman, & on avait toujours cru
qu'il les tenait chez luy, parcequ'il n'avait jamais dit, qu'il
les avait laissés en dépôt à la Caisse Nationale. Les Deputés
de tous les partis allerent eux mêmes vérifier le droit à la
Caisse d'Amelot. Les Jacobins y envoyèrent des Emissaires,
& alon tout le monde rendit justice au dénuement
à l'économie de cet Ex-Ministre.

Brinot était Rapporteur du Comité Diplomatique;
ainsi il fallait que les Comptes du Gen. Dumouriez fussent
très exacts, pour qu'il n'y trouvât pas à redire. Metait-il
avec Biderman & Clavieres, & leurs Ennemis avaient
repandus des Plamphlets, qu'ils accusaient de n'être
devenus ennemis de Ministre, que parcequ'il n'aurait
pas voulu remettre entre leurs mains les Six Millions
pour les agioter, & pour soutenir un Schapt de 13
mille actions de la Compagnie des Indes. Brinot avait
porté un Défi au Ministre, en luy pressurant de dé-
mentir cette Calomnie, & luy cy n'avait pas daigné répon-
dre. Le Vindictif Brinot aurait bien voulu l'ouïr, pour
à l'attaque sa Comptabilité, mais il fut au contraire
forcé de la déclarer exacte.

Ces mêmes Jacobins, qui furent justes alors, ont depuis
accueilli l'affreuse Calomnie d'Hattenfranz, qui l'a
assuré d'avoir volé 1200 mille livres sur les marchands

Pays-Nas, ou de s'en emparer de l'emprunt d'Auvergne, ou de
-sation absurde, car il eût fallu qu'il se donnât beaucoup
de complaisances; au lieu que sur les six Millions, il en pouvait
mettre un, deux, ou trois dans sa poche, sans que personne
le sût, & sans être obligé d'en rendre compte. Les Français
furent justes envers lui à l'époque de sa sortie du Minis-
tère, il fut étonné de l'injustice de lui imputer les crimes, qu'il
avait commis dans l'Intervalle, les Français rendus atroces
se hâtèrent de confondre toute la Nation dans le
jugement de ce Roi. Tous les honnêtes gens de la France, &ient
encore le plus grand nombre, mais il n'y a pas encore tous
qu'ils se montrent, ont toujours été justes envers lui, comme
lui l'a été.

Quand le Règne de l'anarchie, ou du Triomphe des
Sacerdats sera passé, alors il n'y aura en France, ni la Nation
entière, qui ne peut pas être que, en doute des faits, qui se
sont passés sous ses yeux, ou qui n'ont été, par conséquent, le
Patriotisme, mais de l'indifférence, son dévouement, son
attachement à la Constitution, & par conséquent au Roy
Constitutionnel, & les services qu'il a rendus à la Patrie politi-
quement & militairement, alors elle ne blâmera plus la cond-
uite, même celle qui a provoqué contre lui le décret barbare
de sa proscription, elle en rougira, alors si en encore d'âge
d'être utile à la Patrie, il s'y dévouera de nouveau, si en
mort, ses vœux auront devancé cette Révolution morale, qui
on prédit avec confiance, parce qu'elle est inévitable.

W. IV
ch. 9.

1257 1258

à quelle sera produite par l'excès, des maux, & par l'impossibilité
de soutenir la liberté avec un Gouvernement absurde, fondé
sur la barbarie, la terreur, & la subversion de tous les principes
nécessaires au maintien des Sociétés humaines.

Il partit de Paris pour l'Armée, plus pauvre qu'à son
Entrée au Ministère, après avoir dépensé pendant trois mois
de plusieurs Millions. Il y laissait le Roy égaré par ses pervers
des Conseillers, l'Assemblée déchirée par des factions prêtes
à élever la capitale pleine de désordres & se préparant à
la guerre civile, se remplissant de bandits de toutes les
provinces sous le nom de fédérés, & de spadartins, que la
crainte voulait leur opposer, quelle Peuple désignait sous
l'odieuse appellation de Chevaliers du Poignard.

Il y laissait la superstition, la méfiance, la Haine, qui
perçaient au travers de la fièvre de malheureux Lan-
siens. Il regardait l'Armée comme le seul Asyle où un
honnête homme pût encore être en sûreté. au moins
la mort se présentait sous l'aspect d'un salut & de la gloire,
on n'y était pas accompagné de l'horreur de la Guillotine,
de l'Imagin, des fureurs barbares d'une Population sangui-
naire. he bien ce tableau, qui n'est que trop vrai, en un
Tableau de l'Abnégation en comparaison de l'Enfer. Abnégation
- Ange, en comparant ce tems au tems pieux.

Chap. 10. Réflexions.

Tels sont les Principaux Evénement, de la vie Ministerielle de Dumouriez, elle lui a laissé une impression de répugnance, qu'il en voit de voir se faire la vie, pour le genre d'emploi public. Il faut, ou un Patriotisme à toute épreuve, ou une ambition insatiable, ou aspirer, quelque part que l'on soit, à ces Places orageuses, environnées de pièges & de calomnies. on ne découvre que trop, que les hommes ne mentent presque pas la peine qu'on se donne pour les gouverner.

Dumouriez fut quelquefois, sardoniquement, dans sa retraite, des jugements qu'on a portés sur lui. quand il en arriva au Ministère, les Courtisans Parisiens, n'implorèrent, qu'il n'était qu'un Soldat de fortune, incapable de mener des Affaires Politiques, ou d'en faire que des sottises. quand il eut commandé une Armée, ils affirmèrent aux Prussiens & aux Impériaux, qu'il n'était qu'un homme de plume, qui n'avait jamais fait la guerre, & qu'il n'y entendait rien. Depuis qu'il en est retiré des emplois publics avec de la Réputation, ils ont imprimé que jusqu'à la Révolution, il n'avait été qu'un aventurier intrigant - un espion des Ministres, un Balayeur de Bureaux. on a vu dans les deux premiers livres les détails de son existence, & les moyens par les quels il était parvenu aux mêmes grades qu'eux, au même âge qu'eux. Plus à Dieu qu'ils eussent employé les mêmes

De leur jeunesse en de pareils espionages. ils n'auraient pas
commencé la Révolution comme des factieux, ils l'auraient
conduite avec sagesse, ils auraient conservé l'estime de la
Nation, ils n'auraient pas été les premiers. Autours de la
mort du Roy, soit en le trahissant. Soit en l'abandonnant.

Pendant les trois mois de son Ministère, Dumouriez a
trahé de son lit la Constitution & le Roy, la Nation & Louis
XVI, non seulement personne ne l'a aidé, mais tous les Paris
se sont tournés contre lui, d'abord l'un après l'autre, ensuite
tous à la fois. un délire universel s'est répandu sur toute
la France. toutes les Têtes étoient enragées, de quelque faction
qu'il fut. les uns s'attachoient au Roy comme à Dieu, ne
seraient permis tous les excès pour rétablir leur Robt. Despoti-
que. les autres s'attachoient à ceux qui avoient excité un autre fanatisme
criminel, celui des Jacobins qui avoient vué une haine
mortelle à tous les Rois, & qui de peu de temps, se sont donnés
de très Tyrans.

Entre ces deux Extrêmes, une bande de fuyons plus ou
moins hardis, cherchoient à se faire un Etat, en change-
ant de Paris, & voltoigeant sur les Ailes de ces deux Armées,
insensées. ces Honor Ephémères de Paris s'élevaient, & se
renversaient mutuellement. Liberté étoit leur mot de
 ralliement, dans l'esprit du Peuple il signifioit absence
atout les Fuyons du second ordre, qui ont voulu remplacer

les premiers, y ont ajouté le cri de guerre Egalité. la Popu-
 lace avait des fripons aussi, qui ont calculé que l'Egalité
 leur servirait à s'élever au dessus de l'Aristocratie Bourgeo-
ise. les jacobins, qui ont jugé que c'était leur tour de
 dominer, ont rié à la République, ce qui a produit l'Mar-
ch.

On ne peut pas faire remonter la Nation par les Etie-
 lons raisonnables, qu'elle a descendus avec la Rapidité d'une
 Masse, qui roule du haut d'une Montagne dans un précipice.
 le Serpent se repliera sur lui même. sa Queue, qui en
 la Mararchie, remonta dans sa queue, qui en le Despoti-
me. Telen le centenaire de mauvaises Institutions.
 car ainsi que les extrêmes se touchent, si que les contraires
 se suivent par les contraires.

Nous une grande vérité, que l'expérience des malheurs &
 des crimes de la France doit imprimer profondement
 dans l'âme de tous les Peuples, c'est qu'il existe des Droits
 naturels, dont ils ne doivent jamais user pour leur bonheur,
 celui de faire les loix, & celui de la Force contre les loix.
 Toutes les Nations ne peuvent pas trop s'étaler sur le
 premier de ces Droits. mais alors elles sentent, qu'elles
 doivent le déléguer à un très petit nombre de personnes,
 très sages & très expérimentées, quand elles sont forcées

Liv. IV.
Ch. 10.

1251 1255

Il n'y avoit recours. Si Saurique, Solon, Minos, Numa, Confucius, avoient travaillé avec une nombreuse Assemblée Nationale, ils ne seraient jamais parvenus à faire un Code de loix, non plus que le Grand Frédéric & l'athénien II.

A force de piller les Anciens & les Modernes, l'Assemblée Constituante étoit cependant venue à bout, au milieu de ses Orages, de faire un grand & bel Ouvrage, la Constitution. mais c'étoit une Statue d'or, posée sur un pied d'Étal d'Argile. la Nation n'avoit point la volonté de l'exécuter. le Roy, ou plutôt ses Entours cherchoient à en saper les fondemens, & les constituans, eux mêmes, par haine pour la législation suivante, ont employé le ciseau & le marteau pour la mutiler.

Les Ruines des Étrangers s'en sont mêlées. la Cour de France arie aux autres Cours; vous êtes perdus, si la Constitution Française existe, & malheureusement elle l'est. L'entree. alors le Peuple Français arie aux autres Peuples: L'exci vous en. Mais, joignez vous à nous. les Jacobins ont été plus loin, abusant de tout, ils ont tout détruit, Constitution, Loix, Religion. Rien depuis lors. Seulement qu'ils ont comencé à d'anger eux. Car il n'est pas possible qu'il existe une seule

ch. 10. Nation, qu'en les air pas en horreur.

La Constitution française n'eût pas rendu cette Nation dangereuse, au contraire. Fondée sur une morale pure, sur des principes sages, elle eût garanti ses voisins de son inquiète ambition, qui a fait si souvent couler des flots de sang. on y viendrait par nécessité, après avoir épuisé toutes les horreurs de l'Anarchie, & peut-être tous les crimes du Despotisme. Il en est cependant douteux que le despotisme puisse s'établir en France, puis que le peuple y a l'usage & l'abus de la liberté. Si entre en France à la suite des Armées Étrangères, il ne pourra pas s'y fixer. & la multitude des Dangers & des crimes fera place à la raison, non pas à cette Raison- Guillotine, qu'on a substituée en France aux anciens objets du culte: celle-là sera ancienne, après avoir immolé ses auteurs.

Pendant son Ministère, Dumouriez gémissait déjà sur les Français. ces Français n'étaient que des Verilles aux yeux de ceux qui nous suivent, & de trois mois en trois mois, ils ont glori au point d'être devenus des crimes monstrueux, c'est à ce point qu'ils doivent commencer à retrograder, pour en venir tout à fait.

La Campagne de 1794 qui va souvent doit décider

Cette crise. au mois de Juin ou Juillet au plus tard, le sort de la France doit être finie. les Départemens demandent la Paix, ils ont vu leurs Maux, la Convention les Jacobins veulent la Guerre, ils connaissent leurs Dangers, ils doivent se dire, la Guerre, ou la Mort. le jour de la Paix est le signal de la cessation de leur Règne. à moins que cette Paix ne soit le Prix de leur Victoire, & de l'avilissement de toute l'Europe, ce qui n'est pas probable.

Les Alliés & les Jacobins doivent également une bataille, elle sera sanglante & décisive. les Anarchistes doivent la perdre. alors les Départemens détruiront la Convention & les Jacobins. Paris, qui a donné l'exemple de l'aveuglement, donnera celui du retour à la raison. les Monstres fuiront, on n'aura aucune retraite sur la Terre, qu'ils ont souillée de leurs crimes atroces. d'après toutes les calculs de probabilité les Jacobins ne résisteront plus, au moment que la Nation aura reçu un grand ébranlement, & que les Armées victorieuses s'avanceront vers les bords de la Seine. c'est alors que le honnête gens se remontrons, que la Nation reprendra son caractère, & que toutes les Nations de l'Europe pourront se joindre à l'espoir de la Paix.

Enfin cette heureuse époque ramènera bientôt la sagesse & l'humanité, qui semblent bannies d'une

ch. 10. Guerre d'un Genre si nouveau, & dont les Annales du Monde quoique bien remplies de sottises & de cruautés, ne fournissent pas un autre Exemple.

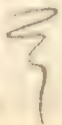
Mais combien de familles restent malheureuses au milieu du bonheur général ! ce n'est que la Génération future qui commencera à jouir. celle cy en est condamnée à la Douleur & aux Privations. Tous les Habitans de la France, de toutes les factions, ou modérés, ou impartiaux, de tous les âges, de tout sexe, de toute condition, sont victimes de cette hideuse révolution. ceux qu'elle a moissonnés sont peut-être les moins à plaindre. ceux qui y ont joué un rôle quel qu'il soit, ont mené une vie malheureuse. les plus raisonnables ont été calomniés, la Vertu, les principes, n'ont garanti personne.

Voulois être Sage au milieu des foux, en plus ridicule que voulois être fou au milieu des Sages. Certe qui en amusa à quelques hommes, qui penétrés de la bonté du Principe, ont eue la chimérique presumption de croire qu'ils arrêteraient la fureur des Passions, de leurs propres citoyens ; C'est ainsi que Danton est sorti du Ministère haï de toutes les factions, parce qu'il était au-dessus des factions. Regulus reste impartial. Il ne se reproche point son

conduite, mais il ne gâche la Part qu'il a eue, maloye luy,
aux Affaires publiques. Il luy importe d'être jugé par ses
Contemporains parceque les Faits sont iciens. on peut
bien dénaturer ses intentions, mais on ne peut pas
altérer les faits, & ils écrasent la Calomnie.

J'espère que les Français liront ces Memoires, & qu'ils
seio Servis 1794, qu'ils seront alors revenus de leur ignorance
qu'ils reconnaitront, de quelque Faction qu'ils soyent,
que sa Plume, son Cœur, sa tête n'ont point été trahie,
à sa Patrie dans cette Crise terrible; qu'il l'a servie tant
qu'il a pu le faire sans crime; que c'est la Seule cause
des Malheurs & d'autres Anamies de Louis, qui l'a forcé à
les quitter; que son Insurrection n'estoit que contre des
Monstres, & que de qu'il a prévu qu'elle pourroit tourner
au profit de l'ambition étrangère, & au détriment de sa
Patrie, il a abandonné ses Armes, ne voulant pas tenir
contrôle quoique Calomnie y parût. & sa tête mise
à prix. J'espère tout du Ciel & de l'Ecole de l'adversité.
pour une Nation digne d'un meilleur sort. ses Finances ressus-
citeront & non seulement elle reprendra ses vertus, mais
elle en acquerra deux nouvelles, qui luy ont toujours
manqué, la Moderation & la Prudence.

Fin du Livre IV.





Ex
Biblioth. Regia
Berolinensi.

11

~~129~~

